



Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 8 689 729,60 euros
Siège social : 41, parc Club du Golf, 13856 Aix-en-Provence Cedex 3
399 275 395 RCS Aix-en-Provence

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE



La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») le 24 janvier 2012. Elle complète le document de base de la société INSIDE Secure enregistré par l'AMF le 16 mai 2011 sous le numéro I.11-027 (le « Document de Base ») ainsi que sa première actualisation déposée auprès de l'AMF le 25 octobre 2011 sous le numéro D.11-0480-A01 (la « Première Actualisation ») et, avec la présente actualisation, les « Actualisations »).

Le Document de Base et ses Actualisations ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF. Ils ont été établis par l'émetteur et engagent la responsabilité de leurs signataires.

Des exemplaires du Document de Base et de ses Actualisations sont disponibles sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de la Société (www.insidesecure.com).

TABLE DES MATIERES

1. PERSONNES RESPONSABLES.....	5
1.1 Responsable de la présente actualisation.....	5
1.2 Attestation de la personne responsable.....	5
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	6
4. FACTEURS DE RISQUES.....	9
4.2 Risques liés à l’absence d’outil industriel.....	9
4.3 Risques liés à la nature des clients du Groupe.....	10
4.6 Risques financiers.....	10
4.7 Risques liés à l’organisation du Groupe	12
5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE.....	13
5.1 Histoire et évolution de la Société	13
5.2 Investissements	13
6. APERCU DES ACTIVITES	14
6.2 Avantages concurrentiels du Groupe.....	14
6.4 Les principaux marchés du Groupe	15
6.5 Produits et solutions.....	20
6.6 Concurrence.....	22
6.7 Clients.....	22
6.8 Ventes et marketing	22
6.11 Employés	22
7. ORGANIGRAMME.....	23
7.2 Liste des filiales, succursales et établissements secondaires	23
9. EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE	25
9.1 Présentation générale.....	25
9.2 Comparaison des résultats	29
9.3 Chiffre d’affaires de l’exercice clos le 31 décembre 2011	34
9.4 Appréciation qualitative et quantitative des risques de marché du Groupe.....	35
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX.....	37
10.1 Capitaux.....	37
10.2 Flux de trésorerie	37
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS, LICENCES.....	42
11.1 Recherche et développement	42
11.2 Propriété intellectuelle	42
12. TENDANCES.....	43
12.2 Perspectives d’avenir et objectifs	43

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE.....	45
14.1 Membres du directoire et membres du conseil de surveillance	45
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction générale.....	46
15. REMUNERATIONS ET AVANTAGES	47
15.1 Rémunérations des mandataires sociaux	47
15.3 Actions, bons de souscription et options attribués aux mandataires sociaux.....	50
17. SALARIES	53
17.1 Ressources humaines	53
17.2 Instruments financiers donnant accès au capital de la Société consentis aux dix premiers salariés non mandataires sociaux	54
17.3 Participations et stock-options des mandataires sociaux	55
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	56
18.1 Répartition du capital et des droits de vote.....	56
20. INFORMATIONS FINANCIERES.....	57
20.4 Informations financières intermédiaires sur les neuf premiers mois des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2011	57
20.5 Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes	77
20.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	78
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	79
21.1 Capital social	79

Note

Dans la présente actualisation du Document de Base, les termes « INSIDE Secure » ou la « Société » désignent la société INSIDE Secure, société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le siège social est situé 41, parc Club du Golf, 13856 Aix-en-Provence cedex 3, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 399 275 395. Le terme « Groupe » désigne le groupe de sociétés constitué par la Société et l'ensemble de ses filiales consolidées.

Les expressions « cette section du Document de Base est complétée de la phrase suivante », « ce chapitre du Document de Base est ajusté de la manière suivante » et toute expression similaire doivent s'entendre comme d'une référence à ladite section ou audit chapitre tel que, le cas échéant, déjà complété ou ajusté par la Première Actualisation.

Un glossaire définissant certains termes utilisés dans la présente actualisation du Document de Base figure au chapitre 26 du Document de Base.

Avertissement

Informations sur le marché et la concurrence

La présente actualisation du Document de Base contient des informations relatives aux marchés du Groupe et à sa position concurrentielle. Ces informations proviennent notamment d'études réalisées par des sources extérieures. Les informations publiquement disponibles, que la Société considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant, et la Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur ces marchés obtiendrait les mêmes résultats.

Informations prospectives

La présente actualisation du Document de Base contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir » ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différents paragraphes de la présente actualisation du Document de Base et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs du Groupe concernant, notamment, le marché dans lequel il évolue, sa stratégie, sa croissance, ses résultats, sa situation financière, sa trésorerie et ses prévisions. Les informations prospectives mentionnées dans la présente actualisation du Document de Base sont données uniquement à la date de la présente actualisation du Document de Base. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en constante évolution. Il ne peut donc anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risques décrits aux chapitres 4 « *Facteurs de risques* » du Document de Base et de ses Actualisations avant de prendre toute décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe, à la date de dépôt de la présente actualisation du Document de Base, pourraient également avoir un effet défavorable significatif.

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Responsable de la présente actualisation

Monsieur Rémy de Tonnac, président du directoire.

1.2 Attestation de la personne responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 16 mai 2011 sous le numéro I.11-027, tel que déjà mis à jour dans une première actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 octobre 2011 sous le numéro D.11-0480-A01, sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation du document de base ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les informations financières sur les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011 présentées dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant à la section 20.5 de la présente actualisation.

Fait à Aix-en-Provence,
le 24 janvier 2012

Rémy de Tonnac
président du directoire

3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les chapitres 3 du Document de Base et de la Première Actualisation sont complétés par les informations suivantes et demeurent, pour le reste, inchangés.

Les informations financières sélectionnées présentées dans le présent chapitre 3 sont issues des états financiers consolidés du Groupe des exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 figurant à la section 20.1.1 « États financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 » du Document de Base ainsi que des informations financières consolidées du Groupe pour la période couvrant les neuf premiers mois de l'exercice 2011 figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base.

Les taux de conversion de l'euro, principale devise utilisée dans le Groupe après le dollar, sur les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et sur les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011 sont les suivants :

USD/EUR	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Taux de clôture	1,3917	1,4406	1,3362	1,3648	1,3503
Taux moyen	1,4706	1,3932	1,3268	1,3159	1,4062

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 septembre 2011 est détaillé dans la note 23 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base. Il est inchangé par rapport au 31 décembre 2010.

Extraits des informations financières consolidées pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et pour les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011 (normes IFRS)

Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé :

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Chiffre d'affaires	51 943	35 957	78 140	39 710	106 814
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	(10 138)	(10 800)	(4 564)	(4 781)	(10 647)
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	(12 436)	(12 646)	(6 758)	(6 065)	(13 409)
Résultat opérationnel	(14 049)	(16 326)	(12 610)	(7 976)	(20 230)
Résultat net ajusté ⁽³⁾	(12 650)	(11 470)	(7 946)	(6 033)	(11 312)
Résultat net	(14 263)	(15 150)	(13 798)	(7 944)	(18 132)

⁽¹⁾ L'EBITDA ajusté est défini comme le résultat opérationnel ajusté avant (i) les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles, (ii) les amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles non liées à un regroupement d'entreprises.

⁽²⁾ Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des jeux de masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions réalisées par le Groupe.

⁽³⁾ Le résultat net ajusté est défini comme le résultat net avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des jeux de masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions réalisées par le Groupe et tient également compte de l'ajustement de la charge d'impôt reconnue au compte de résultat liée aux éléments retraités.

L'amélioration de l'EBITDA ajusté entre 2009 et 2010 s'explique, notamment, par l'acquisition par la Société, le 30 septembre 2010, de l'activité SMS d'Atmel Corp. dont la contribution à l'EBITDA ajusté est supérieure à celle des activités historiques du Groupe (voir chapitre 9 « Examen du résultat et de la situation financière » du Document de Base).

La baisse de l'EBITDA ajusté sur les neuf premiers mois de l'exercice 2011 par rapport à l'exercice 2010 s'explique, notamment, par une forte progression des frais de recherche et développement malgré une hausse maîtrisée des frais commerciaux et administratifs, qui se traduit globalement par une amélioration de la marge d'EBITDA ajusté qui passe de -12% à -10% compte tenu de la forte hausse

du chiffre d'affaires du Groupe liée à l'intégration de l'activité SMS d'Atmel Corp. et à la forte accélération des ventes sur le segment mobile NFC.

Chiffre d'affaires consolidé par segment opérationnel :

En milliers de dollars	Exercice clos le								Neuf mois au			
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011						
Mobile NFC	263	-	1 143	3%	2 336	3%	47 961	32%	922	2%	24 656	23%
Sécurité numérique	2 938	6%	3 160	9%	18 740	24%	60 261	40%	2 849	7%	45 741	43%
Paiements sécurisés	48 742	94%	31 654	88%	57 064	73%	43 246	28%	35 939	91%	36 417	34%
Chiffre d'affaires	51 943	100%	35 957	100%	78 140	100%	151 468	100%	39 710	100%	106 814	100%

Chiffre d'affaires consolidé par trimestre :

En milliers de dollars	T4 2010	T1 2011	T2 2011	T3 2011	T4 2011
Chiffre d'affaires par trimestre	38 430	38 548	31 812	36 454	44 654
Variation en %		0%	-17%	15%	22%

Informations financières sélectionnées du bilan consolidé :

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Total des actifs non courants	5 200	4 986	30 645	32 461
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 328	23 392	41 178	10 122
Autres actifs courants	21 874	17 344	58 213	62 739
Total des actifs courants	50 112	40 737	99 391	72 861
Total de l'actif	55 312	45 723	130 035	105 321
Capitaux propres	44 819	31 269	82 681	62 873
Passifs non courants	190	454	13 691	13 486
Passifs courants	10 303	14 000	33 663	28 962
Total du passif et des capitaux propres	55 312	45 723	130 035	105 321

La forte augmentation des capitaux propres entre 2009 et 2010, malgré la perte enregistrée durant l'exercice 2010, s'explique, principalement, par la réalisation d'un tour de financement d'environ 64 millions de dollars (prime d'émission incluse) destiné à financer l'acquisition par la Société, le 30 septembre 2010, de l'activité SMS d'Atmel Corp. (voir section 5.2 « Investissements » du Document de Base).

Le Groupe a par ailleurs mis en place au cours du quatrième trimestre 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor pour une durée de deux ans reconductible (voir section 10.1.3 de la présente actualisation du Document de Base).

Informations financières sélectionnées du tableau des flux de trésorerie consolidé :

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Trésorerie à l'ouverture	40 366	28 237	23 392	23 392	41 178
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(19 027)	(4 528)	(23 697)	(8 078)	(23 406)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 694)	(1 148)	(20 452)	(19 300)	(5 753)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	11 834	27	63 694	59 306	(1 978)
Profits / (pertes) de change sur trésorerie ⁽¹⁾	(1 242)	804	(1 758)	(909)	81
Trésorerie à la clôture	28 237	23 392	41 178	54 411	10 122

⁽¹⁾ Élément sans impact sur la trésorerie provenant de la conversion en dollars de la trésorerie libellée dans d'autres devises.

L'augmentation du besoin de trésorerie généré par l'activité entre 2009 et 2011 s'explique principalement par la hausse des stocks et des dettes fournisseurs générée par le développement de l'activité NFC.

Autres informations financières pour les exercices clos les 31 décembre 2005 à 2011

En milliers de dollars	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Chiffre d'affaires	11 423	17 741	23 700	51 943	35 957	78 140	151 468

Informations financières pro forma

Compte tenu de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation susvisée, la Société a également établi des comptes pro forma présentés à la section 20.2.1 « Informations financières pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 » du Document de Base.

Le chiffre d'affaires pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'établissait, en particulier, à 156 924 milliers de dollars. La comparaison avec le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2011 met en lumière la montée en puissance accélérée de l'activité mobile NFC, dont le chiffre d'affaires augmente fortement, l'arrêt progressif des ventes de puces pour cartes SIM (arrêt de l'activité SMS décidé par Atmel Corp. préalablement à la cession de cette activité au Groupe), ainsi que la baisse du chiffre d'affaires du segment paiements sécurisés (voir section 9.3 « Chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2011 » de la présente actualisation du Document de Base).

Les comptes pro forma ne reflètent pas la réalité économique et financière de l'activité SMS telle qu'elle aurait été si elle avait été intégrée dans le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010 dans la mesure où ils ne prennent pas en compte le changement profond de son modèle économique (passage à un modèle « sans usine ») au cours de cette période (voir section 20.3 « Commentaires sur les informations financières pro forma » du Document de Base).

4. FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le Document de Base et ses Actualisations, y compris les facteurs de risques qui y sont décrits, avant de décider d'acquérir ou de souscrire des actions de la Société. La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le Document de Base et ses Actualisations.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date de dépôt de la présente actualisation, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives, peuvent ou pourraient exister.

4.2 Risques liés à l'absence d'outil industriel

Le paragraphe du Document de Base « *Le Groupe sous-traite la fabrication, l'assemblage, les tests et le transport de ses produits à des tiers et l'un d'eux pourrait ne pas remplir ses obligations dans les délais et les conditions prévus* » est complété des paragraphes suivants et demeure, pour le reste, inchangé :

Le premier fournisseur du Groupe, ses cinq premiers fournisseurs et ses dix premiers fournisseurs représentaient, respectivement, 25%, 63% et 78% de ses achats au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011.

Pour l'assemblage de certains de ses produits le Groupe utilise notamment les services d'une société ayant un site industriel important en Thaïlande. A l'automne 2011, l'activité de ce site a été interrompue en raison des inondations ayant affecté la Thaïlande, et environ 250 milliers de dollars de produits du Groupe ont alors été perdus. Dans le cadre de sa politique de double source, le Groupe a néanmoins rapidement réorienté les flux vers d'autres fournisseurs et les perturbations de sa chaîne d'approvisionnement n'ont ainsi été que minimales.

Dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel, la Société a conclu le 28 septembre 2010 un contrat d'approvisionnement avec LFoundry Rousset SAS aux termes duquel la Société s'engage à acheter, à des prix déterminés, un nombre minimum de tranches de silicium chaque année pendant trois ans, la Société bénéficiant d'un accès prioritaire aux capacités de production de LFoundry (voir chapitre 22 « Contrats importants » du Document de Base). LFoundry Rousset SAS est une filiale de la société allemande LFoundry GmbH, qui a les mêmes actionnaires et des liens économiques avec la société Landshut Silicon Foundry GmbH. Or cette dernière fait actuellement l'objet d'une procédure collective et devrait être prochainement fermée. Les approvisionnements de la Société auprès du groupe LFoundry le sont exclusivement auprès de LFoundry Rousset SAS et les dirigeants du groupe LFoundry GmbH ont déclaré que LF Foundry Rousset SAS n'était pas impactée par la fermeture de Landshut Silicon Foundry GmbH et qu'elle allait poursuivre la mise en œuvre de son plan de développement. Néanmoins, si la procédure collective de Landshut Silicon Foundry GmbH devait avoir des répercussions négatives sur la capacité de production de LFoundry Rousset SAS ainsi que sur sa capacité à honorer ses contrats avec la Société, celle-ci pourrait avoir à chercher des sources d'approvisionnement alternatives.

4.3 Risques liés à la nature des clients du Groupe

Le paragraphe du Document de Base « *Le Groupe réalise une part importante de son chiffre d'affaires avec un nombre limité de clients. Le Groupe pourrait ne pas parvenir à retenir ses clients principaux ou à étendre ses relations commerciales* » est complété de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangé :

Le premier client du Groupe, ses cinq premiers clients et ses dix premiers clients représentaient, respectivement, 22%, 56% et 78% de son chiffre d'affaires consolidé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011.

Le paragraphe du Document de Base « *Les clients du Groupe pourraient annuler leurs commandes, modifier les quantités commandées ou retarder leur production. Le Groupe pourrait ne pas parvenir à prévoir de manière précise la demande pour ses produits et, ainsi, ne pas être en mesure d'écouler ses stocks, ou, au contraire, ne pas être en mesure de livrer ses produits* » est complété de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangé :

Il en est ainsi, par exemple, de la relation entre la Société et son client Research in Motion (RIM), qui a représenté, au cours de l'exercice 2011, l'essentiel de ses ventes sur le segment mobile NFC et devrait continuer à représenter la majeure partie du chiffre d'affaires de ce segment au moins sur l'exercice 2012. Dans la mesure où l'un des axes de la stratégie de développement du Groupe est de tirer partie de sa position de leader historique sur le marché de la technologie NFC, une moindre demande pour les produits de RIM équipés de cette technologie pourrait avoir un impact défavorable significatif sur l'activité, le chiffre d'affaires, le résultat, la situation financière et le développement de la Société.

4.6 Risques financiers

4.6.1 Risque de change

Cette section du Document de Base est complétée de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangée :

En cas de variation de la parité euro/dollar de + 10% ou de - 10%, le Groupe estime, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, que l'impact, en termes absolus, aurait été de 829 millions de dollars sur son résultat opérationnel et de 501 millions de dollars sur les capitaux propres (voir aussi la section 9.4 « Appréciation qualitative et quantitative des risques de marché du Groupe » de la présente actualisation du Document de Base).

4.6.3 Risques liés aux engagements hors-bilan

Cette section du Document de Base est complétée de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangée :

Le montant total des engagements hors-bilan comptabilisés par le Groupe au 30 septembre 2011 s'élève à 59,5 millions de dollars. Ces engagements hors-bilan sont décrits à la note 20 de l'annexe aux états financiers consolidés au 30 septembre 2011 figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base.

4.6.4 Historique des pertes opérationnelles - Risques liés aux pertes prévisionnelles

Le paragraphe du Document de Base « *Le Groupe a un historique de pertes opérationnelles, pertes qui pourraient perdurer* » est complété de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangé :

Les pertes nettes au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 se sont élevées à 18,1 millions de dollars. Au 30 septembre 2011, les pertes cumulées depuis le mois de juin 2005, date de la réduction

de capital à zéro suivie d'une augmentation de capital d'un million d'euros (voir section 21.1.7(a) « Evolution du capital social » de la présente actualisation du Document de Base), sont de 92 millions de dollars.

4.6.7 Risques de liquidité – Besoins futurs en fonds propres et financements complémentaires

Le paragraphe du Document de Base « *La Société pourrait avoir besoin de renforcer ses fonds propres ou de recourir à des financements complémentaires afin d'assurer son développement* » est complété de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 30 septembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe s'élevaient à 10,1 millions de dollars. Au 31 décembre 2011, ils s'élevaient à 20,9 millions de dollars, étant précisé que la Société a mis en place des contrats d'affacturage au cours du quatrième trimestre 2011. Hors effet de l'affacturage, la trésorerie est restée stable (+2%) entre le 30 septembre et le 31 décembre 2011 (voir également les sections 10.1.2 et 10.1.3 de la présente actualisation du Document de Base).

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

4.6.8 Risque de dilution

Cette section du Document de Base est complétée de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangée :

A la date de la présente actualisation du Document de Base, l'exercice intégral de l'ensemble des instruments donnant accès au capital ainsi que l'acquisition définitive de toutes les actions gratuites entraîneraient l'émission de 3 070 074 actions nouvelles générant une dilution de près de 12,40% du capital social actuel.

4.6.9 Risques fiscaux

4.6.9.3 Risques sur les activités internationales du Groupe

Cette section du Document de Base est complétée de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangée :

85% du chiffre d'affaires de la Société a été réalisé à l'étranger au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011.

4.6.9.4 Autres risques fiscaux

Il est par ailleurs ajouté une section 4.6.9.4 « Autres risques fiscaux » rédigée de la manière suivante :

La Société fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010. La Société n'a pas reçu de notification à la date de la présente actualisation du Document de Base.

4.7 Risques liés à l'organisation du Groupe

4.7.2 Risques liés à la gestion de la croissance

Le dernier paragraphe du Document de Base « *Une part significative du chiffre d'affaires du Groupe provient du rachat par le Groupe de l'activité Secure Microcontroller Solutions (« SMS ») d'Atmel Corp. réalisé le 30 septembre 2010* » est ajusté de la manière suivante :

Il existe par ailleurs un risque de dépréciation des actifs qui ont été acquis dans le cadre de la reprise de l'activité SMS et qui ont été reconnus dans les comptes consolidés à leur juste valeur (en particulier, les brevets, les masques et le goodwill qui y figurent pour un montant net de 16,0 millions de dollars au 30 septembre 2011, en ce compris l'impact d'une dépréciation de 1,1 million de dollars de certains actifs repris transférés – voir la note 17 de l'annexe aux états financiers consolidés au 30 septembre 2011 figurant dans la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base).

Le reste de la section demeure inchangé.

5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

5.1 Histoire et évolution de la Société

5.1.5 Evénements importants dans le développement des activités de la Société

La section 5.1.5 du Document de Base est complétée de la manière suivante :

- 2011 Signature d'un accord de licence technologique sur le NFC avec Intel (voir chapitre 22 de la Première Actualisation)
- 2011 Le cap de 10 millions de produits vendus dans le monde pour sa solution NFC (MicroRead® et SecuRead®) est franchi (octobre 2011)
- 2011 Deuxième prix du Deloitte Technology Fast 5, qui récompense la croissance la plus rapide au sein des sociétés ayant réalisé au moins 10 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2006
- 2011 Trophée Sésame de l'Innovation au salon CARTES et Identification 2011 pour la meilleure application dédiée au transport pour son application VHBR (*very high bit rate*) qui accélère le transfert de données

5.2 Investissements

5.2.1 Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices

La section 5.2.1 du Document de Base est complétée de la manière suivante afin d'y insérer une information sur les neuf premiers mois de l'exercice 2011 (hors acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp.) :

(en milliers de dollars)	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>six premiers mois 2011</u>	<u>neuf premiers mois 2011</u>
Investissements corporels	3 439	589	1 670	2 422	3 055
Investissements incorporels	255	559	115	849	799
Total	3 694	1 148	1 785	3 271	3 854

Sur les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les investissements réalisés par le Groupe ont principalement consisté en l'acquisition d'immobilisations corporelles diverses (équipements de test et de laboratoire), de licences et de logiciels. Pris individuellement, aucun des investissements corporels et incorporels réalisés n'excède un million de dollars.

Le reste de la section demeure inchangé et, en particulier, la Société confirme ne pas devoir payer un complément de prix à Atmel Corp. au titre de l'année 2011.

6. APERCU DES ACTIVITES

6.2 Avantages concurrentiels du Groupe

Pionnier et leader dans le domaine des technologies NFC

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

Les livraisons de puces NFC par le Groupe se sont sensiblement accélérées tout au long de l'année 2011 pour atteindre 17,4 millions sur l'ensemble de l'année 2011.

Au 31 décembre 2011, le Groupe estime qu'il était toujours l'un des deux seuls fournisseurs de circuits intégrés dans le monde à livrer des puces NFC en volumes significatifs pour les terminaux de paiements mobiles.

Une culture de l'innovation matérialisée par un portefeuille de brevets importants

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

En 2011, la Société a continué de recevoir plusieurs prix et certifications confortant son statut de société fortement innovante :

- Sésame de l'Innovation dans la catégorie Application de Transport et d'Identification pour son application VHBR (Very High Bit Rate), qui accélère le transfert des données. Cette application VHBR de la Société permet de tripler la vitesse habituelle d'échange d'informations et représente une avancée majeure dans le téléchargement à faible consommation et à haute performance de données et de photos pour l'identification des utilisateurs.
- En 2011, la Société a remporté le 2^{ème} prix du Deloitte Technology Fast 5, qui récompense la croissance la plus rapide au sein des sociétés ayant réalisé au moins 10 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2006, a obtenu le prix « coup de cœur » pour les catégories Deloitte Technology Fast 50 région Méditerranée et a intégré le Deloitte Technology Fast 500 EMEA, le palmarès des 500 sociétés technologiques de la zone EMEA qui ont obtenu les plus forts taux de croissance de chiffre d'affaires sur les 5 dernières années.
- La Société a également obtenu un nouveau niveau de certification en matière de sécurité informatique pour ses centres de développement à Aix en Provence, Singapour et Varsovie : ISO/IEC 27001:2005. Son site d'Aix-en-Provence a par ailleurs été certifié conforme au standard « critères communs » (*common criteria for information technology security evaluation*) (niveau EAL5+) pour le développement de produits, cette certification s'ajoutant à celles déjà obtenues par les sites de Rousset, East Kilbride, Varsovie et Singapour.

La Société a par ailleurs annoncé le 15 novembre 2011 avoir développé une nouvelle technologie brevetée permettant le portage de nombreuses applications NFC sur les téléphones portables traditionnels munis de cartes SIM. Cette innovation technologique permet en effet de loger une solution d'émulation de puce NFC dans une carte de format SIM standard et d'effectuer des transactions jusqu'à 4 cm de distance avec une antenne de moins de 1 cm². La Société estime que cette technologie devrait permettre de mettre en place des services NFC sur des marchés qui n'auraient pas pu être atteints immédiatement par le biais des ventes de *smartphones*, dans les pays émergents ou n'importe quel autre marché avec une vaste base de téléphones portables utilisant une carte SIM.

Une clientèle établie composée de leaders dans leurs domaines

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

Le 23 août 2011, la Société a signé un accord de licence technologique avec Intel Corporation visant à fournir les produits et les technologies NFC du Groupe. Cet accord marque une étape importante pour le Groupe et pour le développement de la technologie NFC. Grâce à cet accord, Intel Corporation aura accès à la technologie relative aux logiciels, aux programmes et au matériel du Groupe pour le développement de ses futurs produits. De plus, le Groupe fournira au Mobile Wireless Group d'Intel Corporation l'accès à des solutions NFC évolutives, fondées sur les produits MicroRead®, SecuRead® et Open NFC™.

Cet accord renforce encore la crédibilité de l'ensemble des technologies développées par le Groupe.

Il permettra par ailleurs :

- d'inclure les produits et solutions NFC de la Société dans une large gamme de produits électroniques et leurs différentes applications : téléphones portables intelligents ou standards, ordinateurs portables, tablettes numériques ;
- d'accroître la notoriété du Groupe au travers d'un partenariat de référence avec un leader mondial comme Intel Corporation ;
- de faciliter l'accès de la Société à l'ensemble de l'écosystème autour d'Intel Corporation ;
- d'accélérer le plan de développement des technologies NFC sur la technologie 65 nanomètres, dont la Société anticipe qu'elle devrait être le prochain état de l'art du marché ;
- de conforter la stratégie du Groupe sur le développement de son propre élément sécurisé, qui sera l'élément sécurisé privilégié dans le cadre du développement d'Intel Corporation ; et
- d'être associé, le cas échéant, au développement de puces multi-solutions (*combo chips* : système intégrant, dans une même puce, différentes technologies de communication RFID de proximité telles que NFC, Bluetooth ou Wi-Fi) au travers de la fourniture de droits de propriété intellectuelle, si cette solution venait à se développer.

La Société a comptabilisé au 3^{ème} trimestre 2011 les premiers produits d'exploitation issus de cet accord de licence technologique.

6.4 Les principaux marchés du Groupe

6.4.2 Le marché de la technologie NFC

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste inchangée :

Des études récentes continuent de souligner le potentiel de croissance de la technologie NFC et de ses différentes applications. Si les estimations de ces études divergent d'un institut à l'autre, la tendance globalement exprimée met en lumière une très forte croissance des ventes globales de puces NFC :

- A l'occasion de l'annonce de la publication de son étude « The World Market for NFC – 2012 Edition », en janvier 2012, IMS Research a communiqué son estimation du nombre de terminaux mobiles équipés de la technologie NFC livrés en 2011, soit 35,4 millions. IMS Research a également estimé, à cette occasion, à 377 millions le nombre de terminaux mobiles

équipés de la technologie NFC livrés en 2014, soit une croissance annuelle moyenne de 120% entre 2011 et 2014.

- Le 14 décembre 2011, avant la publication de son étude citée ci-dessus, IMS Research a publié un communiqué de presse¹ dans lequel il estime à 35 millions le nombre de terminaux mobiles pourvus de la technologie NFC livrés dans le monde au cours de l'année 2011 et anticipe une hausse de ces livraisons à près de 80 millions d'unités pour l'année 2012. Pour IMS Research, 2011 a marqué l'année du décollage pour la technologie NFC.
- Le 16 novembre 2011, 45 opérateurs mobiles de renommée mondiale, membres de l'association internationale des opérateurs mobiles, GSMA, se sont engagés dans un communiqué de presse² à promouvoir le déploiement de la technologie NFC associée à la carte SIM. A la suite de cette annonce, l'institut de recherche Strategy Analytics a estimé qu'au total, 1,5 milliard de mobiles compatibles NFC devraient être vendus entre 2010 et 2016. ABI Research estime, quant à lui, que 85% des terminaux de paiements livrés seront compatibles NFC à horizon 2016³.
- Le 24 octobre 2011, In-Stat a publié un communiqué de presse⁴ dans lequel il estime à plus de 1,2 milliard le nombre de puces NFC qui pourraient être livrées au cours de l'année 2015.
- Le 18 octobre 2011, ABI Research a publié un communiqué de presse⁵ estimant à 552 millions le nombre de terminaux mobiles intégrant la technologie NFC qui pourraient être livrés au cours de l'année 2016, dont 227 millions pourvus de microcontrôleurs sécurisés. ABI Research anticipe ainsi un fort développement des solutions sécurisées indépendantes des fonctionnalités sécurisées que peuvent offrir les cartes SIM.
- Le 29 septembre 2011, Informa Telecoms & Media a communiqué ses estimations sur les ventes de puces NFC dans le monde⁶ en anticipant pour 2015 des livraisons de terminaux mobiles pourvus de la technologie NFC supérieures à 630 millions d'unités contre une estimation de 44 millions d'unités livrées en 2011, soit une progression moyenne annuelle de plus de 94%.

En 2011, la Société a livré 17,4 millions de puces NFC pour terminaux mobiles.

Au-delà de l'accroissement significatif de ses livraisons de puces NFC, la Société considère qu'un nombre croissant d'initiatives valident l'adoption de la technologie NFC, dont certaines sont reprises ci-dessous :

- Lors du salon CES 2012 qui s'est tenu à Las Vegas du 10 au 13 janvier 2012, Intel Corporation a annoncé sa participation au développement de plus de 75 nouveaux modèles d'*ultrabooks* en 2012, et a effectué une démonstration de paiement sans contact sur un *ultrabook* utilisant la technologie NFC fournie par la Société. Intel n'a toutefois pas donné de précisions sur le pourcentage de ces *ultrabooks* qui seront équipés de la technologie NFC.
- 2011 a marqué le lancement par Google du Google Wallet, un système de paiement par téléphone reposant sur la technologie NFC. Aux Etats-Unis, Google revendique, à la date de la présente actualisation, plus de 140 000 commerçants participant au déploiement de ce service, dont des commerçants pour des marques telles que GAP, Foot Locker, Toys R Us, Macy's, Guess ou The Coca-Cola Company. Google estimait lors de l'annonce du lancement de

¹ Communiqué de presse d'IMS Research du 14 décembre 2011

² Communiqué de presse de GSMA du 16 novembre 2011

³ Communiqué de presse d'ABI Research du 10 août 2011

⁴ Communiqué de presse d'In-Stat du 24 octobre 2011

⁵ Communiqué de presse d'ABI Research du 18 octobre 2011

⁶ Communiqué de presse d'Informa Telecoms & Media du 29 septembre 2011

Google Wallet en mai 2011 que plus de 311 000 commerçants y participaient déjà dans le monde. Le fonctionnement de Google Wallet s'appuie également sur un élément sécurisé inclus dans les terminaux mobiles de paiement et indépendant de la carte SIM.⁷

- Les principaux opérateurs mobiles américains ont également lancé un projet de déploiement de services NFC autour d'Isis, coentreprise fondée en novembre 2010 réunissant AT&T Mobility, T-Mobile USA et Verizon Wireless. Isis a annoncé, en décembre 2011, avoir sélectionné le gestionnaire de services de confiance (ou TSM : Trusted Service Manager) qui l'accompagnera dans le déploiement de ses offres de services NFC. L'objectif affiché par Isis est de permettre aux utilisateurs de bénéficier de la rapidité, de la sécurité et de la facilité d'utilisation du paiement sans contact mobile via la technologie NFC dans les restaurants, théâtres et supermarchés, en permettant à ces utilisateurs d'effectuer des paiements sécurisés, de cumuler des points de fidélité et d'échanger des coupons de réduction, en passant leur téléphone devant un lecteur.
- En France, les opérateurs télécoms Orange, SFR, Bouygues et NRJ Mobile se sont regroupés au sein de Cityzi en partenariat avec des banques et des acteurs du paiement sécurisé afin de proposer des services liés à la technologie NFC, avec pour ambition d'imposer le paiement mobile et les services associés à cette technologie en France. A la date de la présente actualisation, le projet en est à sa phase pilote. Plusieurs villes pilotes ont été retenues. Les villes de Nice (début 2011) et Strasbourg (automne 2011) ont été les premières à lancer la mise en œuvre de ces services. La phase pilote inclut également les villes de Lille, Marseille, Paris, Rennes et Toulouse. Le 25 décembre 2011, le ministère français de l'industrie a annoncé avoir présélectionné 17 collectivités locales pour bénéficier d'un financement dans le cadre des investissements d'avenir. Cet appel à projets, doté de 20 millions d'euros, vise à financer des projets de services sans contact (NFC) innovants portés par des agglomérations de plus de 200 000 habitants. 29 candidatures ont été déposées à ce jour.⁸
- Le 10 janvier 2012, Visa et Visa Europe ont annoncé que les *smartphones* dotés de puces NFC des fabricants Research in Motion (RIM), Samsung Electronics et LG Electronics ont été certifiés pour l'usage des applications de paiement mobile de Visa, Visa payWave, et sont donc disponibles pour le déploiement d'applications de solutions de paiement par les institutions financières⁹. Les modèles concernés sont le BlackBerry® Bold™ 9900, le BlackBerry® Bold™ 9790, le BlackBerry® Curve™ 9360, le BlackBerry® Curve™ 9380, le Samsung Galaxy SII, et le LG Optimus NET NFC. Les éléments sécurisés validés pour l'usage de payWave sont à ce stade fondés sur la carte SIM. Le 26 octobre 2011, MasterCard avait déjà certifié le BlackBerry® Bold™ 9900 et le BlackBerry® Curve™ 9360, qui ont été les deux premiers *smartphones* au monde à obtenir la certification Mastercard PayPass. A la date de la présente actualisation du Document de Base, les deux modèles de RIM demeurent les seuls certifiés par les deux institutions.

Deux options pour la gestion des applications sécurisées cohabitent actuellement sur le marché de la technologie NFC. D'un côté, des solutions, promues notamment par certains fabricants de *smartphones* et des acteurs de l'industrie des logiciels tels que Google, dans lesquelles le stockage et la gestion des informations sécurisées se fait au travers d'un élément sécurisé indépendant de la carte SIM. De l'autre côté, des solutions actuellement défendues par la majorité des grands opérateurs de télécommunication pour lesquelles cette gestion se fait via la carte SIM. Dans les deux cas, l'utilisation de la technologie NFC pour la transmission d'informations d'un appareil à un autre repose sur un microcontrôleur NFC.

⁷ Communiqué de presse de Google du 26 mai 2011

⁸ Communiqué de presse de Proxima Mobile du 25 décembre 2011

⁹ Communiqué de presse de Visa du 10 janvier 2011

La Société estime que la coexistence de ces deux solutions de sécurisation ne freine pas le déploiement et l'adoption croissante de la technologie NFC comme en témoignent les nombreuses initiatives récentes sur ce marché. La Société estime par ailleurs être en mesure de poursuivre son développement que l'une ou l'autre de ces solutions devienne prépondérante, étant donné que le Groupe livre déjà des microcontrôleurs compatibles avec ces deux alternatives (MicroRead® et SecuRead®) et s'est déjà positionné pour la production d'un élément sécurisé indépendant et d'un microcontrôleur NFC embarqué sur une carte SIM.

6.4.3 Le marché des paiements sécurisés

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste inchangée :

Selon EMVCo, au 3^{ème} trimestre 2011, le nombre de cartes bancaires en circulation à la norme EMV dans le monde était d'environ 1,34 milliard, représentant 42% de la totalité des cartes bancaires en circulation. En Europe, région la plus avancée en termes d'adoption du standard EMV, 66% des cartes de paiement bancaires étaient conformes à la norme EMV selon EMVCo.

Selon une étude du cabinet ABI Research publiée le 26 juillet 2011¹⁰, le marché total des cartes à puce (à contact ou sans contact, aux normes EMV ou non-EMV) destinées à des applications de paiement devrait atteindre 1 milliard d'unités en 2011. Le volume de ces cartes à puce devrait dépasser en 2015 le volume des cartes de paiement fondées sur la technologie à bande magnétique. Selon cette même étude, le volume d'émission de cartes de paiement sans contact (cartes à interface double aux normes EMV et cartes sans contact non-EMV sur le marché américain) devrait atteindre 1 milliard d'unités en 2016, contre 170 millions d'unités émises en 2010.

Au niveau du Groupe, le segment des paiements sécurisés s'affiche, comme il avait été anticipé, en fort recul au cours de l'année 2011 en raison principalement :

- d'une évolution du marché américain marqué par :
 - un retournement du paiement sans contact. Le marché a en effet anticipé la migration future vers un nouveau standard de type EMV (annoncée au mois de juillet 2011 par Visa) et le déploiement du paiement mobile via la technologie NFC (voir sections 6.4.3 « Le marché des paiements sécurisés » du Document de Base et 6.4 de la Première Actualisation) freinant ainsi la poursuite du déploiement de portefeuilles de cartes de paiement sans contact par les émetteurs ;
 - l'entrée en vigueur de l'amendement Durbin aux Etats-Unis le 1^{er} octobre 2011, qui a notamment entraîné un plafonnement des commissions interbancaires sur l'utilisation des cartes bancaires, conduisant MasterCard et Visa à diminuer le niveau des réductions consenties aux commerçants sur les frais prélevés sur les transactions de faibles montants et réduisant ainsi l'intérêt pour les commerçants d'accepter les cartes bancaires (dont celles sans contact) pour ces petites transactions ;
 - les effets d'une économie américaine incertaine amenant nombre d'institutions financières à réduire l'émission de nouvelles cartes de crédit, affectant ainsi directement la demande ;
- de l'absence de *design wins* pendant la période au cours de laquelle Atmel Corp. a recherché un acquéreur pour son activité SMS reprise par la Société fin septembre 2010, dont les effets se sont fait sentir à partir du premier semestre 2011. Certains des clients de cette activité ont en effet recherché des sources d'approvisionnement alternatives en raison de l'incertitude liée

¹⁰ Communiqué de presse d'ABI Research du 26 juillet 2011

à l'avenir de l'activité SMS et à l'identité de l'acquéreur potentiel (voir section 4.7.2 du Document de Base « Risques liés à la gestion de la croissance »).

La Société a, dans ce contexte, décidé en 2011 :

- d'une part, de réorienter sa politique de recherche et développement vers l'activité mobile NFC en fort développement et, par conséquent, de limiter à court terme les investissements sur le segment paiements sécurisés autour des plateformes à double interface (voir chapitre 6.5 « Produits et solutions » de la présente actualisation du Document de Base), et
- d'autre part, de concentrer ses efforts commerciaux autour de quelques clients clefs et sur l'accompagnement de la migration du marché américain vers la carte à puce au standard EMV qui devrait démarrer d'ici la fin de l'année 2012, fort de sa présence historique et de sa position de leader sur le marché de la carte à puce sans contact aux Etats-Unis.

6.4.4 Le marché de la sécurité numérique

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste inchangée :

L'accès conditionnel : selon un communiqué de presse publié le 15 novembre 2011 par Eurosmart¹¹ (association professionnelle d'industriels de la carte à puce), les livraisons de cartes à puce sécurisées dans le secteur de la télévision payante devraient passer de 125 millions d'unités en 2011 à 140 millions d'unités en 2012, soit une croissance de 12%.

L'identification des personnes : d'après Eurosmart, les livraisons de cartes à puce sécurisées dans le secteur de la santé et les secteurs gouvernementaux devraient passer de 240 millions d'unités en 2011 à 300 millions d'unités en 2012, soit une croissance de 25%.

L'identification des machines : selon un communiqué de presse d'IHS¹², publié le 21 décembre 2011, les livraisons mondiales de compteurs électriques intelligents devraient passer de 20,5 millions d'unités en 2011 à 62 millions d'unités en 2016, soit un taux de croissance annuel moyen de 25%.

Le marché de la sécurité numérique est vaste et fragmenté, du fait principalement de la grande variété des applications, aux spécificités diverses, et servant différents segments de marché. En outre, ce marché s'appuie sur un nombre toujours croissant de machines et de produits communiquant entre eux aux moyens de technologies sans fil avec des applications exigeant un niveau accru de sécurité.

Cependant, du point de vue d'un fournisseur de solutions sécurisées comme INSIDE Secure, ces applications ont en commun un besoin structurant de solutions d'authentification hautement sécurisées. De ce fait, les mêmes familles de microcontrôleurs ou de plateformes peuvent être utilisées pour la gestion de la sécurité sur des systèmes appartenant à des segments différents.

Au cours des trois dernières années, la Société a développé une gamme de produits VaultICTM qui lui permet d'occuper des positions concurrentielles solides sur plusieurs segments du marché de la sécurité numérique. Ces produits répondent à des applications aussi diverses que l'identification des machines dans les applications M2M (communication *machine to machine*), les *femtocells*, la protection de la propriété intellectuelle et la lutte contre la contrefaçon, la protection des logiciels, la sécurité sur les terminaux de paiement, le stockage sécurisé de données, l'identification des personnes, les réseaux intelligents de mesure de consommation, pour des industries aussi diverses que les télécommunications, l'informatique, l'automobile, le gaz et l'électricité, le luxe ou le contrôle d'accès.

¹¹ Communiqué de presse d'Eurosmart du 15 novembre 2011

¹² Communiqué de presse d'IHS du 21 décembre 2011

Dans le cadre de la reprise et de l'intégration du portefeuille de produits et de technologies liés à la sécurité numérique d'Atmel Corp., le Groupe a cherché à optimiser son approche de ce marché. Il a ainsi notamment procédé à la segmentation du marché cible pour l'adapter à ses moyens actuels, à la reconstruction progressive d'un réseau de distributeurs et d'agents commerciaux adapté à la nature fragmentée du marché et à la formation de l'équipe de ventes du Groupe à ces produits. Le Groupe a décidé de se concentrer essentiellement sur deux sous-segments :

- les applications d'identification des machines (*machine-to-machine*), de lutte pour la protection des marques, de lutte contre la contrefaçon et de stockage sécurisé des données, à fort potentiel de croissance et pour lesquelles la Société estime disposer de solutions (produits et services) performantes pour répondre aux attentes des clients ; et
- les applications de contrôle d'accès et d'identification des personnes (telles que définies au paragraphe 6.4.4 du Document de Base), dans le cadre de partenariats spécifiques.

La Société a, en conséquence, connu au cours de l'année 2011 une évolution marquée de son mix-produit sur ces activités. Cette évolution s'est traduite par une progression des ventes de solutions pour la protection des marques et la lutte contre la contrefaçon et pour la protection des réseaux. Elle a ainsi pu compenser un ralentissement des ventes de produits d'identification, qui s'explique par l'absence de *design wins* pendant la période au cours de laquelle Atmel Corp. a recherché un acquéreur pour son activité SMS. La Société estime disposer de produits performants pour la lutte contre la contrefaçon et le contrôle d'accès grâce à ses solutions (*hardware* et logicielles) intégrant des microcontrôleurs sécurisés, qui lui permettent d'avoir une position concurrentielle forte sur ce segment de marché bénéficiant d'une dynamique de croissance forte.

Dans l'ensemble, la Société estime avoir sur le segment sécurité numérique un potentiel de croissance cohérent avec la dynamique globale attendue sur ces marchés et telle qu'anticipée par les instituts de recherche (telle qu'exposée ci-dessus).

6.5 Produits et solutions

Mobile NFC – produits et solutions

Le dernier paragraphe de cette section du Document de Base est remplacé par les paragraphes suivants, le reste de la section demeurant inchangé :

En 2011, le Groupe a mis sur le marché avec MicroRead® sa troisième génération de contrôleur NFC ainsi qu'une solution intégrant un microcontrôleur NFC et un élément sécurisé dans un système sur puce (SoC) avec SecuRead®. Le Groupe entend mettre sur le marché en 2012 une quatrième version de sa puce NFC ainsi qu'une nouvelle version de SecuRead® composée du contrôleur NFC et d'un élément sécurisé propriétaire, ce dernier devant être testé auprès de ses clients à compter du second trimestre 2012. Enfin, le Groupe envisage d'introduire sur le marché en 2013 une nouvelle architecture de sécurité destinée au marché de la mobilité.

Le 17 janvier 2012, la Société a annoncé avoir adapté avec succès et rendu disponible l'ensemble de sa pile logicielle Open NFC™ sur la dernière version d'Android 4.0 (*Ice Cream Sandwich*), confirmant ainsi sa capacité à faire évoluer rapidement son offre de produits et services sur des systèmes d'exploitation clés dans le développement des téléphones intelligents.

Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 6.2 de la présente actualisation, la Société a développé une nouvelle technologie brevetée permettant le portage de nombreuses applications NFC sur les téléphones portables traditionnels munis d'une carte SIM. La Société estime que cette technologie devrait permettre de mettre en place des services NFC sur des marchés qui n'auraient pas pu être atteints immédiatement par le biais des ventes de *smartphones*, dans les pays émergents ou n'importe quel autre marché avec une vaste base de téléphones portables antérieurs au 3G.

Paiements sécurisés – produits et solutions

Le dernier paragraphe de cette section du Document de Base est remplacé par le paragraphe suivant, le reste de la section demeurant inchangé :

En 2011, le Groupe a finalisé le développement d'une puce optimisée à double interface (avec et sans contact), répondant aux standards EMV. Par ailleurs, en 2012, le Groupe poursuit le développement d'une première version d'une plateforme à double interface spécifiquement conçue pour le marché nord-américain. Le Groupe souhaite également développer une plateforme reposant sur la technologie ARM (plateforme commune au secteur bancaire et à la sécurité numérique), plateforme qui devrait être disponible en 2013.

Sécurité numérique – produits et solutions

Le dernier paragraphe de cette section du Document de Base est remplacé par le paragraphe suivant, le reste de la section demeurant inchangé :

En 2011, le Groupe a complété la ligne des produits AT90SO/Vault IC par une version sans contact de VaultIC100 (anti-contrefaçon) et souhaite maintenant élargir le concept de plateforme au logiciel embarqué (le système d'exploitation VICOS1 EAL 4+¹³) afin de permettre une adaptation rapide au marché de la sécurité numérique. En 2012, le Groupe projette de développer une nouvelle plateforme silicium sur un cœur ARM (plateforme commune au secteur bancaire et à la sécurité numérique) en technologie Flash 90µm, ce qui permettra au Groupe d'offrir des solutions s'appuyant sur ce cœur de microprocesseur qui s'impose comme le standard du marché. En 2013, le Groupe envisage de créer la famille de produits VaultIC 600 et d'introduire les solutions clé en main fondées sur les plateformes ARM et VICOS dédiées aux réseaux électriques intelligents (« smart grid »), à l'Internet des objets et au stockage sécurisé des données.

En fin d'année 2011, le Groupe a également annoncé le lancement du VaultIC™150, une solution sécurisée clé en main, compacte et bon marché, munie de la technologie NFC, qui a été conçue pour être installée dans des produits de luxe ou haut de gamme, souvent touchés par la contrefaçon ou le clonage. En incorporant la puce VaultIC™150 dans leurs produits, les fabricants de biens de consommation haut de gamme (bagagerie, vin, horlogerie, etc.) peuvent suivre leurs produits à travers les canaux de distribution et de vente au détail, et permettre ainsi aux consommateurs munis de portables équipés de la technologie NFC de vérifier que le produit est un original et non une contrefaçon.

En outre, au début de cette année, la Société a annoncé avoir conclu un partenariat avec WISeKey, intégrateur de solutions de lutte contre la contrefaçon et de protection des marques, afin de fournir des solutions d'authentification fondées sur la technologie NFC et sa gamme de produits VaultIC™150, en ciblant en particulier les produits de l'industrie du luxe.

Le 24 janvier 2012, la Société et Freescale Semiconductor ont annoncé avoir développé en partenariat une solution fondée sur la technologie NFC, qui permet aux fabricants de compteurs électriques de commercialiser des compteurs à prépaiement permettant d'acheter des crédits d'électricité grâce à un *smartphone* ou à une carte à puce sans contact, tout en assurant un paiement sécurisé aidant ainsi la lutte contre la fraude. Cette solution intègre notamment deux produits de la gamme de la Société, le VaultIC™ 460 et le MicroRead® 3.4.

¹³ VICOS est le nom de la plateforme software en développement qui sera embarquée dans les futurs produits de la famille VaultIC

6.6 Concurrence

Cette section du Document de Base est complétée de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangée :

Sur le segment du NFC, la Société estime avoir été en 2011 l'un des deux seuls fournisseurs de circuits intégrés dans le monde à avoir livré des produits NFC dans des volumes significatifs aux principaux fabricants de terminaux mobiles.

6.7 Clients

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

- a) Compte tenu de l'accord signé par la Société avec Intel Corporation et décrit précédemment (voir section 6.2 de la présente actualisation du Document de Base), la Société compte désormais parmi ses clients Intel Corporation. Les revenus de la Société proviendront pour l'essentiel de redevances, de paiements à l'atteinte de jalons de développement auxquels s'ajouteront des ventes de plateformes silicium NFC de la Société à Intel Corporation, ses clients et ses distributeurs et, à terme, des royalties (voir chapitre 22 « Contrats importants » de la Première Actualisation). La Société a comptabilisé, au 3ème trimestre 2011, 265 milliers de dollars au titre de ce contrat (voir note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base). L'impact de ce contrat devrait nettement s'accroître au cours des prochains trimestres.
- b) La Société a par ailleurs continué à travailler avec les grands fabricants de téléphones mobiles dans le marché et espère pouvoir annoncer de nouveaux « design-wins » en 2012.

6.8 Ventes et marketing

Cette section du Document de Base est mise à jour comme suit et demeure, pour le reste, inchangée :

Au 30 septembre 2011, le Groupe disposait d'une force de vente directe composée de 15 personnes (sans compter les fonctions de support technique et les équipes marketing et de *business development* pour un total de 64 personnes, y compris les vendeurs propres à chaque segment), au service de ses clients dans les régions Asie-Pacifique, Europe, Amérique du Nord et Amérique Latine.

6.11 Employés

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

Au 30 septembre 2011, le Groupe employait 377 personnes à temps plein (soit 37 de plus qu'au 31 décembre 2010), dont 208 en recherche et développement, 64 en ventes et marketing, 66 dans le département des opérations et 39 dans des fonctions de support et administratives. A cette date, 254 employés étaient basés en France, 79 en Ecosse, 6 en Pologne, 2 en Allemagne, 14 en Amérique du Nord et 22 en Asie.

Au 30 septembre 2011, 29 développeurs et ingénieurs externes, basés en France, contribuaient par ailleurs au développement des produits du Groupe, ainsi que 4 consultants indépendants dans d'autres domaines et emplacements géographiques.

7. ORGANIGRAMME

7.2 Liste des filiales, succursales et établissements secondaires

Les sections 7.2.1 à 7.2.3 du Document de Base sont mises à jour de la manière suivante :

7.2.1 Filiales

Au 30 septembre 2011 :

- INSIDE Secure Corporation (Redwood City, Californie, Etats-Unis) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale est l'avant-vente et le support technique. Cette filiale comptait 13 employés au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure Poland Sp z o. o. (Varsovie, Pologne) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale est la recherche et le développement. Cette filiale comptait 6 employés au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure Asia Pte Ltd. (Singapour) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale est la recherche et le développement. Cette filiale comptait 9 employés au 30 septembre 2011.
- Vault-IC UK Ltd. (Londres, Royaume-Uni) est une filiale à 100% de la Société. Ses activités principales, réalisées à partir de son site unique d'East Kilbride (Ecosse) sont la recherche et le développement ainsi que l'ingénierie de produits. Cette filiale a été acquise par la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. le 30 septembre 2010. Cette filiale comptait 80 employés au 30 septembre 2011.
- Vault-IC France SAS (Paris, France) est une filiale à 100% de la Société. Cette filiale a été acquise par la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. et a une activité de holding passive, l'activité commerciale elle-même étant réalisée par son établissement secondaire de Rousset (décrit à la section 7.2.2 « Etablissements secondaires » ci-dessous).

7.2.2 Etablissements secondaires

Au 30 septembre 2011 :

- INSIDE Secure S.A. (Cergy-Pontoise, France) est un établissement secondaire de la Société. Son activité principale est le support à l'intégration de la technologie NFC, la recherche et le développement. Cet établissement secondaire comptait 10 employés au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure S.A. (Montigny-le-Bretonneux, France) est un établissement secondaire de la Société. Son activité principale est la gestion commerciale et, notamment, la direction commerciale pour l'Europe. Cet établissement secondaire a été créé par Atmel Corp., préalablement à l'acquisition de l'activité SMS. Il comptait 6 employés au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure S.A. (Sophia-Antipolis (Vallauris), France) est un établissement secondaire de la Société. Son activité principale est la recherche et le développement. Cet établissement secondaire comptait 6 employés au 30 septembre 2011.
- Vault-IC France SAS (Rousset, France) est un établissement secondaire de Vault-IC France SAS. Ses activités principales sont la recherche et le développement, l'ingénierie de produits, la planification et le marketing. Cet établissement secondaire a été constitué dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. le 30 septembre 2010. Cet établissement secondaire comptait 78 personnes employées par Vault-IC France SAS au 30 septembre 2011.

7.2.3 Succursales et bureaux de représentation

Au 30 septembre 2011 :

- INSIDE Secure China (Shanghai, Chine) est une succursale de la Société. Ses activités principales sont l'avant-vente et le support technique. Cette succursale comptait 5 personnes employées par la Société au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure Taiwan (Taipei, Taiwan) est une succursale de la Société. Ses activités principales sont l'avant-vente et le support technique. Cette succursale a été acquise par la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. le 30 septembre 2010. Cette succursale comptait 3 personnes employées par la Société au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure Korea (Séoul, Corée) est une succursale de la Société. Ses activités principales sont l'avant-vente et le support technique. Cette succursale comptait 2 personnes employées par la Société au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure S.A. Thailand (Cachoengsao, Thaïlande) est un bureau de représentation de la Société. Son activité principale est le contrôle du sous-traitant chargé du test des produits. Ce bureau de représentation comptait 2 personnes employées par la Société au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure S.A. Philippines (Makati-City, Philippines) est un bureau de représentation de la Société. Son activité principale est le contrôle du sous-traitant chargé du test des produits. Ce bureau de représentation a été créé par la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. le 30 septembre 2010. Ce bureau de représentation ne comptait aucun employé au 30 septembre 2011.
- INSIDE Secure S.A. (Munich, Allemagne) est un bureau de représentation de la Société. Son activité est le support technique aux clients allemands et autrichiens de la Société. Ce bureau de représentation a été créé par la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. le 30 septembre 2010. Il comptait 2 personnes employées par la Société au 30 septembre 2011.

9. EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE

Ce chapitre du Document de Base et de la Première Actualisation sont complétés avec les informations suivantes, étant précisé que la présentation et l'analyse qui suivent doivent être lues avec l'ensemble du Document de Base, de la Première Actualisation et de la présente actualisation et, notamment, les états financiers consolidés du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 figurant à la section 20.1.1 « Etats financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 » du Document de Base ainsi que les informations financières consolidées du Groupe pour la période couvrant les neuf premiers mois de l'exercice 2011 figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base.

Les états financiers consolidés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 ont fait l'objet d'une revue limitée par PricewaterhouseCoopers et Monsieur Antoine Olanda, commissaires aux comptes titulaires de la Société.

9.1 Présentation générale

9.1.1 Présentation générale des activités du Groupe

Les taux de conversion de l'euro, principale devise utilisée dans le Groupe après le dollar, sur les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et sur les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011 sont les suivants :

USD/EUR	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Taux de clôture	1,3917	1,4406	1,3362	1,3648	1,3503
Taux moyen	1,4706	1,3932	1,3268	1,3159	1,4062

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 septembre 2011 est détaillé dans la note 23 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base. Il est inchangé par rapport au 31 décembre 2010.

9.1.2 Présentation des principaux postes du compte de résultat consolidé

9.1.2.1 Chiffre d'affaires

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du Groupe par segment pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et sur les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011 :

En milliers de dollars	Exercice clos le						Neuf mois au			
	31 décembre 2008		31 décembre 2009		31 décembre 2010		30 septembre 2010		30 septembre 2011	
Mobile NFC	263	-	1 143	3%	2 336	3%	922	2%	24 656	23%
Sécurité numérique	2 938	6%	3 160	9%	18 740	24%	2 849	7%	45 741	43%
Paiements sécurisés	48 742	94%	31 654	88%	57 064	73%	35 939	91%	36 417	34%
Chiffre d'affaires	51 943	100%	35 957	100%	78 140	100%	39 710	100%	106 814	100%

9.1.2.2 Coûts des ventes et marge brute

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Chiffre d'affaires	51 943	35 957	78 140	39 710	106 814
Coûts des ventes	(36 353)	(23 478)	(50 987)	(24 778)	(78 475)
Marge brute	15 590	12 479	27 153	14 932	28 339
En % du chiffre d'affaires	30,0%	34,7%	34,7%	37,6%	26,5%

9.1.2.3 Charges opérationnelles et résultat opérationnel

Les charges opérationnelles par nature sont détaillées dans le tableau suivant pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et sur les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011 :

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Frais de recherche et développement	(10 249)	(10 955)	(15 930)	(8 584)	(26 196)
Frais commerciaux et de marketing	(15 733)	(10 994)	(14 051)	(8 592)	(13 646)
Frais généraux et administratifs	(3 958)	(4 716)	(7 523)	(4 384)	(7 478)
Autre produits / (charges) opérationnels, nets	301	(2 140)	(2 261)	(1 349)	(1 249)
Charges opérationnelles	(29 639)	(28 805)	(39 765)	(22 909)	(48 569)
En % du chiffre d'affaires	(57,1%)	(80,1%)	(50,9%)	(57,7%)	(45,5%)
Résultat opérationnel	(14 049)	(16 326)	(12 610)	(7 976)	(20 230)
En % du chiffre d'affaires	(27,0%)	(45,4%)	(16,1%)	(20,1%)	(18,9%)

Le tableau suivant présente le détail des frais de recherche et développement.

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Dépenses brutes en matière de recherche et développement (*)	(14 217)	(15 229)	(20 620)	(11 399)	(30 296)
En % du chiffre d'affaires	(27,4%)	(42,4%)	(26,4%)	(28,7%)	(28,5%)
Amortissements liés au regroupement d'entreprises			(405)		(1 138)
Paiements fondés sur des actions	(447)	(605)	(533)	(382)	(252)
Crédit d'impôt recherche	4 219	4 509	4 832	2 640	5 340
Subventions	196	370	796	557	150
Frais de recherche et développement	(10 249)	(10 955)	(15 930)	(8 584)	(26 196)
Effectif de recherche et de développement à la clôture	76	90	170	92**	208
En % de l'effectif du Groupe	48,7%	54,9%	50,0%	53,5%	55,2%

(*) avant prise en compte du crédit impôt recherche et avant subventions et hors amortissements des actifs incorporels et des masques acquis de SMS et paiements fondés sur des actions

(**) avant intégration de l'activité SMS

Tous les frais de recherche et développement encourus au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 ont été enregistrés en charges (voir section 20.1.1 du Document de Base, notes 2.6(e) « résumé des principales méthodes comptables »).

Résultat opérationnel et résultat opérationnel ajusté

Une réconciliation entre le résultat opérationnel, selon les normes IFRS, et le résultat opérationnel ajusté est présentée dans le tableau suivant :

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 08	31 décembre 09	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Résultat opérationnel selon les normes IFRS	(14 049)	(16 326)	(12 610)	(7 976)	(20 230)
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	1 613	1 427	800	592	1 519
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition de SMS			1 958		4 051
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS					1 713
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente					(829)
Frais externes liés à des regroupements d'entreprises		2 253	2 100	1 319	
Charges internes liées à l'acquisition de SMS			816		
Coûts de restructuration			178		366*
Résultat opérationnel ajusté	(12 436)	(12 646)	(6 758)	(6 065)	(13 409)

*Dépenses liées au transfert de l'activité de test des produits issus de SMS opérée par Atmel Corp. dans le cadre d'un contrat de transition vers d'autres fournisseurs qualifiés par le Groupe.

9.1.2.4 Produits et charges financiers et résultat financier net

Le résultat financier net comprend, principalement, la rémunération de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, les gains et pertes de change réalisés sur les opérations dénouées au cours de la période, les écarts de conversion sur les actifs et passifs libellés en devises autres que le dollar et l'impact net des couvertures contre le risque de change mises en place par le Groupe.

Le tableau suivant présente le détail du résultat financier net.

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Variations des taux de change	(1 013)	736	(889)	105	2 913
Autres produits financiers	841	669	137	124	66
Autres charges financières	-	(38)	(242)	(24)	(465)
Résultat financier net	(172)	1 367	(994)	205	2 513

9.1.5 Mesures non comptables et autres mesures opérationnelles

Les indicateurs de performance à caractère non strictement comptables présentés dans la présente actualisation (résultat opérationnel ajusté, EBITDA ajusté et résultat net ajusté) sont définis à la section 9.1.5 du Document de Base. Le Groupe suit et entend suivre à l'avenir ces indicateurs car il estime qu'ils sont des mesures pertinentes de sa rentabilité opérationnelle courante et de la génération de ses flux de trésorerie opérationnels. Il est précisé, en particulier, (i) qu'un certain nombre de sociétés technologiques excluent, à l'instar de la Société, la charge liée aux paiements fondés sur des actions du calcul des agrégats qu'elles utilisent pour mesurer leur performance opérationnelle et/ou financière, et (ii) que seuls les coûts de restructuration significatifs, inhabituels et peu fréquents (comme par exemple, ceux liés à l'acquisition de SMS) seront retraités dans le résultat opérationnel ajusté.

Les tableaux ci-dessous présentent la réconciliation entre le compte de résultat figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base et les agrégats financiers ajustés tels que définis ci-dessus pour les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011.

(en milliers de dollars)	Période arrêtée le 30 septembre 2010 publié	Amortissement des actifs liés aux regroupements d'entreprises*	Coûts indirects liés aux regroupements d'entreprises	Paiements fondés sur des actions	Autres coûts non-récurrents**	Période arrêtée le 30 septembre 2010 ajusté
Chiffre d'affaires	39 710					39 710
Coûts des ventes	(24 778)			138		(24 640)
Marge brute	14 932	-	-	138	-	15 070
En % du chiffre d'affaires	37,6%					38,0%
Frais de recherche et développement	(8 584)			382		(8 202)
Frais commerciaux et de marketing	(8 592)					(8 592)
Frais généraux et administratifs	(4 288)			72		(4 216)
Autres produits/(charges) opérationnels, nets	(1 445)				1 319	(126)
Résultat opérationnel	(7 976)	-	-	592	1 319	(6 065)
En % du chiffre d'affaires	-20,1%					-15,3%
Résultat financier net	205					205
Résultat avant impôts	(7 771)	-	-	592	1 319	(5 860)
Impôts sur le résultat	(173)					(173)
Résultat net	(7 944)	-	-	592	1 319	(6 033)
En % du chiffre d'affaires	-20,0%					-15,2%
Dotations aux amortissements	(ii)					1 284
EBITDA ajusté	(i)+(ii)	-	-	-	-	(4 781)
En % du chiffre d'affaires						-12,0%

(en milliers de dollars)	Période arrêtée le 30 septembre 2011 publié	Amortissement des actifs liés aux regroupements d'entreprises*	Coûts indirects liés aux regroupements d'entreprises	Paiements fondés sur des actions	Autres coûts non-récurrents**	Période arrêtée le 30 septembre 2011 ajusté
Chiffre d'affaires	106 814					106 814
Coûts des ventes	(78 475)	2 197		86		(76 193)
Marge brute	28 339	2 197	-	86	-	30 622
En % du chiffre d'affaires	26,5%					28,7%
Frais de recherche et développement	(26 196)	1 138		252		(24 806)
Frais commerciaux et de marketing	(13 646)	716		420		(12 510)
Frais généraux et administratifs	(7 478)			762		(6 716)
Autres produits/(charges) opérationnels, nets	(1 249)	884			366	1
Résultat opérationnel	(20 230)	4 935	-	1 519	366	(13 409)
En % du chiffre d'affaires	-18,9%					-12,6%
Résultat financier net	2 513					2 513
Résultat avant impôts	(17 717)	4 935	-	1 519	366	(10 897)
Impôts sur le résultat	(415)					(415)
Résultat net	(18 132)	4 935	-	1 519	366	(11 312)
En % du chiffre d'affaires	-17,0%					-10,6%
Dotations aux amortissements	(ii)					2 762
EBITDA ajusté	(i)+(ii)	-	-	-	-	(10 647)
En % du chiffre d'affaires						-10,0%

*Les « Amortissements et dépréciations des immobilisations transférées lors de l'acquisition de SMS » pour 4 051 milliers de dollars sont comptabilisés en « Coûts des ventes » (2 197 milliers de dollars), en « Frais de recherche et développement » (1 138 milliers de dollars) ainsi qu'en « Frais commerciaux et marketing » (716 milliers de dollars).

Les amortissements et dépréciations des actifs liés aux regroupements d'entreprise pour 884 milliers de dollars présentés sur la ligne « Autres produits/ (charges) opérationnels, nets » correspondent aux montants nets des dépréciations des actifs repris lors de l'acquisition de SMS (1 713 milliers de dollars) et de la reprise non récurrente de passif sur accord de licence (829 milliers de dollars).

**Ces coûts correspondent aux frais internes liés à des regroupements d'entreprises, à des charges externes liées à l'acquisition de SMS et à des coûts de restructuration.

9.2 Comparaison des résultats

9.2.3 Comparaison des résultats consolidés pour la période couvrant les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est passé de 39 710 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à 106 814 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. L'EBITDA ajusté diminue en passant de -4 781 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à -10 647 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. Cette évolution est moins forte que la croissance du chiffre d'affaires (122,7% pour l'EBITDA, contre 169% pour le chiffre d'affaires), ce qui s'est traduit par une amélioration de la marge d'EBITDA ajusté (-12,0% pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 contre -10,0% pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011). S'agissant de la perte opérationnelle ajustée, celle-ci a augmenté avec la croissance du chiffre d'affaires en passant de -6 065 milliers de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010, soit -15,3% du chiffre d'affaires de la période à -13 409 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit -12,6% du chiffre d'affaires de la période.

9.2.3.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est passé de 39 710 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à 106 814 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit une hausse de 169%. Cette hausse s'explique par l'intégration, en 2011, de l'activité SMS d'Atmel Corp., acquise le 30 septembre 2010 et consolidée depuis cette date. Pro forma pour cette acquisition, le chiffre d'affaires du Groupe est passé de 118 493 milliers de dollars au 30 septembre 2010 à 106 814 milliers de dollars au 30 septembre 2011, soit une baisse de 11 679 milliers de dollars ou 9,9%.

Le tableau suivant présente la décomposition du chiffre d'affaires par segment opérationnel pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010, sur une base consolidée et pro forma, et de l'exercice 2011.

En milliers de dollars	Neufs mois			Variation consolidé	Variation pro forma
	2010 consolidé	2010 pro forma	2011 consolidé		
Mobile NFC	922	9 315	24 656	2575%	165%
<i>dont puces pour Mobile NFC</i>	922	922	23 653	2466%	2466%
<i>dont puces pour cartes SIM</i>		8 394	1 003		-88%
Sécurité numérique	2 849	44 844	45 741	1506%	2%
Paiements sécurisés	35 939	64 333	36 417	1%	-43%
Total	39 710	118 493	106 814	169%	-10%
<i>Total hors puces pour cartes SIM</i>	<i>39 710</i>	<i>110 099</i>	<i>105 811</i>	<i>166%</i>	<i>-4%</i>

La modification de la répartition du chiffre d'affaires par segment traduit l'évolution rapide du Groupe avec la montée en puissance accélérée de l'activité mobile NFC, dont le chiffre d'affaires augmente fortement, ainsi que l'arrêt progressif des ventes de puces pour cartes SIM (arrêt de l'activité SMS décidé par Atmel Corp. préalablement à la cession de cette activité au Groupe ; voir la section 20.3 « Commentaires sur les informations financières pro forma » du Document de Base) et la baisse du chiffre d'affaires du segment paiements sécurisés.

L'activité du Groupe au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 a été caractérisée par les éléments suivants :

- Les ventes de puces NFC ont connu une très forte croissance par rapport à l'année 2010, pour s'élever à 23 653 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. Ces ventes se sont fortement accélérées au cours de la période avec, respectivement, 1 740 milliers de dollars, 6 694 milliers de dollars et 15 219 milliers de dollars de chiffre d'affaires au cours des premier,

deuxième et troisième trimestres 2011. Elles ont été principalement réalisées avec Research in Motion (RIM) et ses sous-traitants de production (ODM).

A noter que la Société a signé le 23 août 2011 avec Intel Corporation une licence de technologie NFC relative au développement et à la fourniture de solutions NFC de la Société. Les revenus de la Société proviendront pour l'essentiel de redevances, de paiements à l'atteinte de jalons de développement auxquels s'ajouteront des ventes de plateformes silicium NFC de la Société à Intel, ses clients et ses distributeurs et, à terme, des royalties (voir chapitre 22 « Contrats importants » de la Première Actualisation). La Société a comptabilisé, au troisième trimestre 2011, 265 milliers de dollars de revenus au titre de ce contrat (voir note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base). L'impact de ce contrat devrait nettement s'accroître au cours des prochains trimestres.

Les ventes résiduelles de puces pour cartes SIM (activité arrêtée par Atmel Corp. avant la cession de l'activité SMS au Groupe et comptabilisée dans le segment mobile NFC) déclinent naturellement et ne représentent plus qu'environ 1 003 milliers de dollars au 30 septembre 2011 contre 8 394 milliers de dollars au 30 septembre 2010 (voir section 20.3 « Commentaires sur les informations financières pro forma » du Document de Base).

- Le segment sécurité numérique est en légère croissance, avec un chiffre d'affaires en augmentation de 2% par rapport au chiffre d'affaires pro forma au 30 septembre 2011 (+1 506% par rapport au chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2010). Cette croissance modérée s'explique par une évolution en cours du mix produit au sein de ce segment, à savoir une baisse sensible du chiffre d'affaires des produits d'identification compensée par une croissance soutenue des produits dédiés à d'autres applications de sécurité (voir chapitre 6 de la présente actualisation).
- Le segment paiements sécurisés s'affiche, comme le Groupe l'avait anticipé, en fort recul par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2010 pro forma en raison principalement du ralentissement du marché américain du paiement sans contact. Le marché a en effet anticipé la migration future vers un nouveau standard de type EMV et le déploiement du paiement mobile via la technologie NFC (voir sections 6.4.3 « Le marché des paiements sécurisés » du Document de Base et 6.4 de la Première Actualisation).

Les ventes de puces pour le marché paiement de l'activité SMS (standard EMV) sont en retrait de 19,8% par rapport à l'année précédente. Ce recul s'explique par l'absence de *design wins* pendant la période au cours de laquelle Atmel Corp. a recherché un acquéreur pour son activité SMS. Certains des clients de cette activité ont en effet recherché des sources d'approvisionnement alternatives et temporaires en raison de l'incertitude liée à l'avenir de l'activité SMS et à l'identité de l'acquéreur potentiel (voir section 4.7.2 du Document de Base « Risques liés à la gestion de la croissance »). En conséquence, la Société n'aura pas à payer de complément de prix à Atmel Corp.

9.2.3.2 Coûts des ventes et marge brute

En milliers de dollars	Neuf mois au		Variation	Variation%
	30 septembre 2010	30 septembre 2011		
Chiffre d'affaires	39 710	106 814	67 104	169%
Coûts des ventes	(24 778)	(78 475)	(53 697)	217%
Marge brute	14 932	28 339	13 407	90%
En % du chiffre d'affaires	37,6%	26,5%		

La baisse de la marge brute en pourcentage du chiffre d'affaires sur la période de neuf mois au 30 septembre 2011 par rapport à la période équivalente en 2010 s'explique principalement par :

- la montée en puissance du produit SecuRead®, en ligne avec la croissance du segment mobile NFC, qui intègre un élément sécurisé fourni par Infineon et sur lequel la marge brute du Groupe est donc moins importante. Le Groupe développe en parallèle son propre élément sécurisé et ambitionne de le tester auprès de ses clients en 2012 ;
- l'impact de l'absence de *design win* sur l'activité paiement de SMS pendant la période au cours de laquelle Atmel Corp. a recherché un acquéreur pour cette activité, les ventes actuelles étant réalisées sur des produits plus matures à moindre marge ;
- la charge d'amortissement des masques acquis dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. qui a également pesé sur la marge brute (voir note 7 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base) ;
- l'augmentation des dotations aux provisions sur des stocks jugés excédentaires au regard de l'évolution défavorable de l'activité et du carnet de commandes du segment paiements sécurisés (voir note 11 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base et section 9.2.3.1 « Chiffres d'affaires » ci-dessus).

9.2.3.3 Charges opérationnelles et résultat opérationnel ajusté

En milliers de dollars	30 septembre 2010	30 septembre 2011	Variation	Variation%
Frais de recherche et développement	(8 584)	(26 196)	(17 612)	205%
Frais commerciaux et de marketing	(8 592)	(13 646)	(5 054)	59%
Frais généraux et administratifs	(4 384)	(7 478)	(3 094)	71%
Autre produits / (charges) opérationnels, nets	(1 349)	(1 249)	100	(7%)
Charges opérationnelles	(22 909)	(48 569)	(25 660)	112%
En % du chiffre d'affaires	(57,7%)	(45,5%)		
Résultat opérationnel	(7 976)	(20 230)		
En % du chiffre d'affaires	(20,1%)	(18,9%)		

Les charges opérationnelles sont passées de 22 909 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 (57,7% du chiffre d'affaires) à 48 569 milliers de dollars pour 2011 (45,5% du chiffre d'affaires), soit une augmentation de 112% à comparer à une augmentation du chiffre d'affaires de 169% sur la même période.

L'évolution des frais de recherche et développement s'explique par l'intégration de l'activité SMS d'Atmel Corp., et par des recrutements afin d'accélérer les efforts en matière de recherche et développement, principalement pour le segment mobile NFC.

Les frais commerciaux et de marketing et les frais généraux et administratifs augmentent seulement de 59% à comparer à une augmentation du chiffre d'affaires de 169% sur la période, reflétant l'intégration de l'activité SMS d'Atmel Corp. où ces coûts étaient proportionnellement moins élevés et une maîtrise de ces coûts postérieurement à cette acquisition. Sur les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les frais commerciaux et de marketing et les frais généraux et administratifs ont représenté 19,8% du chiffre d'affaires, contre 32,7% pour la période équivalente en 2010.

S'agissant des autres produits et charges opérationnels, le montant constaté au 30 septembre 2010 s'explique par des frais externes supportés dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. Le montant constaté au 30 septembre 2011 s'explique quant à lui par la dépréciation de certains actifs de l'activité paiements sécurisés de SMS (voir note 17 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base).

Le résultat opérationnel ajusté par segment pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 et 2011 est

présenté dans le tableau qui suit.

En milliers de dollars		Neuf mois au 30 septembre			
		2010	en % du chiffre d'affaires	2011	en % du chiffre d'affaires
Mobile NFC	Chiffre d'affaires	922		24 656	
	Résultat opérationnel	(8 121)		(15 519)	-
	Résultat opérationnel ajusté	(7 931)	-	(14 773)	-
	EBITDA ajusté	(7 562)	-	(14 408)	-
Sécurité numérique	Chiffre d'affaires	2 849		45 741	
	Résultat opérationnel	(605)	(21%)	6 274	14%
	Résultat opérationnel ajusté	(496)	(17%)	9 932	22%
	EBITDA ajusté	(282)	(10%)	11 286	25%
Paiements sécurisés	Chiffre d'affaires	35 939		36 417	
	Résultat opérationnel	2 262	6%	(8 660)	(24%)
	Résultat opérationnel ajusté	2 555	7%	(6 830)	(19%)
	EBITDA ajusté	3 255	9%	(5 788)	(16%)
Éléments non-alloués*	Chiffre d'affaires	-		-	
	Résultat opérationnel	(1 511)	-	(2 326)	-
	Résultat opérationnel ajusté	(192)	-	(1 738)	-
	EBITDA ajusté	(192)	-	(1 738)	-
Total Groupe	Chiffre d'affaires	39 710		106 814	
	Résultat opérationnel	(7 976)	(20%)	(20 230)	(19%)
	Résultat opérationnel ajusté	(6 065)	(15%)	(13 409)	(13%)
	EBITDA ajusté	(4 781)	(12%)	(10 647)	(10%)

* Les éléments non-alloués correspondent principalement à la capacité non-utilisée et aux frais externes liés à des regroupements d'entreprises

Le résultat opérationnel ajusté est passé de -6 065 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 (-15,3% du chiffre d'affaires) à -13 409 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 (-12,6% du chiffre d'affaires).

Sur le segment mobile NFC, la baisse du résultat opérationnel ajusté, qui est passé d'une perte de 7 931 milliers de dollars pour 2010 à 14 773 milliers de dollars pour 2011, s'explique principalement par l'accélération des frais de recherche et développement.

Sur le segment sécurité numérique, la forte hausse du résultat opérationnel ajusté, qui est passé d'une perte de 496 milliers de dollars pour 2010 à un profit de 9 932 milliers de dollars pour 2011, s'explique par une forte contribution des activités de sécurité numérique de l'activité SMS d'Atmel Corp. acquise le 30 septembre 2010 et intégrée en 2011.

Sur le segment paiements sécurisés, la baisse du résultat opérationnel ajusté, qui est passé d'un profit de 2 555 milliers de dollars pour 2010 à une perte de 6 830 milliers de dollars pour 2011, s'explique par le ralentissement du marché américain du paiement sans contact ainsi que par l'absence de *design wins* pendant la période au cours de laquelle Atmel Corp. a recherché un acquéreur pour son activité SMS reprise par la Société fin septembre 2010, dont les effets se sont faits sentir à partir du premier semestre 2011 (voir section 6.4.3 « Le marché des paiements sécurisés » de la présente actualisation du Document de Base).

9.2.3.4 EBITDA ajusté

En milliers de dollars	Neuf mois	
	30 Septembre 2010	30 Septembre 2011
Résultat opérationnel ajusté	(6 065)	(13 409)
En % du chiffre d'affaires	-15,3%	-12,6%
Amortissements et dépréciations d'immobilisations corporelles non liées aux regroupements d'entreprises	1 073	2 310
Amortissements et dépréciations d'immobilisations incorporelles non liées aux regroupements d'entreprises	211	452
EBITDA ajusté	(4 781)	(10 647)
En % du chiffre d'affaires	-12,6%	-10,0%

L'EBITDA ajusté est passé de -4 781 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 (-12,0% du chiffre d'affaires) à -10 647 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 (-10,0% du chiffre d'affaires).

La forte augmentation des amortissements d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors amortissements des actifs liés aux regroupements d'entreprises), passés de 1 284 milliers de dollars pour 2010 à 2 762 milliers de dollars pour 2011 s'explique principalement par l'intégration de l'activité SMS d'Atmel Corp.

9.2.3.5 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est passé de -7 976 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 (soit -20,1% du chiffre d'affaires) à -20 230 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 (soit -18,9% du chiffre d'affaires).

9.2.3.6 Résultat financier net

Le résultat financier net est passé de 205 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à 2 513 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. Cette amélioration de 2 308 milliers de dollars correspond principalement aux gains de change réalisés sur des opérations dénouées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 et, de façon plus limitée, à l'impact de la réévaluation d'éléments d'actifs libellés en euros ou livres sterling, dont, notamment, les crédits d'impôt recherche et crédits de TVA.

9.2.3.7 Impôts sur les résultats

La charge d'impôts est passée de 173 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à 415 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. L'augmentation s'explique principalement par le fait qu'INSIDE Secure Corporation aux Etats-Unis et Vault-IC UK Ltd. au Royaume-Uni dégagent chacune un résultat imposable bénéficiaire. Ces profits ne peuvent être compensés avec les pertes réalisées en France pour lesquelles le Groupe ne reconnaît aucun impôt différé actif (voir la note 26 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.1.1 « Etats financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 » du Document de Base).

9.2.3.8 Résultat net ajusté

En raison des facteurs exposés ci-dessus, la perte nette ajustée est passée de 6 033 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 (soit -15,2% du chiffre d'affaires) à 11 312 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 (soit -10,6% du chiffre d'affaires).

9.2.3.9 Résultat net

La perte nette est passée de 7 944 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 (soit -20,0% du chiffre d'affaires) à 18 132 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 (soit -17,0% du chiffre d'affaires). Le résultat net est égal au résultat net part du groupe, compte tenu de l'absence d'intérêts minoritaires.

9.3 Chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Evolution du chiffre d'affaires sur l'exercice clos le 31 décembre 2011

A 151 468 milliers de dollars, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2011 est en croissance de 94% par rapport à l'exercice précédent. Il ressort en baisse de 3% par rapport au chiffre d'affaires pro forma de l'année 2010 mais en croissance de 2% en excluant les ventes de puces pour cartes SIM (activité arrêtée par Atmel Corp. avant la cession de l'activité SMS au Groupe et qui ne représente plus que des ventes résiduelles).

(en milliers de dollars)	2010 consolidé	2010 pro forma	2011 consolidé	Variation consolidé	Variation pro forma
Mobile NFC	2 335	10 729	47 961	1954%	347%
<i>dont puces pour Mobile NFC</i>	<i>1 382</i>	<i>1 382</i>	<i>46 958</i>	<i>3299%</i>	<i>3299%</i>
<i>dont puces pour cartes SIM</i>	<i>954</i>	<i>9 347</i>	<i>1 003</i>	<i>5%</i>	<i>-89%</i>
Sécurité numérique	18 740	60 736	60 261	222%	-1%
Paiements sécurisés	57 064	85 458	43 246	-24%	-49%
Total	78 140	156 923	151 468	94%	-3%
<i>Total hors puces pour cartes SIM</i>	<i>77 186</i>	<i>147 575</i>	<i>150 465</i>	<i>95%</i>	<i>2%</i>

La modification de la répartition du chiffre d'affaires par segment traduit l'évolution rapide du Groupe avec la montée en puissance accélérée de l'activité mobile NFC qui parvient désormais à un stade industriel et est devenue au cours du 4^{ème} trimestre de l'année 2011 la deuxième activité de la Société en termes de chiffre d'affaires compte tenu notamment de la montée en puissance des livraisons à RIM. L'évolution du chiffre d'affaires trimestriel du segment mobile NFC (hors puces pour cartes SIM) s'analyse ainsi :

(en milliers de dollars)	T4 2010	T1 2011	T2 2011	T3 2011	T4 2011	2011
Chiffre d'affaires par trimestre	460	1 740	6 694	15 219	23 304	46 958
Variation en %		278%	285%	127%	53%	

Le segment sécurité numérique est quasiment stable sur l'année, avec une baisse limitée à 1% du chiffre d'affaires en 2011 par rapport à 2010. Cette variation, non représentative de la dynamique globale de croissance de chaque produit, s'explique par une évolution du mix produit, à savoir une baisse sensible du chiffre d'affaires des produits d'identification compensée par une croissance soutenue des autres produits.

Le segment paiements sécurisés est en baisse sensible, avec un chiffre d'affaires de 43 246 milliers d'euros, en baisse de 49% par rapport à 2010 sur une base pro forma et de 24% par rapport à 2010 sur une base consolidée. Le marché a en effet anticipé la migration future vers un nouveau standard de type EMV une fois celui-ci défini et le déploiement du paiement mobile via la technologie NFC (voir à cet égard la section 6.4.3 « Le marché des paiements sécurisés » du Document de Base).

Evolution du chiffre d'affaires sur le 4^e trimestre 2011

A 44 654 milliers de dollars, le chiffre d'affaires consolidé du 4^e trimestre de l'exercice 2011 est en croissance de 16% par rapport au 4^e trimestre de l'exercice précédent, qui intégrait les chiffres de l'activité

SMS d'Atmel Corp., acquise le 30 septembre 2010. Cette évolution reflète de la montée en puissance de la division mobile NFC. Il est également en croissance de 19% hors ventes de puces pour cartes SIM.

Le chiffre d'affaires du 4^e trimestre de l'exercice 2011 est en croissance de 22% par rapport au chiffre d'affaires du 3^e trimestre 2011 et en croissance de 23% hors ventes de puces pour cartes SIM.

L'évolution du chiffre d'affaires par segment s'analyse ainsi :

(en milliers de dollars)	T4-2010 consolidé	T3-2011 consolidé	T4-2011 consolidé	Variation T4 consolidé	Variation trimestrielle
Mobile NFC	1 413	15 352	23 304	1549%	52%
<i>dont puces pour Mobile NFC</i>	<i>460</i>	<i>15 219</i>	<i>23 304</i>	<i>4969%</i>	<i>53%</i>
<i>dont puces pour cartes SIM</i>	<i>954</i>	<i>133</i>	<i>0</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Sécurité numérique	15 892	13 260	14 520	-9%	10%
Paielements sécurisés	21 125	7 842	6 830	-68%	-13%
Total	38 430	36 454	44 654	16%	22%
<i>Total hors puces pour cartes SIM</i>	<i>37 476</i>	<i>36 321</i>	<i>44 654</i>	<i>19%</i>	<i>23%</i>

Le segment mobile NFC a connu une forte croissance au 4^e trimestre 2011 à la fois par rapport au 4^e trimestre 2010 et par rapport au 3^e trimestre de l'année 2011 (+53% hors puces pour cartes SIM).

Le segment sécurité numérique a connu un 4^e trimestre mitigé par rapport au précédent avec un chiffre d'affaires en baisse de 9% par rapport au 4^e trimestre 2010 mais en hausse de 10% par rapport au 3^e trimestre de l'année 2011, reflétant une baisse des ventes de puces pour l'identification des personnes et la progression des autres applications sécurisées.

Le segment paiements sécurisés a affiché au 4^e trimestre 2011 un recul de 68% par rapport au 4^e trimestre de l'année 2010 et de 13% par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du ralentissement du marché américain du paiement sans contact.

9.4 Appréciation qualitative et quantitative des risques de marché du Groupe

en milliers de dollars	Créances / (Dettes)	Flux futurs de trésorerie	Position nette avant gestion	Position hors-bilan	Position nette après gestion	Ratio de couverture
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
Au 30 Septembre 2011						
Euro	2 131	(7 476)	(5 345)	3 376	(1 969)	63%
Livre sterling	3 430	(1 253)	2 177	2 804	4 981	129%
Synthèse	5 561	(8 729)	(3 168)	6 180	3 012	

(1) Les créances et les (dettes) en devises correspondent aux actifs et passifs courants dont la liquidité est inférieure à 3 mois, libellés en euros et en livres sterling pour l'ensemble des sociétés du Groupe à la clôture des comptes au 30 septembre 2011.

(2) Les flux futurs de trésorerie correspondent aux flux de trésorerie prévisionnels en devises pour les 3 mois à venir, hors prise en compte de l'encaissement des créances et des (dettes) au 30 septembre 2011.

(3) La position nette avant couverture correspond ainsi à l'ensemble des flux de trésorerie provenant des créances et des (dettes) au 30 septembre 2011 et des flux de trésorerie prévisionnels pour les 3 mois à venir.

(4) La position hors bilan reprend l'encours des instruments de couverture dont l'échéance est inférieure à 3 mois, libellé en devises converti au taux de clôture au 30 septembre 2011.

(5) La position nette après couverture donne l'exposition au risque de change après prise en compte des instruments de couverture, et ce sur une période de 3 mois.

Les informations ci-dessus ne tiennent pas compte des maturités des différents éléments. La maturité des instruments de couverture existants au 30 septembre 2011 n'excède pas 3 mois. Les devises autres que

l'euro et la livre sterling n'ont pas d'impact significatif compte tenu des montants en jeu et de leur corrélation avec les fluctuations du dollar US.

La Société estime que l'évolution de la parité euro-dollar entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2011, après prise en compte des couvertures de change, n'a pas eu d'effet significatif sur son résultat net.

Pour une description de l'exposition du Groupe aux risques de change et de taux d'intérêt, voir également la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.1.1 « Etats financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 » du Document de Base et la note 5 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base.

10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX

10.1 Capitaux

Cette section du Document de Base est complétée avec les informations suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

10.1.1 Capitaux

La note 13 de l'annexe aux états financiers consolidés du Groupe établis en date du 30 septembre 2011 et le tableau de variation des capitaux propres établis selon les normes IFRS figurant à la section 20.4 de la présente actualisation du Document de Base détaillent respectivement l'évolution du capital et des capitaux propres de la Société au cours des neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011.

10.1.2 Liquidités

Au 30 septembre 2011, les disponibilités et OPCVM classés en trésorerie détenus par le Groupe étaient essentiellement placés dans des produits ayant une maturité inférieure à 12 mois.

Au 30 septembre 2011, le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe était de 10 122 milliers de dollars.

Par ailleurs, à l'exception de quelques engagements financiers au titre de contrats de location financière d'un montant très limité (1 187 milliers de dollars au 30 septembre 2011), le Groupe n'a aucune dette financière à court, moyen ou long terme.

Au 31 décembre 2011, le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe était de 20 940 milliers de dollars, en retrait de 20 238 milliers de dollars par rapport au 31 décembre 2010 et en progression de 10 818 milliers de dollars par rapport au 30 septembre 2011 s'expliquant par la perte opérationnelle sur la période et une augmentation du besoin en fonds de roulement (en conséquence d'une augmentation des stocks, principalement de produits semi-finis du segment mobile NFC) et des investissements, partiellement compensées par des cessions de créances à un établissement financier, financées pour un montant de 10 610 milliers de dollars. Hors effet de l'affacturage, la trésorerie est restée stable (+2%) entre le 30 septembre et le 31 décembre 2011.

10.1.3 Sources de financement

Bien que le Groupe présente ses comptes en dollars, la Société, qui a son siège social en France, procède à des augmentations de capital en euros. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, la Société a constaté une augmentation de capital de 265 milliers de dollars (181 milliers d'euros) (prime d'émission incluse) résultant de l'exercice de bons de souscription d'actions et a procédé à une émission de bons de souscription d'actions pour un montant de 169 milliers de dollars (121 milliers d'euros).

Entre le 1^{er} octobre 2011 et la date de la présente actualisation du Document de Base, il n'y a pas eu de nouvelle augmentation de capital.

Le Groupe a par ailleurs mis en place au cours du quatrième trimestre 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor pour une durée de deux ans reconductible, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance crédit. Le risque de non recouvrement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne seront plus comptabilisées au bilan.

10.2 Flux de trésorerie

Cette section du Document de Base est complétée avec les informations suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

Le tableau ci-dessous présente les variations des flux nets de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En milliers de dollars	Notes	Période de 9 mois close le	
		30 septembre 2010	30 septembre 2011
Résultat net		(7 944)	(18 132)
Elimination des éléments sans incidence de trésorerie :			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	10	1 065	4 756
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles		211	1 757
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	17	-	1 713
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente (Reprises) / Dotations aux provisions pour clients douteux, nettes		4	(829)
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks, nettes (Reprises) / Dotations aux provisions sur crédit d'impôt recherche	11	27	(1)
Résultat sur cessions d'actifs		-	2 362
Charges liées aux paiements fondés sur des actions		-	-
Variations de la provision pour engagements de retraite		592	1 519
(Produits) / Charges financiers, nets		92	46
(Pertes) / gains de change		(205)	(2 513)
Charge d'impôts sur le résultat		(485)	3 104
Variations des provisions pour risques	15	173	415
		119	(305)
Flux net de trésorerie généré par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement		(6 351)	(6 107)
Variation du besoin en fonds de roulement :			
Stocks		635	(12 629)
Clients et comptes rattachés		478	7 812
Autres créances		(979)	(4 312)
Crédit d'impôt recherche et subventions		1 026	(4 384)
Fournisseurs et dettes rattachées		(2 797)	(3 653)
Flux net de trésorerie généré par le besoin en fonds de roulement		(1 636)	(17 165)
Flux de trésorerie généré par l'activité		(7 987)	(23 272)
Intérêts reçus / (payés)		100	60
Impôts sur le résultat payés		(191)	(194)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(8 078)	(23 406)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'activité, nette de la trésorerie acquise		(18 667)	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10	(619)	(3 871)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(14)	(799)
Variation du passif sur accord de licence	7	-	(1 083)
Cession d'immobilisations		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(19 300)	(5 753)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits des opérations sur le capital		59 590	434
Frais externes liés au projet d'introduction en bourse		-	(2 103)
Augmentation (remboursements) d'emprunts, nets		-	-
Location financement - Remboursement de la part en capital		(284)	(310)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement		59 306	(1 978)
Variation de trésorerie nette		31 928	(31 137)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture		23 392	41 178
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie		(909)	81
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		54 411	10 122
Eléments sans incidence de trésorerie :			
- Nouveau contrat de location financement		273	500

10.2.1 Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie générés par l'activité sont passés de -7 987 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à -23 272 milliers de dollars pour la période équivalente de l'exercice 2011, soit une baisse de 15 285 milliers de dollars.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, les flux nets de trésorerie générés par l'activité sont passés de -6 351 milliers de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à -6 107 milliers de dollars pour la période équivalente de l'exercice 2011, soit une augmentation de 244 milliers de dollars. L'utilisation de trésorerie liée à l'activité (hors variation du besoin en fonds de roulement) du Groupe est restée stable sur les neuf premiers mois de l'exercice 2011 : la trésorerie utilisée par les segments mobile NFC et paiements sécurisés ayant été légèrement supérieure à celle générée par le segment sécurité numérique.

Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement

La forte augmentation du besoin en fonds de roulement au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 s'explique principalement par :

- les retards dans le remboursement du crédit impôt recherche au titre de l'année 2010 et du crédit de TVA au titre du 1^{er} semestre 2011 par l'administration fiscale pour un montant de 7,1 millions de dollars, impactant ainsi négativement les postes crédit d'impôt recherche et subventions et autres créances (voir note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés au 30 septembre 2011 figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base). Le remboursement du crédit de TVA en retard est intervenu, en octobre 2011, pour un montant de 2,9 millions de dollars ;
- la forte augmentation des stocks au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 en raison de la montée en puissance du segment mobile NFC qui a nécessité la constitution d'un stock de composants pour faire face aux flux industriels ;
- ces facteurs ont été partiellement compensés par une évolution favorable du différentiel des délais de paiements clients/fournisseurs.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010, et malgré une forte reprise de l'activité après le ralentissement connu en 2009, l'augmentation du besoin en fonds de roulement avait été modérée grâce à une gestion stricte par le Groupe de sa trésorerie.

Intérêts financiers nets et autres produits et charges financières

Les frais financiers nets reçus par le Groupe au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 s'élèvent à 60 milliers de dollars, contre des intérêts financiers nets reçus de 100 milliers de dollars pour la période équivalente de l'exercice 2010.

Impôts nets versés

Compte tenu du fait que le Groupe n'a pas généré de résultat net fiscal positif au cours des 3 derniers exercices, le montant net des impôts payés a été marginal. Les impôts nets versés sur les neuf premiers mois de l'exercice 2011 sont issus des impôts sur les bénéfices relatifs à l'exercice 2010 payés par les filiales étrangères, en particulier par INSIDE Secure Corporation aux Etats-Unis et Vault-IC UK Ltd. au Royaume-Uni.

10.2.2 Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp., nette de la trésorerie acquise	-	-	(18 667)	(18 667)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 439)	(589)	(1 670)	(619)	(3 871)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(255)	(559)	(115)	(14)	(799)
Variation du passif sur accord de licence					(1 083)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 694)	(1 148)	(20 452)	(19 300)	(5 753)

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement ont atteint -5 753 milliers de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, contre -19 300 milliers de dollars au cours de la période équivalente en 2010 (dont -18 667 milliers de dollars au titre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation, nette de la trésorerie acquise), et -633 milliers de dollars hors acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp.

Entre les neuf premiers mois de l'exercice 2011 et les neuf premiers mois de l'exercice 2010, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (hors coût d'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. en 2010) ont ainsi augmenté de 5 120 milliers de dollars. Cette variation s'explique principalement par l'entrée dans le périmètre le 30 septembre 2010 de l'activité SMS d'Atmel Corp. ainsi que par des investissements accrus en termes d'équipements informatiques et de matériel d'ingénierie et de test en vue d'accompagner le développement du Groupe.

Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles

L'augmentation de 3 252 milliers de dollars entre les neuf premiers mois de l'exercice 2010 et les neuf premiers mois de l'exercice 2011 correspond essentiellement à une augmentation des acquisitions de matériel d'ingénierie et de test pour les opérations du Groupe et d'un nombre limité d'équipements liés à la fabrication des puces installés chez certains sous-traitants dans le cadre de la transition de l'activité SMS hors du groupe Atmel.

Acquisitions nettes d'immobilisations incorporelles

Les acquisitions nettes d'immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à l'achat de licences de technologies (voir la section 11.2.1 « Licenses » du Document de Base).

10.2.3 Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au	
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Produits des opérations sur le capital	12 160	66	63 985	59 590	434
Frais externes liés au projet d'introduction en bourse	-	-	-	-	(2 103)
Augmentation (remboursement) d'emprunts nets	(326)	150	(173)	-	-
Variation des emprunts liés aux contrats de location-financement	-	(189)	(119)	(284)	(310)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	11 834	27	63 693	59 306	(1 978)

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, le Groupe a décaissé des frais externes pour 2 103 milliers de dollars directement attribuables au projet d'introduction en bourse de la Société. Par ailleurs, la Société a constaté une augmentation de capital 265 milliers de dollars (181 milliers d'euros) (prime d'émission incluse) résultant de l'exercice de bons de souscription d'actions et a procédé à une émission de bons de souscription d'actions pour un montant de 169 milliers de dollars (121 milliers d'euros).

10.2.4 Engagements hors-bilan

Les engagements hors-bilan du Groupe au 30 septembre 2011 sont décrits à la note 20 de l'annexe aux états financiers consolidés figurant à la section 20.4 « Informations financières intermédiaires » de la présente actualisation du Document de Base.

L'engagement hors-bilan le plus significatif du Groupe est celui relatif à l'engagement pris auprès d'Atmel Corp. et de LFoundry d'acheter, d'ici au 30 septembre 2013, un nombre minimum de tranches de silicium (*wafers*), pour un volume dégressif sur la période, à des prix prédéterminés dans le contrat (voir, au chapitre 22 « Contrats importants » du Document de Base, la description du *Wafer purchase agreement* entre la Société et Atmel Corp. en date du 30 septembre 2010). Au 30 septembre 2011, cet engagement représentait un montant maximal de 55 640 milliers de dollars.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des engagements hors bilan du Groupe pour les trois exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 :

En milliers de dollars	Exercice clos le			Neuf mois au 30 septembre 2011
	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	
Engagements sur équipements	138	214	72	93
Engagements sur licences	26	-	-	-
Engagements au titre des contrats de locations simples ⁽¹⁾	-	-	14 829	3 097
Engagements d'achats de matières premières	1 781	2 183	77 668	55 640
Engagements sur location de matériel	-	576	416	238
Cautions données	470	422	1 386	390
Total des engagements donnés	2 415	3 395	94 371	59 458

⁽¹⁾ Les engagements au titre des contrats de location simple portent sur les locaux du Groupe à Aix-en-Provence et à Rousset en France entre la date de signature et la date d'échéance du bail commercial.

11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS, LICENCES

11.1 Recherche et développement

11.1.2 Les technologies du Groupe

Cette section du Document de Base est complétée de la phrase suivante et demeure, pour le reste, inchangée :

En novembre 2011, le site d'Aix-en-Provence de la Société a été certifié conforme au standard « critères communs » (*common criteria for information technology security evaluation*) (niveau EAL5+) pour le développement de produits. Cette certification s'ajoute à celles déjà obtenues par les sites de Rousset, East Kilbride, Varsovie et Singapour.

11.2 Propriété intellectuelle

11.2.3 Brevets

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

Le portefeuille de brevets comprend, au 30 septembre 2011, 127 familles de brevets, en adéquation avec la stratégie et les activités du Groupe. Elles sont réparties en 50 familles de brevets sur les interfaces sans contact et NFC, 60 familles de brevets sur la sécurité et 17 familles de brevets sur l'architecture de produits.

12. TENDANCES

12.2 Perspectives d'avenir et objectifs

Le Groupe considère que les segments de marché sur lesquels il opère offrent d'importantes perspectives de croissance et ambitionne, par la mise en œuvre de la stratégie présentée à la section 6.3 du Document de Base et de la présente actualisation, de renforcer ses positions de leader sur le marché du mobile NFC et d'acteur de référence sur les segments des marchés de la sécurité numérique et des paiements sécurisés qu'il a identifiés comme les plus porteurs.

Au vu de la dynamique du chiffre d'affaires observée au cours de 2011, de la rentabilité des différents segments du Groupe et de la forte croissance de l'activité mobile NFC, la Société a pour objectif, à taux de changes constants, d'atteindre le point mort (au niveau du résultat opérationnel ajusté (voir définition du résultat opérationnel ajusté au chapitre 3 « Informations financières sélectionnées » de la présente actualisation du Document de Base)) au cours des derniers mois de l'année 2012, étant précisé que (i) le résultat opérationnel ajusté sur l'ensemble de l'exercice clos le 31 décembre 2012 devrait rester négatif et que (ii) le résultat opérationnel ajusté sur les neuf premiers mois de l'exercice 2011 s'est élevé à -13 409 milliers de dollars (voir section 9.1.2.3 « Charges opérationnelles et résultat opérationnel » de la présente actualisation du Document de Base).

La Société vise en outre à réaliser, à taux de change constants, un chiffre d'affaires consolidé proche de 400 millions de dollars en 2014, avec une accélération de la croissance de ses revenus à partir de 2013 (contre 151 millions de dollars sur l'exercice clos le 31 décembre 2011 (voir section 9.3 « Chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2011 » de la présente actualisation du Document de Base). Celle-ci devrait être soutenue par la dynamique générale positive du marché de la technologie NFC, par les livraisons de ses récents *design-win*, par l'obtention de nouveaux *design-in* et *design-win* importants dès 2012, ainsi que par le lancement commercial de nouveaux produits à fort potentiel comme le « NFC booster » (une technologie brevetée de la Société offrant l'essentiel des fonctionnalités de la technologie NFC sur un format très réduit, tel qu'une carte SIM ou une carte au format Micro SD (voir paragraphe « Pionnier et leader dans le domaine des technologies NFC » de la section 6.2 de la présente actualisation)). Les lancements de nouveaux produits sur les différents segments cibles du marché de la sécurité numérique et la saisie des nouvelles opportunités commerciales dans celui des paiements sécurisés, anticipées notamment sur le marché du paiement sécurisé aux Etats-Unis avec la migration en cours vers un standard de type EMV, devraient également contribuer à la croissance des revenus du Groupe.

Cet objectif s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- un doublement en volume du marché du mobile NFC au cours de chacune des années 2012 à 2014, en ligne avec les principales études qui ont été publiées récemment,
- une progression de l'activité sécurité numérique en ligne avec la dynamique globale anticipée par les instituts de recherche pour ce marché et exposée dans le Document de Base et à la section 6.4 de la présente actualisation du Document de Base, et
- un rebond du marché des paiements sécurisés consécutif à la migration en cours des Etats-Unis vers un standard de type EMV incorporant une interface double (à contact et sans contact) à partir de 2013 (voir section 6.4.3 « Le marché des paiements sécurisés » de la présente actualisation du Document de Base) sur ce marché qui demeure le plus important du monde en volumes.

Confiante dans sa forte capacité d'innovation, la qualité de ses produits et la qualité de ses relations commerciales, la Société aspire, à taux de change constants, à atteindre à long terme un niveau de marge brute de l'ordre de 40% (contre 26,5% au 30 septembre 2011 (voir section 9.2.3.2 « Coûts des ventes et marge brute » de la présente actualisation du Document de Base)), notamment grâce à une évolution favorable de son mix produit et à l'introduction de son élément sécurisé à compter de la fin de l'année 2012.

Ces informations ne constituent pas des données prévisionnelles résultant d'un processus budgétaire, mais de simples objectifs résultant des choix stratégiques exposés à la section 6.3. « Stratégie », du plan de développement du Groupe et d'études sectorielles portant sur l'industrie dans laquelle le Groupe évolue.

Enfin, la Société entend utiliser les fonds provenant de son introduction en bourse afin, principalement, de :

- soutenir sa croissance organique et, notamment, ses dépenses en matière de recherche et développement et l'augmentation du besoin en fonds de roulement (augmentation des créances clients et des stocks en liaison avec le développement de l'activité et le soutien des comptes OEM principaux),
- développer le Groupe par le biais d'éventuelles acquisitions ciblées de technologies et/ou d'entreprises (étant entendu que la Société n'est pas engagée dans des négociations relatives à ces acquisitions à la date de la présente actualisation du Document de Base),
- et, plus généralement, renforcer son bilan.

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE

Le chapitre 14 du Document de Base est complété ainsi qu'il suit essentiellement pour prendre en compte un changement de titre de Monsieur Charles Walton et la nomination de Sofinnova Partners comme membre du conseil de surveillance, et demeure, pour le reste, inchangé.

14.1 Membres du directoire et membres du conseil de surveillance

14.1.1 Membres du directoire

Le titre de Monsieur Charles Walton dans la Société est dorénavant directeur général, en charge des divisions mobile NFC et paiements sécurisés.

14.1.2 Membres du conseil de surveillance

<u>Nom</u>	<u>Mandat</u>	<u>Principales fonctions exercées en dehors du Groupe</u>	<u>Dates de mandat</u>
Sofinnova Partners représentée par Olivier Sichel 17, rue de Surène, 75008 Paris France	Membre du conseil de surveillance	Non applicable	Date de nomination : 20 janvier 2012 Echéance du mandat : à l'issue de l'assemblée annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Olivier Sichel

représentant permanent de Sofinnova Partners, membre du conseil de surveillance

Olivier Sichel est associé de Sofinnova Partners depuis 2006. Avant de rejoindre Sofinnova, il a occupé différentes responsabilités opérationnelles chez France Telecom entre 1998 et 2000, avant d'être nommé, en 2000, président-directeur général d'Alapage.com, société de commerce électronique acquise par Wanadoo, puis, en 2002, président-directeur général de Wanadoo. Olivier Sichel a conduit en 2004 la réintégration de Wanadoo au sein du groupe France Telecom en prenant la responsabilité de sa division « fixe et internet ». Il y a alors effectué la fusion entre les équipes du téléphone fixe et de Wanadoo dans toute l'Europe et y est, notamment, à l'origine du lancement de la Livebox et de la VoIP. Chez Sofinnova Partners, Olivier se concentre plus particulièrement sur le secteur des technologies. Il a investi dans OpenERP, Solutions30, Taptu et Twenga, sociétés dont il est administrateur. Il a été administrateur de Streamezzo (vendu à Amdocs) et Sprice (vendu à TravelPort) et est également administrateur de Mydeco et blueKiwi. Olivier est diplômé de l'Essec et de l'ENA et est inspecteur des finances.

14.1.3 Autres mandats des membres du directoire et du conseil de surveillance

<u>Noms</u>	<u>Mandats actuellement en cours (exercés par la personne morale mandataire le cas échéant) en dehors du Groupe</u>	<u>Mandats exercés au cours des cinq derniers exercices et ayant cessé à ce jour (exercés par la personne morale mandataire le cas échéant) en dehors du Groupe</u>
Olivier Sichel	<ul style="list-style-type: none"> - OpenERP (Belgique) –représentant permanent - Solutions30 (France) –représentant permanent - Taptu (Grande-Bretagne) – administrateur - Twenga (France) – représentant permanent - Mydeco (Grande-Bretagne) –représentant permanent - blueKiwi (France) – représentant permanent - Sofipost (France) – administrateur 	<ul style="list-style-type: none"> - Streamezzo (France) - représentant permanent - Sprice (France) - administrateur

14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction générale

Le pacte signé entre les principaux actionnaires de la Société le 21 décembre 2007 et modifié par voie d'avenants les 20 juin 2008, 10 décembre 2008 et 28 septembre 2010, qui sera résilié à la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, prévoyait une introduction en bourse en 2011. Cette introduction en bourse n'a pas été possible compte tenu des conditions de marché. Le pacte n'a pour autant pas fait l'objet de modification par voie d'avenant.

La Société n'a pas connaissance de la volonté d'actionnaires de la Société de signer un pacte pour régir leurs droits et obligations postérieurement à la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

15. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

15.1 Rémunérations des mandataires sociaux

La section 15.1 du Document de Base est complétée des informations sur l'exercice 2011 suivantes et demeure, pour le reste, inchangée.

Tableaux n°1 : tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	<u>Exercice 2010</u>	<u>Exercice 2011</u>
Rémy de Tonnac – président du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	451 169 €	ND*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	699 150 €	Néant
Total	1 150 319 €	ND*

* Le conseil de surveillance n'a pas encore statué sur la rémunération variable des dirigeants sociaux.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	<u>Exercice 2010</u>	<u>Exercice 2011</u>
Charles Stanley Walton – membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	302 530 \$ et 57 493 €	ND**
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	354 150 €	Néant
Total	302 530 \$ et 411 643 €*	ND**

* Soit 186 887 euros et 639 658 euros pour les exercices 2009 et 2010, respectivement en utilisant les taux de conversion moyens 2009 et 2010 (voir chapitre 3 « Informations financières sélectionnées » de la présente actualisation).

** Le conseil de surveillance n'a pas encore statué sur la rémunération variable des dirigeants sociaux.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	<u>Exercice 2010</u>	<u>Exercice 2011</u>
Richard Vacher Detournière – membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	330 336 €	ND*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	234 525 €	Néant
Total	564 861 €	ND*

* Le conseil de surveillance n'a pas encore statué sur la rémunération variable des dirigeants sociaux.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	<u>Exercice 2010</u>	<u>Exercice 2011</u>
Pascal Didier – directeur général, membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	264 547 €	ND*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	141 600 €	Néant
Total	406 147 €	ND*

* Le conseil de surveillance n'a pas encore statué sur la rémunération variable des dirigeants sociaux.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2010	Exercice 2011
Christian Fleutelot – membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	53 711 €	ND*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	159 300 €	Néant
Total	213 011 €	ND*

* Le conseil de surveillance n'a pas encore statué sur la rémunération variable des dirigeants sociaux.

Tableau n°2 : tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2011 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

	Exercice 2010		Exercice 2011 ⁽⁸⁾	
	montants dus ⁽¹⁾	montants versés ⁽²⁾	montants dus ⁽¹⁾	montants versés ⁽²⁾
Rémy de Tonnac – président du directoire				
Rémunération fixe*	204 421 €	204 421 €	216 134 €	216 134 €
Rémunération variable* ⁽³⁾	77 211 €	40 202 €	ND	ND
Rémunération exceptionnelle*	169 366 €	169 366 €	Néant	0
Jetons de présence	Néant	0	Néant	0
Avantages en nature*	180 €	180 €	180 €	180 €
TOTAL	451 178 €	414 169 €	ND	ND
Charles Stanley Walton – membre du directoire				
Rémunération fixe*	213 262 \$	213 262 \$	228 295 \$	228 295 \$
Rémunération variable* ⁽³⁾	89 268 \$	54 371 \$	ND	ND
Rémunération exceptionnelle*	57 493 €	57 493 €	Néant	0
Jetons de présence	Néant	0	Néant	0
Avantages en nature*	Néant	0	Néant	0
TOTAL	302 530 \$ et 57 493 € ⁽⁶⁾	267 633 \$ et 57 493 € ⁽⁷⁾	ND	ND
Richard Vacher Detournière – membre du directoire				
Rémunération fixe*	151 729 €	151 729 €	165 007 €	165 007 €
Rémunération variable* ⁽³⁾	45 741 €	33 506 €	ND	ND
Rémunération exceptionnelle*	132 746 €	132 746 €	Néant	0
Jetons de présence	Néant	0	Néant	0
Avantages en nature*	120 €	120 €	120 €	120 €
TOTAL	330 336 €	318 101 €	ND	ND

	Exercice 2010		Exercice 2011 ⁽⁸⁾	
	montants dus ⁽¹⁾	montants versés ⁽²⁾	montants dus ⁽¹⁾	montants versés ⁽²⁾
Pascal Didier – directeur général, membre du directoire				
Rémunération fixe*	139 711 €	140 053 €	145 963 €	145 963 €
Rémunération variable* ⁽³⁾	42 322 €	26 447 €	ND	ND
Rémunération exceptionnelle*	82 394 €	82 394 €	Néant	0
Jetons de présence	Néant	0	Néant	0
Avantages en nature*	120 €	120 €	120 €	120 €
TOTAL	264 547 €	249 014 €	ND	ND
Christian Fleutelot – membre du directoire ⁽⁴⁾				
Rémunération fixe*	38 711 €	38 711 €	158 715 €	158 715 €
Rémunération variable*	15 000 €	0	ND	ND
Rémunération exceptionnelle*	Néant	76 278 € ⁽⁵⁾	Néant	0
Jetons de présence	Néant	0	Néant	0
Avantages en nature*	Néant	822 €	3 361 €	3 361 €
TOTAL	53 711 €	115 811 €	ND	ND

(1) au titre de l'exercice

(2) au cours de l'exercice

(3) la part variable inclut l'intéressement annuel

(4) Christian Fleutelot a rejoint Inside Secure le 1^{er} octobre 2010, dans le cadre de l'acquisition de la division SMS d'Atmel Corporation

(5) prime exceptionnelle due par Atmel Corp. versée par la Société

(6) soit 186 887 euros et 285 508 euros pour les exercices 2009 et 2010, respectivement en utilisant les taux de conversion moyens 2009 et 2010 (voir chapitre 3 « Informations financières sélectionnées » de la présente actualisation du Document de Base).

(7) soit 217 700 euros et 259 206 euros pour les exercices 2009 et 2010, respectivement en utilisant les taux de conversion moyens 2009 et 2010 (voir chapitre 3 « Informations financières sélectionnées » de la présente actualisation du Document de Base).

(8) le conseil de surveillance n'a pas encore statué sur la rémunération variable des dirigeants sociaux

* sur une base brute avant impôts

Tableau n°3 : jetons de présence et autres rémunérations alloués aux mandataires sociaux non dirigeants durant l'exercice clos le 31 décembre 2011

Le conseil de surveillance de la Société, lors de sa réunion du 19 juillet 2011, a décidé d'accorder des jetons de présence au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 à ses trois membres personnes physiques indépendants, Messieurs Patrick Schwager Jones, Ronald Black et Glenn Collinson, à hauteur respectivement de 8 500, 18 500 et 21 000 euros, le montant respectivement alloué à chacun d'eux étant fonction de leur implication respective dans les travaux du conseil et de ses comités au cours de cet exercice.

Tableau n°4 : options de souscription ou d'achat d'actions attribués gratuitement à chaque dirigeant mandataire social durant l'exercice clos le 31 décembre 2011

Ni la Société, ni aucune autre société de son Groupe n'a attribué d'options de souscription ou d'achat d'actions aux dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Tableau n°5 : options de souscription ou d'achat d'actions levées par chaque dirigeant mandataire social durant l'exercice clos le 31 décembre 2011

Aucun dirigeant mandataire social de la Société n'a par ailleurs levé d'option de souscription ou

d'achat d'actions de la Société ou de toute autre société de son Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Tableau n°6 : actions attribuées gratuitement à chaque dirigeant mandataire social durant l'exercice clos le 31 décembre 2011

Aucune action n'a été attribuée gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Tableau n°7 : actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque dirigeant mandataire social durant l'exercice clos le 31 décembre 2011

Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social durant l'exercice clos le 31 décembre 2011			
Nom	Date d'attribution	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Rémy de Tonnac	2 juin 2006	19 024	condition de présence dans la Société
Pascal Didier	17 février 2006	1 740	condition de présence dans la Société
Total	-	20 764	-

Tableau n°8 : historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Tableau n°9 : historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux et options levées par ces derniers

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée à, ou levée par les 10 premiers salariés mandataires sociaux au cours de l'exercice 2011.

Tableau n°10 : conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants

Le tableau n°10 du Document de Base demeure inchangé.

Pour l'exercice 2011, le montant de la prime d'assurance chômage (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) souscrite par la Société au profit de Rémy de Tonnac et Pascal Didier s'est élevé à 18 884 euros.

Pour l'exercice 2011, le coût pour la Société du plan d'épargne retraite (401(k)) dont bénéficie Charles Stanley Walton s'est élevé à 11 250 dollars.

15.3 Actions, bons de souscription et options attribués aux mandataires sociaux

La section 15.3 du Document de Base est mise à jour de la manière suivante.

Le tableau ci-dessous présente, à la date de la présente actualisation du Document de Base, une synthèse de l'ensemble des titres ou droits donnant accès au capital en cours de validité, quelle que soit leur nature, émis par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux.

Aucun mandataire social n'a exercé un quelconque droit donnant accès au capital ou une quelconque valeur mobilière donnant accès au capital au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

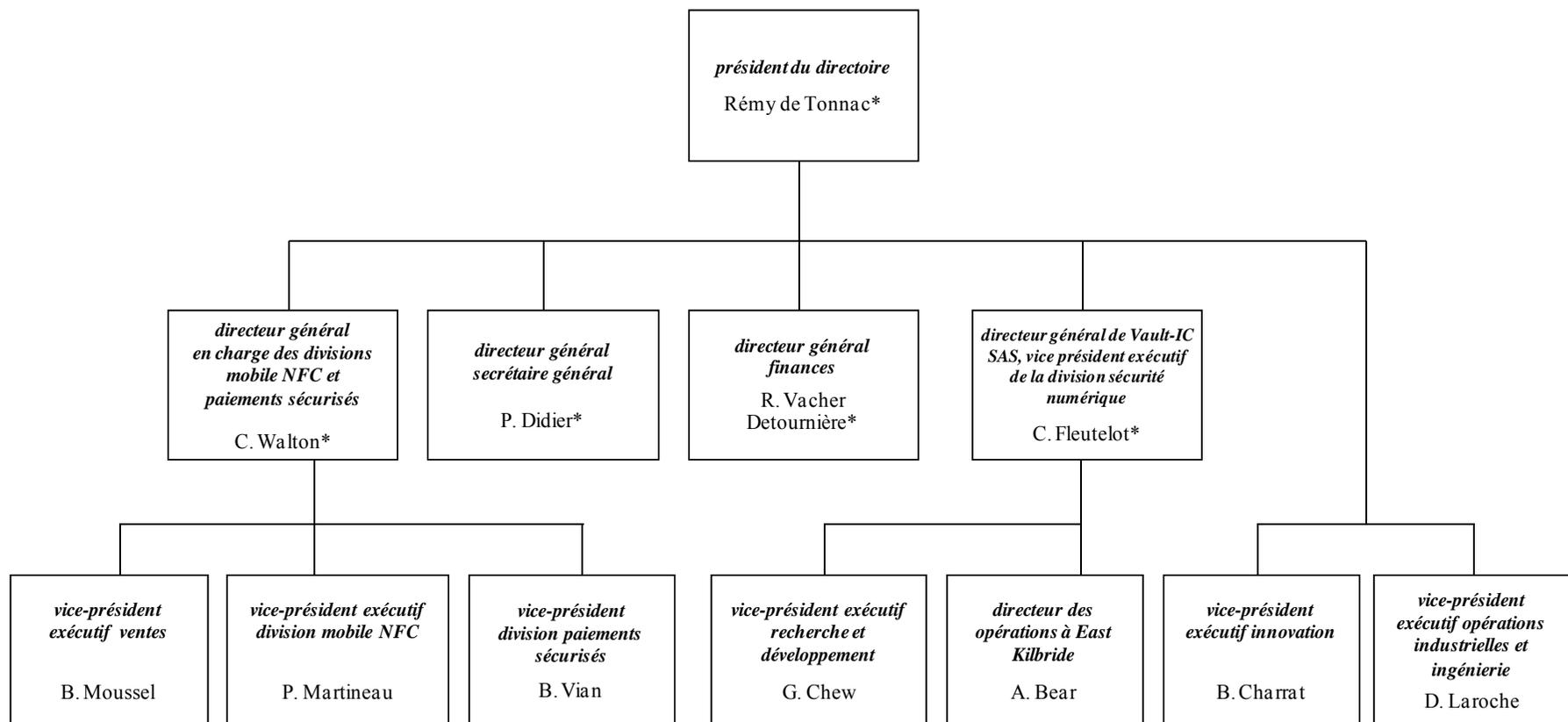
(1)	Actions gratuites en période d'acquisition	Options 2005-1	Options 2005-2	Options 2006-1	Options 2006-1-B	Options 2007-1-A	Options 2007-1-B	Options 2007-1-C	Options 2007-1-f	BSA 2005-5	BSA 2006-2	BSA 2007-2	BSA 8	BSA 12	BSA 13	Nombre d'actions susceptibles d'être émises au résultat de ces droits
Rémy de Tonnac	316 000		51 904	48 000			80 400			15 732				83 945		595 981
Charles Stanley Walton	156 000		32 000	12 800		20 756		20 000						40 838		282 394
Richard Vacher Detournière	106 000				21 600				60 800					65 795		254 195
Pascal Didier	90 600	17 876	5 040	20 000			17 648							36 300		187 464
Christian Fleutelot	72 000															72 000
Alex Brabers																0
Jean Schmitt																0
Patrick Schwager Jones											18 400				8 000	26 400
Ronald Black												8 820			8 000	16 820
Glenn Collinson													12 800		20 000	32 800
Fonds stratégique d'investissement																0
Vertex Technology Fund III LTD																0
Sofinnova Partners																0
Nombre d'actions susceptibles d'être émises au résultat de ces droits	740 600	17 876	88 944	80 800	21 600	20 756	98 048	20 000	60 800	15 732	18 400	8 820	12 800	226 878	36 000	1 468 054

(1) Une description détaillée des termes de chacun des plans mentionnés ci-dessus figure à la section 21.1.4 « Capital potentiel » de la présente actualisation du Document de Base. Les chiffres indiqués correspondent au nombre d'actions pouvant être souscrites par exercice de chacun des droits ou des valeurs mobilières donnant accès au capital en supposant l'Introduction Qualifiée intervenue (i.e., les actions de préférence de catégorie D converties en actions ordinaire (voir section 21.1 ci-dessous)).

17. SALARIES

17.1 Ressources humaines

17.1.1 Organigramme opérationnel à la date de la présente actualisation du Document de Base



* membre du directoire

17.1.2 Nombre et répartition des effectifs

Cette section du Document de Base est complétée des phrases suivantes et demeure, pour le reste, inchangée :

Au 30 septembre 2011, l'effectif du Groupe était réparti ainsi qu'il suit :

<u>Effectif à la clôture</u>	<u>30 septembre 2011</u>
Direction et administration	39
Recherche & développement	208
Ventes & marketing	64
Opérations	66
Total	377

<u>dont par pays* :</u>	
<i>France</i>	254
<i>Ecosse</i>	79
<i>Pologne</i>	6
<i>Singapour</i>	9
<i>Chine</i>	5
<i>Corée du Sud</i>	2
<i>Thaïlande</i>	2
<i>Taiwan</i>	3
<i>Etats-Unis</i>	12
<i>Canada</i>	2
<i>Allemagne</i>	2
<i>Philippines</i>	1

* Dans ce tableau, les salariés sont répartis entre les différents pays en fonction du lieu principal de leur activité et non de leur entité de rattachement, contrairement à la répartition indiquée à la section 7.2 « Liste des filiales, succursales et établissements secondaires » ci-dessus.

Au 30 septembre 2011, 29 développeurs et ingénieurs externes, basés en France, contribuaient par ailleurs au développement des produits du Groupe, ainsi que 4 consultants indépendants dans d'autres domaines et emplacements géographiques.

17.2 Instruments financiers donnant accès au capital de la Société consentis aux dix premiers salariés non mandataires sociaux

La Société n'a pas attribué d'actions gratuites ou d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

17.3 Participations et stock-options des mandataires sociaux

A la date de la présente actualisation du Document de Base, la participation directe et indirecte des membres du directoire et du conseil de surveillance ainsi que le nombre de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qu'ils détiennent sont les suivantes :

	Nombre d'actions au jour de l'Introduction Qualifiée ⁽¹⁾	Nombre d'actions susceptibles de résulter de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ⁽²⁾ au jour de l'Introduction Qualifiée ⁽¹⁾	<u>Total</u>
Rémy de Tonnac	90 494	595 981	686 475
Charles Stanley Walton	2 266	277 856	280 122
Richard Vacher Detournière	24 559	254 195	278 754
Pascal Didier	24 975	192 002	216 977
Christian Fleutelot	0	72 000	72 000
Alex Brabers	4	0	4
Jean Schmitt	4	0	4
Patrick Schwager Jones	4	26 400	26 404
Ronald Black	4	16 820	16 824
Glenn Collinson	23 611	32 800	56 411
Fonds stratégique d'investissement	1 821 581	0	1 821 581
Vertex Technology Fund III LTD	873 176	0	873 176
Sofinnova Partners ⁽³⁾	4 695 488	0	4 695 488
<u>Total</u>	7 556 166	1 468 054	9 024 220

(1) *Tel que ce terme est défini à la section 21.1 « Montant du capital social » de la présente actualisation du Document de Base.*

(2) *Une ventilation détaillée de ces valeurs mobilières et droits figure à la section 15.4 « Actions attribuées gratuitement, bons de souscription d'actions et options de souscription d'actions attribués aux mandataires sociaux » ci-dessus et une description détaillée des termes de chacun de ces plans figure à la section 21.1.4 « Capital potentiel » de la présente actualisation du Document de Base. Les chiffres indiqués correspondent au nombre d'actions pouvant être souscrites par exercice de chacune des valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société.*

(3) *Sofinnova Partners est la société de gestion du FCPR Sofinnova Capital V (les actions de la Société sont détenues par le FCPR Sofinnova Capital V)*

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 Répartition du capital et des droits de vote

Voir tableau figurant à la section 21.1.7(b) « Répartition du capital et des droits de vote de la Société » de la présente actualisation du Document de Base.

20. INFORMATIONS FINANCIERES

Cette section du Document de Base est complétée des informations sur les neuf premiers mois des exercices 2010 et 2011 suivantes et demeure, pour le reste, inchangée.

20.4 Informations financières intermédiaires sur les neuf premiers mois des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2011

Compte de résultat consolidé intermédiaire

En milliers de dollars	Note	Période de 9 mois close le	
		30 septembre 2010	30 septembre 2011
Chiffre d'affaires	8, 9	39 710	106 814
Coût des ventes		(24 778)	(78 475)
Marge brute		14 932	28 339
Frais de recherche et développement	16	(8 584)	(26 196)
Frais commerciaux et de marketing		(8 592)	(13 646)
Frais généraux et administratifs		(4 384)	(7 478)
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	17	(1 349)	(1 249)
Résultat opérationnel		(7 976)	(20 230)
Produits / (charges) financiers, nets	18	205	2 513
Résultat avant impôts		(7 771)	(17 717)
Charge d'impôts sur le résultat		(173)	(415)
Résultat net		(7 944)	(18 132)
Résultat revenant aux :			
Actionnaires de la Société		(7 944)	(18 132)
Intérêts non contrôlés		-	-
Résultat par action :			
De base (en dollars)		(0,7)	(0,8)
Dilué (en dollars)		(0,7)	(0,8)

Etat du résultat global consolidé intermédiaire

En milliers de dollars	Période arrêtée le	
	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Résultat net	(7 944)	(18 132)
Autres éléments du résultat global :		
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-
Couverture des flux de trésorerie	1 549	(1 055)
Différences de conversion	46	(472)
Autres éléments du résultat global	-	-
Total du résultat global	(6 349)	(19 659)
Résultat global revenant aux		
Actionnaires de la Société	(6 349)	(19 659)
Intérêts minoritaires	-	-
Total du résultat global	(6 349)	(19 659)

Bilan consolidé intermédiaire – Actif

En milliers de dollars	Note	31 décembre	30 septembre
		2010	2011
Goodwill	7	2 993	2 934
Immobilisations incorporelles		6 641	5 724
Immobilisations corporelles	10	20 552	17 718
Autres actifs non courants	12	459	6 084
Total des actifs non courants		30 645	32 461
Stocks	11	16 989	27 255
Clients et comptes rattachés		30 742	22 741
Autres actifs courants	12	9 447	12 433
Instruments financiers dérivés actifs		1 035	310
Trésorerie et équivalents de trésorerie		41 178	10 122
Total des actifs courants		99 391	72 861
Total de l'actif		130 035	105 321

Bilan consolidé intermédiaire – Capitaux propres et passif

En milliers de dollars	Note	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Capital	13	11 342	11 369
Primes d'émission	13	134 873	133 177
Autres réserves		10 001	9 993
Report à nouveau		(59 737)	(73 535)
Résultat		(13 798)	(18 132)
Capitaux propres part du Groupe		82 681	62 873
Intérêts non contrôlés		-	-
Total des capitaux propres		82 681	62 873
Passif sur accord de licence - Part long terme	7	12 579	11 837
Dettes financières - Part long terme	14	215	686
Engagements de retraite		897	962
Total des passifs non courants		13 691	13 486
Passif sur accord de licence - Part court terme	7	1 833	1 203
Instruments dérivés passifs		246	605
Fournisseurs et dettes rattachées		30 643	26 269
Dettes financières - Part court terme	14	256	501
Provisions pour autres passifs	15	685	385
Total des passifs courants		33 663	28 962
Total du passif		47 354	42 448
Total du passif et des capitaux propres		130 035	105 321

Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

En milliers de dollars	Capital social	Primes d'émission	Part du Groupe Autres réserves	Report à nouveau et résultat	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2010	5 918	76 312	8 777	(59 737)	31 269	-	31 269
Résultat de l'exercice	-	-	-	(7 944)	(7 944)	-	(7 944)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	-	-	-	-	-
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	1 549	-	1 549	-	1 549
Différences de conversion	-	-	46	-	46	-	46
Total des autres éléments du résultat global	-	-	1 595	(7 944)	(6 349)	-	(6 349)
Plans d'actionnariat salarié					-		-
Paiements fondés sur des actions	-	-	592	-	592	-	592
Exercices de stock options, actions gratuites ou BSA	18	(18)	-	-	-	-	-
Opérations sur capital	5 018	54 572	-	-	59 590	-	59 590
Au 30 septembre 2010	10 954	130 866	10 964	(67 681)	85 102	-	85 102
Au 1er janvier 2011	11 342	134 873	10 001	(73 535)	82 682	-	82 682
Résultat de l'exercice	-	-	-	(18 132)	(18 132)	-	(18 132)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	-	-	-	-	-
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	(1 055)	-	(1 055)	-	(1 055)
Différences de conversion	-	-	(472)	-	(472)	-	(472)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	(1 527)	(18 132)	(19 659)	-	(19 659)
Plans d'actionnariat salarié					-		-
Paiements fondés sur des actions	-	-	1 519	-	1 519	-	1 519
Exercices de stock options, actions gratuites ou BSA	27	407	-	-	434	-	434
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Frais externes liés à l'introduction en bourse	-	(2 103)	-	-	(2 103)	-	(2 103)
Au 30 septembre 2011	11 369	133 177	9 993	(91 667)	62 873	-	62 873

Tableau des flux de trésorerie consolidé

En milliers de dollars

Période de 9 mois close le

	Notes	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Résultat net		(7 944)	(18 132)
Elimination des éléments sans incidence de trésorerie :			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	10	1 065	4 756
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles		211	1 757
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	17	-	1 713
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente			(829)
(Reprises) / Dotations aux provisions pour clients douteux, nettes		4	(1)
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks, nettes	11	27	2 362
(Reprises) / Dotations aux provisions sur crédit d'impôt recherche		-	-
Résultat sur cessions d'actifs		-	-
Charges liées aux paiements fondés sur des actions		592	1 519
Variations de la provision pour engagements de retraite		92	46
(Produits) / Charges financiers, nets		(205)	(2 513)
(Pertes)/ gains de change		(485)	3 104
Charge d'impôts sur le résultat		173	415
Variations des provisions pour risques	15	119	(305)
Flux net de trésorerie généré par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement		(6 351)	(6 107)
Variation du besoin en fonds de roulement :			
Stocks		635	(12 629)
Clients et comptes rattachés		478	7 812
Autres créances		(979)	(4 312)
Crédit d'impôt recherche et subventions		1 026	(4 384)
Fournisseurs et dettes rattachées		(2 797)	(3 653)
Flux net de trésorerie généré par le besoin en fonds de roulement		(1 636)	(17 165)
Flux de trésorerie généré par l'activité		(7 987)	(23 272)
Intérêts reçus / (payés)		100	60
Impôts sur le résultat payés		(191)	(194)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(8 078)	(23 406)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'activité, nette de la trésorerie acquise		(18 667)	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10	(619)	(3 871)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(14)	(799)
Variation du passif sur accord de licence	7		(1 083)
Cession d'immobilisations		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(19 300)	(5 753)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits des opérations sur le capital		59 590	434
Frais externes liés au projet d'introduction en bourse		-	(2 103)
Augmentation (remboursements) d'emprunts, nets		-	-
Location financement - Remboursement de la part en capital		(284)	(310)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement		59 306	(1 978)
Variation de trésorerie nette		31 928	(31 137)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture		23 392	41 178
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie		(909)	81
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		54 411	10 122
Éléments sans incidence de trésorerie :			
- Nouveau contrat de location financement		273	500

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires

1. Informations générales

INSIDE Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») conçoit et commercialise, en mode sans usine (« *fabless* ») des circuits intégrés et des logiciels embarqués pour la technologie NFC (*near field communication* ou communications en champ proche), les paiements sécurisés et les applications liées à la sécurité numérique.

Le 30 septembre 2010, le Groupe a acquis l'activité Secure Microcontroller Solutions « SMS » de la société Atmel Corporation, qui conçoit et commercialise des semi-conducteurs incorporés dans des cartes à puce, des périphériques mobiles, des dispositifs d'authentification dans le but de sécuriser les transactions dans le domaine du paiement, des transports, de l'accès conditionnel, de l'identification et d'autres types d'applications sécurisées.

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe au 30 septembre 2011 ont été arrêtés par le directoire en date du 4 janvier 2012.

Les comptes consolidés intermédiaires ont fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes.

2. Base de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires pour la période close le 30 septembre 2011, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale financière IAS 34, « Information financière intermédiaire ».

Ces états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2010 qui ont été préparés conformément aux normes IFRS.

Devise de présentation

Le Groupe a choisi de présenter ses états financiers consolidés en dollar US. Le dollar US est la monnaie fonctionnelle de la Société, monnaie dans laquelle est libellée la majorité de ses transactions.

Les taux de conversion du dollar vers l'euro, principale devise utilisée dans le Groupe après le dollar, pour les périodes closes les 30 septembre 2010 et 2011 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont les suivants :

US Dollar / Euro	30 septembre 2010	30 septembre 2011	31 décembre 2010
Taux de clôture	1,3648	1,3503	1,3362
Taux moyens	1,3159	1,4062	n.a.

3. Méthodes comptables

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour la période close le 30 septembre 2011 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 à l'exception de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans

les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

Les nouvelles normes et amendements suivants dont l'application est obligatoire pour l'année en cours à compter du 1^{er} janvier 2011 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires pour la période close le 30 septembre 2011 :

- Amendements à IAS 32, 'Instruments financiers: Présentation', classement des émissions de droits ;
- IFRIC 19, 'Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux propres' ;
- Amendement à IAS 24, 'Informations relatives aux parties liées' ;
- Amendement à IFRIC 14, 'IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction' ;
- Améliorations annuelles 2010.

4. Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires requiert l'utilisation d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'impacter les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des états financiers.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés intermédiaires sont identiques à ceux identifiés lors de l'établissement des comptes annuels au 31 décembre 2010, à l'exception des règles de provisionnement de l'impôt sur le résultat qui diffèrent (voir Note 3).

5. Gestion du risque financier

De par son activité le Groupe est exposé à divers risques financiers : risque de marché (incluant le risque de change, de taux d'intérêt sur le calcul de la juste valeur, de flux de trésorerie et de prix), risque de crédit et de liquidité.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne détaillent pas l'ensemble des risques financiers reportés dans les états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés annuels du Groupe établis au 31 décembre 2010.

Aucun changement n'est intervenu dans la politique de gestion du risque depuis le 31 décembre 2010.

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et est donc sujet au risque de change provenant de différentes expositions en devises différentes du dollar US, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société.

Le résultat opérationnel et les liquidités du Groupe sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité euro/dollar.

Par exemple, en cas de variation de cette parité de + 10% ou de - 10%, le Groupe estime, pour la période arrêtée le 30 septembre 2011, que l'impact, en termes absolus, aurait été de 829 milliers de dollars sur son résultat opérationnel et de 501 milliers de dollars sur les capitaux propres. Afin

d'atténuer ce risque, le Groupe a mis en place une politique de couverture du risque de change pour préserver sa rentabilité et sa trésorerie.

Le Groupe atténue son exposition à la fluctuation des cours de change en faisant coïncider au maximum ses entrées et ses sorties de trésorerie dans une même monnaie, obtenant ainsi une couverture naturelle. Le Groupe utilise également des instruments financiers dérivés comme des contrats à terme de change et des options d'achats ou de ventes de devises afin de se couvrir contre la fluctuation des cours de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions liées au crédit clients, notamment les créances non réglées et les transactions engagées.

Risque de liquidité

Les prévisionnels de trésorerie sont établis par la direction financière. Sur la base de ces prévisions régulièrement mises à jour, la direction du Groupe suit ses besoins de trésorerie afin de s'assurer que la trésorerie à disposition permet de couvrir les besoins opérationnels.

6. Saisonnalité

L'analyse des données relatives aux exercices clos au 31 décembre 2008, 2009 et 2010 ne permet pas de déduire de tendance en termes de saisonnalité à l'exception d'une légère surpondération structurelle du deuxième semestre comparé au premier semestre de l'année. Cependant, compte tenu du secteur d'activité dans lequel le Groupe opère, son chiffre d'affaires peut être significativement impacté sur une période donnée par la commercialisation de nouveaux produits. Ainsi, les données financières relatives aux périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatives de celles qui sont attendues pour l'exercice.

7. Regroupement d'entreprises

Aucune acquisition ou cession d'activité n'est intervenue durant la période arrêtée au 30 septembre 2011.

Le 30 septembre 2010, le Groupe a acquis l'activité Secure Microcontroller Solutions (« SMS ») de la société Atmel Corporation, qui conçoit et commercialise des semi-conducteurs incorporés dans des cartes à puce, des périphériques mobiles, des dispositifs d'authentification dans le but de sécuriser les transactions dans le domaine du paiement, des transports, de l'accès, de l'identification et d'autres types d'applications sécurisées.

La valeur initiale des actifs et passifs identifiés ainsi que l'allocation définitive du prix d'acquisition sont présentés ci-dessous :

En milliers de dollars			
Trésorerie décaissée			31 771
Complément de prix			-
Coût d'acquisition (i)			31 771
	Valeur nette comptable	Ajustement de juste valeur	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	-	7 195	7 195
Immobilisations corporelles	4 699	13 003	17 702
Stocks	10 767	(999)	9 768
Autres actifs	944	-	944
Trésorerie et équivalent de trésorerie	13 104	-	13 104
Passif sur accord de licence	-	(14 665)	(14 665)
Autres passifs	(5 271)	-	(5 271)
Actif net acquis (ii)	24 244	4 534	28 778
Goodwill (i) - (ii)			2 993

Les ajustements de juste valeur sont relatifs au portefeuille de commandes et aux technologies brevetées (immobilisations incorporelles) et aux masques (immobilisations corporelles) acquis dans le cadre de cette acquisition.

Le passif sur accord de licence correspond à la reprise, dans le cadre de la transaction, de licences sur des droits de propriété intellectuelle nécessaires au développement et à la production de certains produits existants ou futurs de l'activité SMS conclues à des conditions défavorables. Le Groupe a enregistré un passif sur accord de licence correspondant à la valeur actualisée de la différence entre la meilleure estimation des redevances à verser sur la base du contrat et des ventes projetées et la juste valeur de ces licences. Le passif sur accord de licence est repris au compte de résultat dans la ligne « Coût des ventes », sur la base du rapport entre le nombre d'unités vendues au cours de l'exercice utilisant cette propriété intellectuelle et le nombre total estimé d'unités vendues. La reprise en « Coût des ventes » pour la période arrêtée au 30 septembre 2011 représente 1 083 milliers de dollars. Cette reprise est présentée dans le tableau consolidé des flux de trésorerie dans la partie « Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement ».

Le goodwill est affecté intégralement au segment « Sécurité numérique ». Compte tenu de la performance financière de ce segment, la direction considère qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation sur le goodwill au titre d'éventuelles pertes de valeur.

La variation du goodwill de 2 993 milliers de dollars au 31 décembre 2010 à 2 934 milliers de dollars au 30 septembre 2011 provient exclusivement des effets de change, une partie des actifs et des passifs acquis étant rattachée à des entités ayant une monnaie fonctionnelle différente du dollar US.

L'impact des amortissements et des reprises sur le résultat pour la période close le 30 septembre 2011 s'analyse de la façon suivante :

Élément	Ligne du compte de résultat	Période close le 30 septembre 2011 (en milliers de dollars)
Amortissements des masques	Coût des ventes	(2 197)
Amortissements des masques	Frais de recherche et développement	(404)
Amortissements des technologies brevetées	Frais de recherche et développement	(734)
Amortissement du portefeuille de commandes	Frais commerciaux et de marketing	(716)
Reprise du passif sur accord de licence	Coût des ventes	1 083
Impact sur le résultat opérationnel		(2 968)
Impact de la désactualisation du passif sur accord de licence	Produits/ (charges) financières, nets	(550)
Impact sur le résultat de la période		(3 518)

8. Information sectorielle

Les secteurs d'activité détaillés ci-dessous correspondent à ceux présentés dans les rapports internes fournis au directoire en charge de l'élaboration des décisions stratégiques.

Le Groupe opère sur trois segments d'activité complémentaires, qui ciblent des marchés, des produits, des solutions et des clients différents tout en s'appuyant sur des technologies communes de circuits intégrés et de solutions sécurisées :

- Paiements sécurisés : conception et vente de cartes à puce, modules et inlays (puces et antennes), logiciels applicatifs, recouvrement billetterie transport en commun, et applications de fidélisation.
- Mobile NFC : conception et vente de circuits intégrés et de piles logicielles embarquées destinés principalement aux fabricants de téléphones mobiles et plus généralement aux fournisseurs de solution de mobilité et du « *wireless* ».
- Sécurité numérique : conception et vente de plateformes de microprocesseurs et mémoires destinés à des applications de télévision à péage, identification, contrôle d'accès, et autres systèmes sécurisés pour lutter contre la contrefaçon, la protection de la propriété intellectuelle et la communication entre machines.

Les informations sectorielles fournies au directoire pour les périodes arrêtées au 30 septembre 2010 et 2011 s'analysent de la manière suivante :

En milliers de dollars					Total selon le	Rapprochement	
Période close le 30 septembre 2010	Paiements sécurisés	Mobile NFC	Sécurité numérique	Non alloué	reporting de gestion	aux comptes IFRS	Reporting IFRS consolidé
Chiffre d'affaires	35 939	922	2 849	-	39 710	-	39 710
Résultat opérationnel (*)	2 262	(8 121)	(605)	(1 511)	(7 976)	-	(7 976)
Résultat opérationnel ajusté	2 555	(7 931)	(496)	(192)	(6 065)	-	Mesure non IFRS
EBITDA ajusté	3 255	(7 562)	(282)	(192)	(4 781)	-	Mesure non IFRS
Résultat financier				205	205	-	205
Impôt				(173)	(173)	-	(173)
Résultat net	-	-	-	(1 479)	(7 944)	-	(7 944)

* Le montant non affecté aux secteurs d'activité correspond à la sous activité (101 milliers de dollars) et aux frais directs externes liés à l'acquisition de SMS (1 319 milliers de dollars).

En milliers de dollars					Total selon le	Rapprochement	
Période close le 30 septembre 2011	Paiements sécurisés	Mobile NFC	Sécurité numérique	Non alloué	reporting de gestion	aux comptes IFRS	Reporting IFRS consolidé
Chiffre d'affaires	36 417	24 656	45 741	-	106 814	-	106 814
Résultat opérationnel (*)	(8 660)	(15 519)	6 274	(2 327)	(20 230)	-	(20 230)
Résultat opérationnel ajusté	(6 830)	(14 773)	9 932	(1 738)	(13 409)	-	Mesure non IFRS
EBITDA ajusté	(5 788)	(14 408)	11 286	(1 738)	(10 647)	-	Mesure non IFRS
Résultat financier				2 513	2 513	-	2 513
Impôt				(415)	(415)	-	(415)
Résultat net	-	-	-	(229)	(18 132)	-	(18 132)

* Le montant non affecté aux secteurs d'activité correspond à la sous activité (1 701 milliers de dollars) et aux dépréciations des actifs repris lors de l'acquisition de SMS (614 milliers de dollars).

Le résultat opérationnel ajusté et l'EBITDA ajusté ne sont pas des mesures de performance ou de liquidité définies par les normes IFRS.

Le Groupe présente un résultat opérationnel ajusté et un EBITDA ajusté car la direction du Groupe estime qu'ils constituent des mesures utiles de la performance opérationnelle et des flux de trésorerie d'exploitation générés par le Groupe.

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le bénéfice (ou la perte) d'exploitation ajusté afin d'exclure l'impact des paiements fondés sur des actions et les éléments non récurrents, produits et charges relatifs à des opérations d'acquisitions, à des restructurations, et aux amortissements et dépréciations des immobilisations reprises dans le cadre d'opérations d'acquisitions. L'EBITDA ajusté est défini comme un bénéfice (ou une perte) d'exploitation avant intérêts, impôts, et amortissements ajusté afin d'exclure l'impact des paiements fondés sur des actions et les éléments non récurrents, produits et charges relatifs aux opérations d'acquisitions ou de restructurations.

Le résultat opérationnel ajusté et l'EBITDA ajusté tels que présentés peuvent ne pas être strictement comparables aux indicateurs similaires que pourraient présenter d'autres sociétés.

La réconciliation de ces indicateurs avec les états financiers consolidés IFRS est la suivante :

Au 30 septembre (en milliers de dollars)	2010	2011
Résultat opérationnel IFRS	(7 976)	(20 230)
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	592	1 519
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition de SMS	-	4 051
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	-	1 713
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente	-	(829)
Frais liés à l'acquisition	1 319	-
Coûts de restructuration	-	366
Résultat opérationnel ajusté	(6 065)	(13 409)

Le chiffre d'affaires par secteur géographique pour les périodes closes les 30 septembre 2010 et 2011 est le suivant :

(en milliers de dollars)	Europe, Afrique, Moyen			Total
	Asie	Orient, Amérique Latine	Amérique du Nord	
Période close le 30 septembre 2011	11 395	57 866	37 553	106 814
Période close le 30 septembre 2010	1 194	6 437	32 079	39 710

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou selon le lieu où la prestation de services est rendue, à l'exception des ventes aux trois principaux clients qui sont allouées en fonction de la localisation de leur siège social.

Pris individuellement, les clients représentant plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur les périodes closes les 30 septembre 2011 et 2010 s'analysent de la façon suivante :

Période close le 30 septembre 2011	Montant facturé	Segment
Client 1	23 085	Mobile NFC
Client 2	12 255	Tous segments

Période close le 30 septembre 2010	Montant facturé	Segment
Client 1	22 320	Paiements sécurisés
Client 2	5 500	Paiements sécurisés

9. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur les périodes closes au 30 septembre 2010 et 2011 se détaille de la façon suivante :

En milliers de dollars	Période de 9 mois close le	
	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Chiffre d'affaires sur produits vendus	39 710	106 549
Produits des accords de développement et licences	-	265
Total	39 710	106 814

Le Groupe a signé avec Intel Corporation un contrat de développement et de licences de la technologie NFC prenant effet le 23 août 2011. L'accord inclut une licence non exclusive et non transférable de la technologie NFC du Groupe à Intel, la fourniture de services de développement, de support et d'ingénierie afin de permettre l'intégration de sa technologie NFC à l'écosystème Intel et la vente de puces à Intel ou à ses sous-traitants. Les produits relatifs à la phase de développement sont reconnus à l'avancement des dépenses spécifiquement engagées sur ce projet. Les coûts directs de développement correspondants sont comptabilisés en « coûts des ventes ».

10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Agencements et aménagement	Equipements	Matériel de bureau et informatique	Masques	Total
Période arrêtée le 30 septembre 2010					
Montant à l'ouverture	810	1 790	1 142	-	3 742
Acquisitions	63	377	179	-	619
Variation de périmètre	3 003	906	790	13 003	17 702
Amortissement	(196)	(545)	(325)	-	(1 065)
Montant net à la clôture	3 681	2 529	1 786	13 003	20 998
Au 30 septembre 2010					
Valeur brute	4 392	5 211	3 041	13 003	25 647
Amortissements cumulés	(712)	(2 683)	(1 255)	-	(4 649)
Valeur nette	3 681	2 529	1 786	13 003	20 998
Période close le 30 septembre 2011					
Montant à l'ouverture	3 408	3 518	1 473	12 153	20 552
Acquisitions	48	2 195	812	-	3 055
Ecart de conversion	(286)	(63)	128	(13)	(235)
Dépréciation	(614)	-	-	(1 100)	(1 714)
Immobilisations en cours	-	500	316	-	816
Amortissement	(518)	(1 026)	(611)	(2 601)	(4 756)
Amortissements repris suite à cession	-	-	-	-	-
Montant net à la clôture	2 038	5 123	2 118	8 439	17 718
Au 30 septembre 2011					
Valeur brute	4 168	9 377	4 058	12 976	30 579
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 130)	(4 254)	(1 940)	(4 536)	(12 860)
Valeur nette	2 038	5 123	2 118	8 439	17 718

Les dotations aux amortissements de 4 756 milliers de dollars ont été imputées dans les lignes « Coût des ventes », « Frais de recherche et développement », « Frais commerciaux et de marketing », et « Frais généraux et administratifs » en fonction de l'affectation des actifs corporels correspondants (1 065 milliers de dollars au 30 septembre 2010).

1 930 milliers de dollars ont été comptabilisés au compte de résultat sur la période arrêtée au 30 septembre 2011 au titre de la location de matériels et de biens immobiliers (745 milliers de dollars au 30 septembre 2010).

Les locations financement incluses dans les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

(En milliers de dollars)	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Valeur brute	276	1 092
Amortissements cumulés	(39)	(94)
Valeur nette	237	998

11. Stocks

Les stocks s'analysent de la manière suivante :

En milliers de dollars	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Produits en cours et finis	18 052	30 680
Moins : provision pour dépréciation des stocks	(1 063)	(3 424)
	16 989	27 255

Les mouvements concernant la provision pour dépréciation des stocks obsolètes se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Au 1er janvier	(266)	(1 063)
Dotation aux provisions pour dépréciation des stocks	(43)	(2 934)
Reprises de provisions utilisées	10	188
Reprises de provisions non utilisées	6	385
Solde à fin de période	(293)	(3 424)

12. Autres créances

Les autres créances s'analysent de la façon suivante :

En milliers de dollars	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Crédit d'impôt recherche	4 967	9 670
TVA à recevoir	3 564	6 468
Avances et acomptes	533	1 384
Autres créances	842	994
Total	9 906	18 517
<i>Autres créances - Part non courante</i>	<i>459</i>	<i>6 084</i>
<i>Autres créances - Part courante</i>	<i>9 447</i>	<i>12 433</i>

Compte tenu de son activité, la Société bénéficie de crédits d'impôt recherche et de TVA. Les délais de remboursement de ces crédits peuvent varier en fonction de contraintes propres à l'Administration Fiscale.

Le crédit d'impôt recherche 2011 est imputable sur l'impôt à payer par le Groupe ou remboursé au terme de la troisième année. Compte tenu de sa situation fiscale déficitaire, le Groupe a inscrit le crédit d'impôt recherche correspondant en « Autres créances – Part non courante » considérant que ce crédit d'impôt ne serait pas remboursé dans le délai d'un an.

13. Capital et prime d'émission

Les variations du nombre d'actions, du capital et des primes d'émission se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars, sauf nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Total
Au 1er janvier 2011	5 419 405	11 342	134 873	146 215
Division du nominal des actions par 4	16 258 215	-	-	-
Augmentation de capital	46 704	27	238	265
Souscription de BSA	-	-	169	169
Frais externes liés au projet d'introduction en bourse	-	-	(2 103)	(2 103)
Au 30 septembre 2011	21 724 324	11 369	133 177	144 546
Au 30 septembre 2010	5 233 434	10 954	130 866	141 820

Sur la période arrêtée le 30 septembre 2010, la Société a procédé à trois augmentations de capital, portant le nombre d'actions de 2 798 458 à 5 233 434 par l'émission de 2 434 976 actions nouvelles. Ces opérations ont conduit à une augmentation de 5 036 milliers de dollars du capital social et à une augmentation de 54 554 milliers de dollars de la prime d'émission.

Sur la période arrêtée le 30 septembre 2011 par décision de l'assemblée générale du 11 mai 2011, la valeur nominale des actions a été divisée par 4 afin de la ramener de 1,60 euro à 0,40 euro et, par voie de conséquence, de multiplier le nombre des actions composant le capital social par 4 afin de le porter de 5 419 405 actions à 21 677 620 actions.

La Société a également procédé à une augmentation de capital dans le cadre de l'exercice de bons de souscription d'action « BSA », par l'émission de 46 704 actions nouvelles. Cette opération a conduit à une augmentation du capital social de 27 milliers de dollars et de 238 milliers de dollars de la prime d'émission.

Le nombre total d'actions ordinaires émises s'élève à 21 724 324 actions au 30 septembre 2011 (5 419 405 actions au 31 décembre 2010). Chaque action a une valeur nominale de 0,40 €. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les coûts externes nets d'effet d'impôt engagés sur la période arrêtée au 30 septembre 2011 et directement liés au projet d'introduction en bourse sont comptabilisés en déduction de la prime d'émission dès lors qu'ils concernent l'émission de nouvelles actions et que le succès du projet est probable.

14. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

En milliers de dollars	30 septembre	
	31 décembre 2010	2011
Non courant		
Contrats de location-financement	215	686
	215	686
Courant		
Contrats de location-financement	256	501
Découverts bancaires	-	-
	471	1 187

15. Provisions pour autres passifs

Les provisions pour autres passifs se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars	Litiges salariés	Litiges clients	Autres	Total
Au 1er janvier 2011	213	397	75	685
Impact sur le compte de résultat				
- Dotation aux provisions	-	-	-	-
- Reprises de provisions non utilisées	-	(175)	(12)	(187)
- Reprises de provisions utilisées	-	(118)	-	(118)
Ecart de conversion	3	2	-	5
Au 30 septembre 2011	216	106	63	385

Litiges sociaux

Le Groupe est sujet à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction du Groupe considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière consolidée du Groupe, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

16. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars	Période de 9 mois close le	
	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Frais de recherche et développement	11 399	31 434
Paiements fondés sur des actions	382	252
Crédit d'impôt recherche	(2 640)	(5 340)
Subventions	(557)	(150)
Total	8 584	26 196

Le crédit d'impôt recherche varie en fonction de l'effort de recherche correspondant, celui-ci pouvant fluctuer de manière significative suivant les périodes en fonction de la nature et de l'avancement des projets en cours et des subventions encaissées.

17. Autres produits / (charges) opérationnels, nets

Les autres produits / (charges) opérationnels, nets se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars	Période de 9 mois close le	
	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Frais externes attribuables à l'acquisition de SMS	(1 319)	-
Coûts de restructuration liés à l'acquisition de SMS	(30)	(366)
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	-	(1 713)
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente	-	829
Gain sur cession d'actifs	-	-
Total	(1 349)	(1 249)

La direction du Groupe revoit de manière régulière ses prévisionnels d'activité et peut ainsi être amenée à constater d'éventuelles dépréciations d'actifs lorsqu'il apparait que leur valeur d'utilité découlant des flux de trésorerie prévisionnels futurs est inférieure à leur valeur nette comptable. Sur la période close le 30 septembre 2011, le Groupe a constaté des dépréciations d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS correspondant à certains masques (1 100 milliers de dollars) et à une salle blanche non utilisée comme telle (613 milliers de dollars). Parallèlement, le Groupe a ajusté le passif sur accord de licence dont la valeur dépend de l'activité future (829 milliers de dollars).

18. Produits / (charges) financiers, nets

Les produits / (charges) financiers, nets se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars	Période de 9 mois close le	
	30 septembre 2010	30 septembre 2011
Pertes de changes	(2 876)	(3 551)
Intérêts financiers	(24)	(465)
Charges financières	(2 900)	(4 016)
Gains de change	2 981	6 464
Intérêts financiers	124	66
Produits financiers	3 105	6 530
Résultat financier	205	2 513

Les gains de change correspondent principalement aux gains de change réalisés sur des opérations dénouées sur le période ainsi qu'à l'impact de la réévaluation en dollar au taux de clôture d'éléments d'actifs libellés en euros ou livres sterling, dont, notamment, les crédits d'impôt recherche, de TVA et une partie de la trésorerie.

19. Résultat par action

(a) De base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice :

	Période de 9 mois close le	
	30 septembre	30 septembre
	2010	2011
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers de dollars)	(7 944)	(18 132)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulations	11 821 533	21 696 336
Résultat net par action (en dollar)	(0,67)	(0,84)

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulations au 30 septembre 2010 a été déterminé en appliquant les mêmes modalités de division de la valeur nominale de l'action par 4 que sur la période arrêtée au 30 septembre 2011.

La variation du résultat par action provient essentiellement des augmentations de capital réalisées en cours d'année qui impactent le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

(b) Dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Le Groupe possède trois catégories d'actions ordinaires et de titres ayant un effet potentiellement dilutif : des actions gratuites, des bons de souscription et des options sur actions.

Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées :

	Période de 9 mois close le	
	30 septembre	30 septembre
	2010	2011
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	11 821 533	21 696 336
Ajustements		
- Actions gratuites	-	-
- Bons de souscription d'actions	34 132	34 132
- Options sur actions	187 620	187 620
Application de la « treasury method »	(146 092)	(157 506)
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	11 897 193	21 760 582
Résultat dilué par action (en dollar)	(0,67)	(0,83)

L'acquisition par les bénéficiaires des actions gratuites, bons de souscription et options sur actions dans le cadre de certains plans en cours est conditionnée à la survenance d'un événement de liquidité (introduction en bourse ou cession majoritaire). Cet événement n'étant pas intervenu à la date de clôture de l'exercice, les actions gratuites, bons de souscription et options sur actions relatifs aux plans en cours d'attribution concerné n'ont pas été pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action.

Pour les besoins du tableau ci-dessus, les bons de souscription et les options sur actions sont prises en compte dans le calcul du résultat par action dilué par application de la « *treasury method* ». Cette méthode consiste à affecter le produit résultant de l'exercice des bons de souscription et des options sur actions pour racheter des actions ordinaires en circulation.

Lorsque la conversion des options a pour effet de porter la perte diluée par action à un montant supérieur à la perte de base par action, l'effet de la dilution n'est pas pris en compte.

20. Engagements

(a) Investissements

Les acquisitions d'immobilisations engagées mais non encore réalisées à la date d'arrêté sont détaillées ci-après :

En milliers de dollars	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Equipement	72	93
Licences	-	-
	72	93

(b) Engagements au titre des contrats de location simple

Le Groupe loue des bureaux dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. La majorité de ces contrats de location sont renouvelables à la fin de la période de location aux prix du marché.

Le Groupe loue également certains équipements sous des contrats de locations résiliables.

Les paiements futurs minimum concernant les contrats de location non résiliables sont les suivants :

En milliers de dollars	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Location financement - paiements futurs minimum		
A moins d'un an	2 089	1 441
Entre 1 et 5 ans	8 946	1 656
A plus de cinq ans	3 794	-
	14 829	3 097

(c) Autres engagements

En milliers de dollars	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Engagements d'achat de wafers à LFoundry	77 668	55 640
Contrat de location financement signé - Matériel non reçu	416	238
Cautions données	1 386	390
	79 470	56 268

Dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation, le Groupe s'est engagé à reprendre certains engagements d'Atmel Corporation d'acheter un nombre minimum de *wafers* à la société LFoundry sur une base annuelle dégressive pendant 36 mois à compter de la date d'acquisition, à un prix déterminé à l'avance.

21. Transactions avec les parties liées

Trois membres du conseil de surveillance de la Société ont été également administrateurs de la société Mobiwire (anciennement Sagem Wireless, aujourd'hui en liquidation) durant la période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2011. Le Groupe a réalisé des transactions avec Mobiwire sur la période

arrêtée au 30 septembre 2011. Chacune des transactions, dont le montant n'est pas significatif, a été négociée sans l'implication personnelle des membres du conseil de surveillance concernés et la direction du Groupe estime qu'elles ont été conclues avec suffisamment d'indépendance et conformément à des conditions normales de marché.

Le Groupe achète des prestations de conseil et d'audit à la société Leyton & Associés, dont le Groupe et Leyton & Associés ont pour actionnaire commun la société d'investissement GIMV. Ces prestations ont été conclues à des conditions normales de marché, sans l'implication de l'actionnaire commun, et se sont élevées à 194 milliers de dollars et 330 milliers de dollars pour les périodes de 9 mois arrêtées les 30 septembre 2011 et 2010, respectivement.

22. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est apparu après la clôture des comptes au 30 septembre 2011.

23. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés arrêtés au 30 septembre 2011 et au 31 décembre 2010 comprennent les comptes d'Inside Secure, la société mère, ainsi que ceux des entités suivantes :

Pays	Société	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Etats-Unis	Inside Secure Corporation	100%	100%
Singapour	Inside Secure (Asia) Pte Ltd	100%	100%
Pologne	Inside Secure Sp.z.o.o.	100%	100%
France	Vault-IC France SAS	100%	100%
Ecosse	Vault-IC UK Ltd	100%	100%

20.5 **Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes**

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires (Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 septembre 2011)

Aux Membres du Directoire
Inside Secure
41 Parc Club du Golf
13856 Aix-en-Provence

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Inside Secure et en réponse à votre demande dans le cadre de la préparation de l'Actualisation du Document de base pour enregistrement auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons procédé à un examen limité des comptes consolidés intermédiaires de la société Inside Secure, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 septembre 2011 (ci après « les Comptes »), tels qu'ils figurent aux pages 57 à 76 de l'Actualisation du Document de base.

Ces Comptes ont été établis sous la responsabilité du Directoire pour les besoins de l'Actualisation du Document de base. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Neuilly sur Seine et Aix-en-Provence, le 6 janvier 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Antoine Olanda

Philippe Willemin
Associé

20.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Cette section du Document de Base est complétée des informations suivantes et demeure, pour le reste, inchangée.

La Société fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010. La Société n'a pas reçu de notification à la date de la présente actualisation du Document de Base.

A la date de la présente actualisation du Document de Base, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou du Groupe.

Au 30 septembre 2011, la Société a constitué des provisions au titre des litiges pour un montant de 385 milliers de dollars se répartissant de la manière suivante :

- 216 milliers de dollars au titre de divers contentieux prud'homaux ; et
- 169 milliers de dollars au titre de contentieux commerciaux.

21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 Capital social

La section 21.1 est mise à jour de la manière suivante afin, essentiellement, de prendre en compte (i) la caducité de certaines options de souscription d'actions en raison du départ du Groupe de leurs titulaires, (ii) le nouveau taux de conversion des actions de préférence de catégorie D en actions ordinaires fixé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 20 janvier 2012 conformément à ses statuts, et (iii) les nouvelles délégations financières votées par cette même assemblée.

21.1.1 Montant du capital social

À la date de la présente actualisation du Document de Base, le capital social de la Société s'élève à 8 689 729,60 euros, divisé en 21 724 324 actions, de 0,40 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées. Les actions se répartissent en 2 914 292 actions ordinaires, 2 438 504 actions de préférence de catégorie A, 2 792 340 actions de préférence de catégorie B, 3 151 236 actions de préférence de catégorie C et 10 427 952 actions de préférence de catégorie D.

L'ensemble des actions de préférence seront converties en actions ordinaires concomitamment à la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, sous réserve que la Société lève à cette occasion au moins 35 millions d'euros (prime d'émission incluse, mais net de tout frais, commission et honoraires) sur la base d'une valorisation *pré-money* d'au moins 160 millions d'euros (l'« Introduction Qualifiée »).

En supposant une Introduction Qualifiée, le capital de la Société serait porté à 9 269 387,20 euros, divisé en 23 173 468 actions ordinaires, de 0,40 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées, à la suite de cette conversion en actions ordinaires, mais sans tenir compte des actions émises lors de l'introduction.

La description des titres de capital et autres valeurs mobilières et instruments donnant accès au capital social de la Société figurant dans la présente section 21.1 suppose que la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris sera une Introduction Qualifiée. La note d'opération comprendra une mise à jour de la présente section si tel ne devait pas être le cas.

21.1.2 Titres non représentatifs du capital

Néant.

21.1.3 Acquisition par la Société de ses propres actions

À la date de la présente actualisation, la Société ne détient aucune de ses actions et aucune action de la Société n'est détenue pour son compte.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 20 janvier 2012 a autorisé le directoire à mettre en œuvre, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'assemblée, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, sous la condition suspensive non rétroactive de l'Introduction Qualifiée. Les principaux termes de cette autorisation sont les suivants :

- nombre maximum d'actions pouvant être achetées : 10% du nombre total d'actions, à quelque moment que ce soit, étant précisé que, lorsque les actions sont acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et lorsqu'elles le sont en vue de leur

conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne peut excéder 5% du nombre total d'actions ;

- objectifs des rachats d'actions :
 - assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure le cas échéant avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la charte de l'Association française des marchés financiers (AMAFI) du 8 mars 2011 ;
 - honorer des obligations liées à des programmes d'options d'acquisition d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
 - remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
 - annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées ;
- prix d'achat maximum (hors frais et commission) : 200% du prix par action qui sera retenu pour l'introduction en bourse de la Société.

21.1.4 Capital potentiel

A la date de la présente actualisation du Document de Base, les valeurs mobilières et autres instruments en cours de validité ouvrant droit à une quote-part du capital sont les suivants. L'exercice de la totalité de ces valeurs mobilières et instruments et l'acquisition de la totalité des actions gratuites résulteraient en l'émission de 3 070 074 actions ordinaires de la Société supplémentaires.

(a) Bons de souscription d'actions

Les principales caractéristiques des bons de souscription d'actions (les « BSA ») émis par la Société et en cours de validité, telles qu'elles seront applicables à la date de l'Introduction Qualifiée, figurent dans le tableau qui suit.

<u>Désignation des BSA</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>Nombre total de BSA</u>	<u>Nombre maximum d'actions issues des BSA⁽¹⁾</u>	<u>Prix unitaire de souscription des actions issues des BSA</u>	<u>Calendrier d'exercice des BSA⁽²⁾</u>	<u>Date limite d'exercice des BSA</u>
BSA 2005-1	16 juin 2005	1	43 332	5,77 €	exerçables en totalité	8 juillet 2015
BSA 2005-3	16 juin 2005	1	52 000	5,77 €	exerçables en totalité	8 juillet 2015
BSA 2005-5	20 octobre 2005	3 933	15 732	3,9425 €	exerçables en totalité sous réserve que le titulaire ait été membre du conseil de surveillance dans les 36 mois précédant leur exercice	20 octobre 2015
BSA 2006-2	31 juillet 2006	4 600	18 400	3,9425 €	exerçables en totalité	20 novembre 2016
BSA 2007-2	30 août 2007	2 205	8 820	7,055 €	exerçables en totalité	4 juin 2019
BSA 2007-3	21 septembre 2007	1 000	4 000	7,055 €	exerçables en totalité	13 juin 2018
	21 septembre 2007	1 000	4 000	7,055 €	exerçables en totalité	3 juillet 2018
BSA 2007-4	30 août 2007	750	3 000	7,055 €	exerçables en totalité	6 novembre 2017
	18 décembre 2008	750	3 000	7,055 €	exerçables en totalité	4 mai 2019
BSA 2007-5	21 décembre 2007	2 000	8 000	10,0525 €	exerçables en totalité	22 août 2018
BSA 8	18 décembre 2008	3 200	12 800	10,0525 €	exerçables en totalité	24 mars 2019
BSA 12	1 ^{er} octobre 2010	50 000	226 878	4,75 €	exerçables en totalité	1 ^{er} octobre 2015
BSA 13	29 décembre 2010	12 500	50 000	4,75 €	variable selon les titulaires ⁽³⁾	29 décembre 2015
		81 940	449 962			

(1) L'ensemble des BSA donnera droit à la souscription d'actions ordinaires sous réserve que la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris soit une Introduction Qualifiée (soit notamment qu'elle soit réalisée sur la base d'un prix par action au moins égal à 6,375 euros).

(2) Il est pris pour hypothèse la réalisation d'une Introduction Qualifiée.

(3) Le nombre de BSA 13 exerçables est fonction, selon les titulaires, de leur participation aux réunions du conseil de surveillance au cours de la période du 1^{er} juillet 2008 au 31 décembre 2012, de leur qualité de membre de l'advisory board de la Société au cours de la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2012, ou encore de leur collaboration avec la Société en qualité de consultant entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2011. Sous réserve de la satisfaction de ces critères, les BSA 13 peuvent être exercés au fur et à mesure, dans des proportions variables pour chaque titulaire (en totalité à compter du 31 décembre 2012).

Les principales caractéristiques des BSA émis au profit des membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société, telles qu'elles seront à la date de l'Introduction Qualifiée, figurent dans le tableau qui suit.

Nom et prénom	Mandat	Désignation des BSA	Date d'émission	Nombre total de BSA	Nombre maximum d'actions issues des BSA ⁽¹⁾	Prix unitaire de souscription des actions issues des BSA	Calendrier d'exercice des BSA ⁽²⁾	Date limite d'exercice des BSA
Rémy de Tonnac	président du directoire	BSA 2005-5	20 octobre 2005	3 933	15 732	3,9425 €	exerçables en totalité sous réserve que le titulaire ait été membre du conseil de surveillance dans les 36 mois précédant leur exercice	20 octobre 2015
Rémy de Tonnac	président du directoire	BSA 12	1 ^{er} octobre 2010	18 500	83 945	4,75 €	exerçables en totalité	1 ^{er} octobre 2015
Pascal Didier	directeur général	BSA 12	1 ^{er} octobre 2010	9 000	40 838	4,75 €	exerçables en totalité	1 ^{er} octobre 2015
Richard Vacher Detournière	membre du directoire	BSA 12	1 ^{er} octobre 2010	14 500	65 795	4,75 €	exerçables en totalité	1 ^{er} octobre 2015
Charles Stanley Walton	membre du directoire	BSA 12	1 ^{er} octobre 2010	8 000	36 300	4,75 €	exerçables en totalité	1 ^{er} octobre 2015
Patrick Schwager Jones	membre du conseil de surveillance	BSA 2006-2	31 juillet 2006	4 600	18 400	3,9425 €	exerçables en totalité	20 novembre 2016
		BSA 13	29 décembre 2010	2 000	8 000	4,75 €	variable selon les titulaires ⁽³⁾	29 décembre 2015
Ronald Black	membre du conseil de surveillance	BSA 2007-2	30 août 2007	2 205	8 820	7,055 €	exerçables en totalité	4 juin 2019
		BSA 13	29 décembre 2010	2 000	8 000	4,75 €	variable selon les titulaires ⁽³⁾	29 décembre 2015
Glenn Collinson	membre du conseil de surveillance	BSA 8	18 décembre 2008	3 200	12 800	10,0525 €	exerçables en totalité	24 mars 2019
		BSA 13	29 décembre 2010	5 000	20 000	4,75 €	variable selon les titulaires ⁽³⁾	29 décembre 2015
				72 938	318 630			

(1) L'ensemble des BSA donnera droit à la souscription d'actions ordinaires sous réserve que la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris soit une Introduction Qualifiée (soit notamment qu'elle soit réalisée sur la base d'un prix par action au moins égal à 6,375 euros).

(2) Il est pris pour hypothèse la réalisation d'une Introduction Qualifiée.

(3) Le nombre de BSA 13 exerçables est fonction, selon les titulaires, de leur participation aux réunions du conseil de surveillance au cours de la période du 1^{er} juillet 2008 au 31 décembre 2012, de leur qualité de membre de l'advisory board de la Société au cours de la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2012, ou encore de leur collaboration avec la Société en qualité de consultant entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2011. Sous réserve de la satisfaction de ces critères, les BSA 13 peuvent être exercés au fur et à mesure, dans des proportions variables pour chaque titulaire (en totalité à compter du 31 décembre 2012).

(b) Attributions gratuites d'actions

A la date de la présente actualisation du Document de Base, le directoire de la Société a attribué un total de 431 437 actions gratuites (avant la division de la valeur nominale par 4 décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2011) au bénéfice des salariés et dirigeants de la Société et de son Groupe, dans le cadre d'autorisations consenties par les assemblées générales des actionnaires des 16 juin 2005, 20 octobre 2005, 30 juin 2008 et 30 juin 2010.

A la date de la présente actualisation du Document de Base, compte tenu de leurs termes, 58 153 actions (soit 232 612 après division de la valeur nominale par 4) ont d'ores et déjà été définitivement acquises, 1 979 actions (soit 7 916 après division de la valeur nominale par 4) sont devenues caduques et 371 305 actions (soit 1 485 220 après division de la valeur nominale par 4) sont en cours d'acquisition.

Les principales caractéristiques de ces plans d'actions gratuites, telles qu'elles seront en vigueur à la date de l'Introduction Qualifiée, figurent dans le tableau qui suit.

<u>Date de l'assemblée ayant autorisé l'attribution</u>	<u>Date d'attribution par le directoire</u>	<u>Nombre d'actions attribuées (en tenant compte de la division de la valeur nominale par 4)</u>	<u>Nombre d'actions caduques (en tenant compte de la division de la valeur nominale par 4)</u>	<u>Nombre d'actions acquises (en tenant compte de la division de la valeur nominale par 4)</u>	<u>Nombre d'actions en cours d'acquisition (en tenant compte de la division de la valeur nominale par 4)</u>	<u>Date d'acquisition</u>	<u>Durée de la période de conservation⁽⁵⁾</u>
16 juin 2005	28 juillet 2005	92 184	0	0	92 184	introduction plus un mois ⁽¹⁾	2 ans
		21 016	0	21 016	0	28 juillet 2007	2 ans
16 juin 2005	28 juillet 2005	112 600	544	0	112 056	introduction plus un mois ⁽²⁾	2 ans
		25 664	0	25 664	0	28 juillet 2007	2 ans
20 octobre 2005	17 février 2006	83 092	6 088	44 840	0	17 février 2008	2 ans
				16 192		17 février 2009	2 ans
				15 972		17 février 2010	2 ans
20 octobre 2005	17 février 2006	56 264	1 284	0	54 980	introduction plus un mois ⁽³⁾	2 ans
		12 832	0	12 832	0	17 février 2008	2 ans
20 octobre 2005	2 juin 2006	76 096	0	38 048	0	2 juin 2008	2 ans
				19 024		2 juin 2009	2 ans
				19 024		2 juin 2010	2 ans
30 juin 2008	3 novembre 2008	20 000	0	20 000	0	3 novembre 2010	2 ans
30 juin 2010	16 décembre 2010	1 116 000	0	0	1 116 000	16 décembre 2012 ⁽⁴⁾	2 ans
		110 000	0	0	110 000	16 décembre 2014 ⁽⁴⁾	2 ans
		1 725 748	7 916	232 612	1 485 220		

- (1) Les actions seront définitivement acquises en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, le nombre d'actions alors acquises étant fonction du prix « P » par action retenu dans le cadre de ce transfert ou de cette introduction en bourse :
- 50% des actions seront acquises si « P » est compris entre 6,375 euros (prix minimum pour que l'introduction soit considérée comme une Introduction Qualifiée) et 7,50 euros (compris) ;
 - 75% des actions seront acquises si « P » est compris entre 7,50 euros (non compris) et 9,375 euros (compris) ; et
 - 100% des actions seront acquises si « P » est strictement supérieur à 9,375 euros.
- (2) Les actions seront définitivement acquises en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, le nombre d'actions alors acquises étant fonction du prix « P » par action retenu dans le cadre de ce transfert ou de cette introduction en bourse :
- aucune action ne sera acquise si « P » est inférieur ou égal à 11,2525 euros ;
 - 37,50% des actions seront acquises si « P » est compris entre 11,2525 euros (non compris) et 13,0625 euros (compris) ;
 - 75% des actions seront acquises si « P » est compris entre 13,0625 euros (non compris) et 14,375 euros (compris) ; et
 - 100% des actions seront acquises si « P » est strictement supérieur à 14,375 euros.
- (3) Les actions seront définitivement acquises en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, le nombre d'actions alors acquises étant fonction du prix « P » par action retenu dans le cadre de ce transfert ou de cette introduction en bourse :
- aucune action ne sera acquise si « P » est inférieur ou égal à 14,3775 euros
 - 25% des actions seront acquises si « P » est compris entre 14,3775 euros (non compris) et 15,9375 euros (compris) ; et
 - 100% des actions seront acquises si « P » est strictement supérieur à 15,9375 euros.
- (4) 50% des actions seront définitivement acquises à leurs titulaires à l'issue de la période d'acquisition (en 2012 ou 2014, selon le cas) si l'Introduction Qualifiée de la Société intervient au cours de l'année 2012 à un prix d'au moins 6,375 euros, le solde si elle intervient à un prix d'au moins 7,25 euros.
- (5) La période de conservation débute à compter de la date d'acquisition des actions gratuites.

Les principales caractéristiques des actions gratuites attribuées aux membres du directoire de la Société, telles qu'elles seront à la date de l'Introduction Qualifiée, figurent dans le tableau qui suit.

Nom et prénom	Mandat	Date du plan	Nombre d'actions attribuées (en tenant compte de la division de la valeur nominale par 4)	Nombre d'actions acquises (en tenant compte de la division de la valeur nominale par 4)	Nombre d'actions en cours d'acquisition (en tenant compte de la division de la valeur nominale par 4)	Date d'acquisition	Durée de période de conservation	Nombre d'actions à conserver pendant l'exercice du mandat
Rémy de Tonnac	président du directoire	2 juin 2006	76 096	38 048	0	2 juin 2008	2 ans	-
		16 décembre 2010	316 000	19 024 19 024 0	316 000	2 juin 2009 2 juin 2010 16 décembre 2012	2 ans 2 ans 2 ans	- - 10%
Pascal Didier	directeur général	28 juillet 2005	9 392	0	9 392	introduction plus un mois ⁽¹⁾	2 ans	-
		28 juillet 2005	11 472	0	11 472	introduction plus un mois ⁽²⁾	2 ans	-
		17 février 2006	6 960	3 480	0	17 février 2008	2 ans	-
				1 740	0	17 février 2009	2 ans	-
				1 740	0	17 février 2010	2 ans	-
		17 février 2006 16 décembre 2010	5 736 64 000	0 0	5 736 64 000	introduction plus un mois ⁽³⁾ 16 décembre 2012	2 ans 2 ans	- 10%
Richard Vacher Detournière	membre du directoire	3 novembre 2008	20 000	20 000	0	3 novembre 2010	2 ans	10%
		16 décembre 2010	106 000	0	106 000	16 décembre 2012	2 ans	10%
Charles Stanley Walton	membre du directoire	16 décembre 2010	156 000	0	156 000	16 décembre 2012 ⁽⁴⁾	2 ans	10%
Christian Fleutelot	membre du directoire	16 décembre 2010	72 000	0	72 000	16 décembre 2012 ⁽⁴⁾	2 ans	10%
			843 656	103 056	740 600			

- (1) Les actions seront définitivement acquises en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, le nombre d'actions alors acquises étant fonction du prix « P » par action retenu dans le cadre de ce transfert ou de cette introduction en bourse :
- 50% des actions seront acquises si « P » est compris entre 6,375 euros (prix minimum pour que l'introduction soit considérée comme une Introduction Qualifiée) et 7,50 euros (compris) ;
 - 75% des actions seront acquises si « P » est compris entre 7,50 euros (non compris) et 9,375 euros (compris) ; et
 - 100% des actions seront acquises si « P » est strictement supérieur à 9,375 euros.
- (2) Les actions seront définitivement acquises en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, le nombre d'actions alors acquises étant fonction du prix « P » par action retenu dans le cadre de ce transfert ou de cette introduction en bourse :
- aucune action ne sera acquise si « P » est inférieur ou égal à 11,2525 euros ;
 - 37,50% des actions seront acquises si « P » est compris entre 11,2525 euros (non compris) et 13,0625 euros (compris) ;
 - 75% des actions seront acquises si « P » est compris entre 13,0625 euros (non compris) et 14,375 euros (compris) ; et
 - 100% des actions seront acquises si « P » est strictement supérieur à 14,3775 euros.
- (3) Les actions seront définitivement acquises en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, le nombre d'actions alors acquises étant fonction du prix « P » par action retenu dans le cadre de ce transfert ou de cette introduction en bourse :
- aucune action ne sera acquise si « P » est inférieur ou égal à 14,3775 euros
 - 25% des actions seront acquises si « P » est compris entre 14,3775 euros (non compris) et 15,9375 euros (compris) ; et
 - 100% des actions seront acquises si « P » est strictement supérieur à 15,9375 euros.
- (4) 50% des actions seront définitivement acquises à leurs titulaires à l'issue de la période d'acquisition (en 2012 ou 2014, selon le cas) si l'Introduction Qualifiée de la Société intervient au cours de l'année 2012 à un prix d'au moins 6,375 euros, le solde si elle intervient à un prix d'au moins 7,25 euros.

(c) Options d'achat ou de souscription d'actions

A la date de la présente actualisation du Document de Base, le directoire de la Société a attribué un total de 371 483 options, donnant chacune droit à la souscription de 4 actions ordinaires de la Société, au bénéfice des salariés et dirigeants de son Groupe, dans le cadre d'autorisations consenties par les assemblées générales des actionnaires des 16 juin 2005, 20 octobre 2005, 2 juin 2006, 19 juin 2007 et 30 juin 2008.

A la date de la présente actualisation du Document de Base, 210 options de souscription d'actions ont d'ores et déjà été levées par leurs titulaires, 87 550 options de souscription d'actions sont devenues caduques et 283 723 options de souscription d'actions sont en cours de validité.

Les principales caractéristiques de ces plans d'options de souscription d'actions, telles qu'elles seront en vigueur à la date de l'Introduction Qualifiée, figurent dans le tableau qui suit.

<u>Désignation du plan</u>	<u>Date d'attribution</u>	<u>Nombre d'options attribuées</u>	<u>Nombre d'options caduques</u>	<u>Nombre d'options levées</u>	<u>Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites</u>	<u>Prix unitaire de souscription des actions</u>	<u>Calendrier d'exercice des options</u>	<u>Date d'expiration de la période d'indisponibilité</u>	<u>Date limite d'exercice des options</u>
Options 2005-1 (P 3)	28 juillet 2005	28 300	5 704	0	90 384	0,40 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur à 25 euros ⁽¹⁾	28 juillet 2009	16 juin 2015
Options 2005-1 (P 4)	28 juillet 2005	25 560	5 152	0	81 632	0,40 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur à 30 euros ⁽²⁾	28 juillet 2009	16 juin 2015
Options 2005-2	17 février 2006	24 227	1 678	210	89 356	3,9425 €	exerçables en totalité	17 février 2010	20 octobre 2015
Options 2005-2	2 juin 2006	12 976	0	0	51 904	3,9425 €	exerçables en totalité ⁽³⁾	2 juin 2010	20 octobre 2015
Options 2006-1	2 juin 2006	67 200	4 300	0	251 600	3,9425 €	exerçables en totalité ⁽³⁾	2 juin 2010	2 juin 2016
Options 2006-1	2 juin 2006	1 100	0	0	4 400	3,9425 €	exerçables en totalité	2 juin 2010	2 juin 2016
Options 2006-1	2 février 2007	23 375	16 075	0	29 200	7,055€	exerçables en totalité ⁽³⁾	2 février 2011	2 juin 2016
Options 2006-1	2 février 2007	2 925	0	0	11 700	7,055€	exerçables en totalité	2 février 2011	2 juin 2016
Options 2007-1-A	4 août 2007	75 378	16 195	0	236 732	7,055€	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	4 août 2011	19 juin 2017
Options 2007-1-A	4 août 2007	3 084	0	0	12 336	7,055€	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽⁴⁾	4 août 2011	19 juin 2017
Options 2007-1-B	4 août 2007	47 458	22 946	0	98 048	7,055€	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁶⁾	4 août 2011	19 juin 2017
Options 2007-1-A	21 septembre 2007	1 100	0	0	4 400	7,055€	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾	21 septembre 2011	19 juin 2017
Options 2007-1-C	22 février 2008	13 000	4 500	0	34 000	10,0525 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	22 février 2012	19 juin 2017
Options 2007-1-D	25 février 2008	12 700	0	0	50 800	10,0525 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	25 février 2012	19 juin 2017
Options 2007-1-E	3 novembre 2008	5 000	4 000	0	4 000	10,0525 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	3 novembre 2012	19 juin 2017

<u>Désignation du plan</u>	<u>Date d'attribution</u>	<u>Nombre d'options attribuées</u>	<u>Nombre d'options caduques</u>	<u>Nombre d'options levées</u>	<u>Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites</u>	<u>Prix unitaire de souscription des actions</u>	<u>Calendrier d'exercice des options</u>	<u>Date d'expiration de la période d'indisponibilité</u>	<u>Date limite d'exercice des options</u>
Options 2007-1-F	3 novembre 2008	15 200	0	0	60 800	10,0525 €	exerçables par tranches égales de 950 options à l'issue de chaque trimestre écoulé à compter du 1 ^{er} octobre 2008 <small>(3) (6)</small>	3 novembre 2012	19 juin 2017
Options 2006-1-B	3 novembre 2008	5 400	0	0	21 600	10,0525 €	exerçables par tranches égales de 337 options à l'issue de chaque trimestre écoulé à compter du 1 ^{er} octobre 2008 <small>(3) (6)</small>	3 novembre 2012	2 juin 2016
Options 2008-1	3 novembre 2008	7 500	7 000	0	2 000	10,0525 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ^{(3) (4) (5)}	3 novembre 2012	30 juin 2018
		371 483	87 550	210	1 134 892				

- (1) Les options pourront être levées en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, sous réserve que le prix par action retenu dans le cadre de ces opérations excède 25 euros.
- (2) Les options pourront être levées en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, sous réserve que le prix par action retenu dans le cadre de ces opérations excède 30 euros.
- (3) La levée des options est subordonnée, selon le cas, à la qualité de salarié ou de mandataire social de la Société à la date de la levée ou à la réalisation d'objectifs définis par le directoire.
- (4) Les options pourront être levées en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, sous réserve que le prix par action retenu dans le cadre de ces opérations est supérieur ou égal à 8,465 euros
- (5) Le nombre d'options pouvant être levées est fonction du nombre de trimestres au cours desquels le bénéficiaire aura été salarié ou mandataire social de la Société, apprécié sur une période de 4 ans.
- (6) Le nombre d'options pouvant être levées est fonction du nombre de trimestres au cours desquels le bénéficiaire aura été salarié ou mandataire social de la Société, apprécié sur une période de 4 ans et, par exception, en totalité en cas de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) pour autant que le bénéficiaire exerce des fonctions au sein du Groupe à la date dudit transfert.

Les principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions attribuées aux membres du directoire de la Société, telles qu'elles seront à la date de l'Introduction Qualifiée, figurent dans le tableau qui suit.

<u>Mandataires sociaux</u>	<u>Désignation du plan</u>	<u>Date d'attribution</u>	<u>Nombre d'options attribuées</u>	<u>Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites</u>	<u>Prix unitaire de souscription des actions</u>	<u>Calendrier d'exercice des options</u>	<u>Date d'expiration de la période d'indisponibilité</u>	<u>Nombre d'actions à conserver pendant l'exercice du mandat</u>	<u>Date limite d'exercice des options</u>
Rémy de Tonnac (président du directoire)	Options 2005-2	2 juin 2006	12 976	51 904	3,9425 €	exerçables en totalité ⁽³⁾	2 juin 2010	-	20 octobre 2015
	Options 2006-1	2 juin 2006	12 000	48 000	3,9425 €	exerçables en totalité ⁽³⁾	2 juin 2010	-	2 juin 2016
	Options 2007-1-B	4 août 2007	20 100	80 400	7,055 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁶⁾	4 août 2011	50%	19 juin 2017
Pascal Didier (directeur général)	Options 2005-1 (P 3)	28 juillet 2005	2 348	9 392	0,40 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 25 euros ⁽¹⁾	28 juillet 2009	-	16 juin 2015
	Options 2005-1 (P 4)	28 juillet 2005	2 121	8 484	0,40 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 30 euros ⁽²⁾	28 juillet 2009	-	16 juin 2015
	Options 2005-2	17 février 2006	1 260	5 040	3,9425 €	exerçables en totalité	17 février 2010	-	20 octobre 2015
	Options 2006-1	2 juin 2006	5 000	20 000	3,9425 €	exerçables en totalité ⁽³⁾	2 juin 2010	-	2 juin 2016
	Options 2007-1-B	4 août 2007	4 412	17 648	7,055 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁶⁾	4 août 2011	50%	19 juin 2017
Charles Stanley Walton (membre du directoire)	Options 2005-2	17 février 2006	8 000	32 000	3,9425 €	exerçables en totalité	17 février 2010	-	20 octobre 2015
	Options 2006-1	2 juin 2006	3 200	12 800	3,9425 €	exerçables en totalité ⁽³⁾	2 juin 2010	-	2 juin 2016
	Options 2007-1-A	4 août 2007	5 189	20 756	7,055 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	4 août 2011	-	19 juin 2017

<u>Mandataires sociaux</u>	<u>Désignation du plan</u>	<u>Date d'attribution</u>	<u>Nombre d'options attribuées</u>	<u>Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites</u>	<u>Prix unitaire de souscription des actions</u>	<u>Calendrier d'exercice des options</u>	<u>Date d'expiration de la période d'indisponibilité</u>	<u>Nombre d'actions à conserver pendant l'exercice du mandat</u>	<u>Date limite d'exercice des options</u>
	Options 2007-1-C	22 février 2008	5 000	20 000	10,0525 €	exerçables en totalité sous réserve que le prix d'introduction soit supérieur ou égal à 8,465 euros ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	22 février 2012	-	19 juin 2017
Richard Vacher Detournière (membre du directoire)	Options 2006-1-B	3 novembre 2008	5 400	21 600	10,0525 €	exerçables en totalité ⁽³⁾⁽⁶⁾	3 novembre 2012	10%	2 juin 2016
	Options 2007-1-F	3 novembre 2008	15 200	60 800	10,0525 €	exerçables en totalité ⁽³⁾⁽⁶⁾	3 novembre 2012	10%	19 juin 2017
			102 206	408 824					

- (1) Les options pourront être levées en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, sous réserve que le prix par action retenu dans le cadre de ces opérations excède 25 euros.
- (2) Les options pourront être levées en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, sous réserve que le prix par action retenu dans le cadre de ces opérations excède 30 euros.
- (3) La levée des options est subordonnée, selon le cas, à la qualité de salarié ou de mandataire social de la Société à la date de la levée ou à la réalisation d'objectifs définis par le directoire.
- (4) Les options pourront être levées en cas (i) de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) ou (ii) d'introduction en bourse de la Société, sous réserve que le prix par action retenu dans le cadre de ces opérations est supérieur ou égal à 8,465 euros
- (5) Le nombre d'options pouvant être levées est fonction du nombre de trimestres au cours desquels le bénéficiaire aura été salarié ou mandataire social de la Société, apprécié sur une période de 4 ans.
- (6) Le nombre d'options pouvant être levées est fonction du nombre de trimestres au cours desquels le bénéficiaire aura été salarié ou mandataire social de la Société, apprécié sur une période de 4 ans et, par exception, en totalité en cas de transfert de plus de 90% des actions de la Société (y compris sous forme de fusion ou d'apport) pour autant que le bénéficiaire exerce des fonctions au sein du Groupe à la date dudit transfert.

(d) Attribution envisagée d'actions gratuites et d'options

L'assemblée générale des actionnaires de la Société du 20 janvier 2012 a notamment autorisé le directoire de la Société à procéder à l'attribution d'un nombre maximum de 224 470 actions gratuites existantes ou à émettre et/ou options de souscription ou d'achat d'actions au profit des salariés et dirigeants du Groupe (voir section 21.1.5 « Capital autorisé » de la présente actualisation).

Il est envisagé, dans ce cadre, l'attribution par la Société d'un total de 224 470 actions gratuites existantes ou à émettre et/ou options de souscription d'actions au bénéfice de l'ensemble des salariés et dirigeants du Groupe autres que ses cadres dirigeants (en ce compris les membres du directoire de la Société) ayant déjà bénéficié d'une attribution d'actions gratuites le 16 décembre 2010 (voir section 21.1.4(b) « Attribution gratuite d'actions » de la présente actualisation du Document de Base).

S'agissant des actions gratuites qui seraient, le cas échéant, attribuées, la période d'acquisition devrait être de deux ou trois ans, la période de conservation de deux ans, et seule une condition de présence devrait être posée à l'acquisition de ces actions à l'issue de la période d'acquisition.

S'agissant des options de souscription d'actions qui seraient, le cas échéant, attribuées, le prix de souscription devrait être fixé au prix de l'offre retenu dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, et un calendrier d'exercice auquel s'attacherait une seule condition de présence serait défini.

Ces attributions devraient être décidées et leurs termes finalisés (en ce compris le nombre d'actions et/ou d'options attribuées à chaque bénéficiaire) par le directoire de la Société qui se réunira pour décider l'émission des actions nouvelles dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société.

21.1.5 Capital autorisé

Les délégations et autorisations consenties au directoire par l'assemblée générale du 20 janvier 2012 sont synthétisées ci-dessous, étant précisé qu'avant de les utiliser, le directoire devra en soumettre le principe au conseil de surveillance :

	<u>Durée de validité à compter du 20 janvier 2012</u>	<u>Montant nominal maximum (en euros)</u>	<u>Montant nominal maximum commun (en euros)</u>
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription*	26 mois	6 285 121	11 358 111
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription et offre au public ainsi qu'avec la faculté d'instituer un droit de priorité	26 mois	6 105 546	
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit d'investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs*	26 mois	2 514 048, dans la limite de 20% du capital social par période de 12 mois	
Autorisation consentie au directoire en vue de fixer le prix d'émission selon des modalités déterminées par l'assemblée générale en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite de 10% du capital*	26 mois	-	
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital, avec ou sans droit préférentiel de souscription, qui serait décidée en vertu des précédentes délégations	26 mois	dans la limite de 15% de l'émission initiale	
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'émettre des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société*	26 mois	2 514 048	
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces, en dehors d'une offre publique d'échange*	26 mois	1 257 024, dans la limite de 10% du capital social tel qu'existant à la date de l'opération considérée	
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de salariés adhérant au plan d'épargne groupe	18 mois	44 894	
Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital par incorporation de prime, réserves, bénéfices ou autres, par émission et attribution d'actions gratuites ou par élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par emploi conjoint de ces deux procédés*	26 mois	2 000 000	2 000 000
Autorisation consentie au directoire en vue de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions	38 mois	89 788	89 788
Autorisation consentie au directoire en vue de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre	38 mois	89 788	

Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'émettre des bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit (i) de membres du conseil de surveillance en fonction à la date d'attribution, ni salariés ni dirigeants de la Société ou de l'une des ses filiales, et (ii) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société.	18 mois	8 000	
Autorisation consentie au directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions*	18 mois	10% du capital social	10% du capital social
Autorisation consentie au directoire en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions*	18 mois	10% du montant du capital social par période de 24 mois	10% du montant du capital social par période de 24 mois

* Sous la condition suspensive non-rétroactive de la réalisation de l'Introduction Qualifiée.

21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Il n'en existe pas à la date de la présente actualisation du Document de Base, à la connaissance de la Société, à l'exception du pacte d'actionnaires et des engagements contractuels régissant les relations entre les actionnaires de la Société qui seront résiliés concomitamment à la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris sous réserve qu'elle soit une Introduction Qualifiée.

21.1.7 Historique du capital social

(a) Evolution du capital social

La Société a été immatriculée au registre du commerce et des sociétés le 29 décembre 1994, avec un capital initial de 1 620 500 francs.

Le capital social a été ensuite augmenté, à plusieurs reprises, pour atteindre, le 16 juin 2005, 9 581 828,14 euros. Une assemblée générale des actionnaires, tenue le même jour, a alors décidé de réduire le capital social de la Société à zéro, puis de l'augmenter à 1 005 865,60 euros, par l'émission, au pair, de 628 666 actions au prix de 1,60 euros l'une, ces deux opérations ayant été réalisées le 8 juillet 2005.

Le tableau ci-après présente sous forme synthétique l'évolution du capital depuis cette date.

<u>Date de l'opération</u>	<u>Nature de l'opération</u>	<u>Nombre d'actions émises ou annulées</u>	<u>Montant nominal (en euros)</u>	<u>Prime d'émission ou d'apport (en euros)</u>	<u>Montant nominal cumulé du capital social (en euros)</u>	<u>Nombre cumulé total d'actions en circulation</u>	<u>Valeur nominale (en euros)</u>
8 juillet 2005	Réduction du capital à zéro	- 628 666	- 9 581 828,14	Néant	0	0	
8 juillet 2005	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽¹⁾	628 666	1 005 865,60	0	1 005 865,60	628 666	1,60
14 novembre 2005	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽²⁾	380 472	608 755,20	5 391 288,24	1 614 620,80	1 009 138	1,60
3 mars 2006	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽²⁾	13 733	21 972,80	194 596,61	1 636 593,60	1 022 871	1,60
31 mars 2006	Augmentation de capital par apport en numéraire (exercice de BSA) ⁽³⁾	190 234	304 374,40	2 695 615,78	1 940 968,00	1 213 105	1,60
2 juin 2006	Augmentation de capital par apport en nature ⁽⁴⁾	35 798	57 276,80	507 257,66	1 998 244,80	1 248 903	1,60
19 juillet 2006	Augmentation de capital par apport en numéraire (exercice de BSA) ⁽³⁾	6 865	10 984,00	97 277,05	2 009 228,80	1 255 768	1,60
28 août 2006	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁵⁾	465 390	744 624,00	12 388 681,80	2 753 852,80	1 721 158	1,60
28 juillet 2007	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	11 670	18 672,00	0	2 772 524,80	1 732 828	1,60
4 septembre 2007	Augmentation de capital par apport en numéraire (exercice de BSA) ⁽⁶⁾	232 695	372 312,00	6 194 340,90	3 144 836,80	1 965 523	1,60
28 décembre 2007	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁷⁾	411 638	658 620,80	15 893 343,18	3 803 457,60	2 377 161	1,60
28 décembre 2007	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁷⁾	164 220	262 752,00	6 340 534,20	4 066 209,60	2 541 381	1,60
5 février 2008	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁷⁾	45 878	73 404,80	1 771 349,58	4 139 614,40	2 587 259	1,60
17 février 2008	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	14 418	23 068,80	0	4 162 683,20	2 601 677	1,60
2 juin 2008	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	9 512	15 219,20	0	4 177 902,40	2 611 189	1,60

<u>Date de l'opération</u>	<u>Nature de l'opération</u>	<u>Nombre d'actions émises ou annulées</u>	<u>Montant nominal (en euros)</u>	<u>Prime d'émission ou d'apport (en euros)</u>	<u>Montant nominal cumulé du capital social (en euros)</u>	<u>Nombre cumulé total d'actions en circulation</u>	<u>Valeur nominale (en euros)</u>
20 août 2008	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁷⁾	66 595	106 552,00	2 571 232,95	4 284 454,40	2 677 784	1,60
17 décembre 2008	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁷⁾	99 478	159 164,80	3 840 845,58	4 443 619,20	2 777 262	1,60
17 février 2009	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	4 048	6 476,80	0	4 450 096,00	2 781 310	1,60
2 juin 2009	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	4 756	7 609,60	0	4 457 705,60	2 786 066	1,60
29 juillet 2009	Augmentation de capital par apport en numéraire (exercice de BSA) ⁽⁴⁾	12 392	19 827,20	0	4 477 532,80	2 798 458	1,60
17 février 2010	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	3 993	6 388,80	0	4 483 921,60	2 802 451	1,60
2 juin 2010	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	4 756	7 609,60	0	4 491 531,20	2 807 207	1,60
29 septembre 2010	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁸⁾	2 426 017	3 881 627,20	42 212 695,80	8 373 158,40	5 233 224	1,60
1er octobre 2010	Augmentation de capital par apport en numéraire (levée d'options de souscription d'actions) ⁽⁴⁾	210	336,00	2 975,70	8 373 494,40	5 233 434	1,60
3 novembre 2010	Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites ⁽⁴⁾	5 000	8 000,00	0	8 381 494,40	5 238 434	1,60
8 novembre 2010	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁸⁾	73 077	116 923,20	1 271 539,80	8 498 417,60	5 311 511	1,60
30 novembre 2010	Augmentation de capital par apport en numéraire ⁽⁸⁾	107 894	172 630,40	1 877 355,60	8 671 048,00	5 419 405	1,60
11 mai 2011	Division de la valeur nominale des actions de la Société	0	0	0	8 671 048,00	21 677 620	0,40
10 juin 2011	Augmentation de capital par apport en numéraire (exercice de BSA) ⁽⁴⁾	46 704	18 681,60	165 448,92	8 689 729,60	21 724 324	0,40

(1) Actions de préférence de catégorie P converties en actions ordinaires le 20 octobre 2005.

(2) Actions de préférence de catégorie A auxquelles étaient attachés des bons donnant le droit de souscrire à des actions de préférence de catégorie A.

(3) Actions de préférence de catégorie A.

(4) Actions ordinaires.

(5) Actions de préférence de catégorie B auxquelles étaient attachés des bons donnant le droit de souscrire à des actions de préférence de catégorie B.

(6) Actions de préférence de catégorie B.

(7) Actions de préférence de catégorie C.

(8) Actions de préférence de catégorie D.

(b) Evolution de la répartition du capital de la Société depuis le 31 décembre 2009

	Situation au 31 décembre 2009		Situation au 31 décembre 2010		Situation au 31 décembre 2011	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Membres du directoire	21 417	0,77%	35 108	0,65%	140 432	0,65%
Rémy de Tonnac (<i>président</i>)	16 748	0,60%	22 492	0,42%	89 968	0,41%
Pascal Didier (<i>directeur général</i>)	4 669	0,17%	6 110	0,11%	24 440	0,11%
Richard Vacher Detournière	0	0,00%	6 006	0,11%	24 024	0,11%
Charles Stanley Walton	0	0,00%	500	0,01%	2 000	0,01%
Christian Fleutelot	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Membres du conseil de surveillance	813 737	29,08%	1 716 015	31,66%	6 910 764	31,81%
Alex Brabers (<i>président</i>)	1	0,00%	1	0,00%	4	0,00%
Jean Schmitt (<i>vice-président</i>)	1	0,00%	1	0,00%	4	0,00%
FCPR Sofinnova Capital V	592 952	21,19%	1 092 552	20,16%	4 416 912	20,33%
Fond Stratégique d'Investissement	0	0,00%	399 680	7,37%	1 598 720	7,36%
Vertex Technology Fund (III) Ltd.	218 294	7,80%	218 294	4,03%	873 176	4,02%
Glenn Collinson	2 487	0,09%	5 485	0,10%	21 940	0,10%
Patrick Schwager Jones	1	0,00%	1	0,00%	4	0,00%
Ronald Black	1	0,00%	1	0,00%	4	0,00%
Autres investisseurs	1 807 117	64,58%	3 458 176	63,81%	13 832 704	63,67%
Action Bright Ltd.	4 722	0,17%	4 722	0,09%	18 888	0,09%
Alta Berkeley III C.V.	69 538	2,48%	69 538	1,28%	278 152	1,28%
ASSA ABLOY AB	57 200	2,04%	57 200	1,06%	228 800	1,05%
FCPI Ing (F) Actions Innovation 2	26 528	0,95%	26 528	0,49%	106 112	0,49%
GIMV						
<i>Adviesheer GIMV Technology 2004</i>	57 070	2,04%	146 998	2,71%	587 992	2,71%
<i>GIMV N.V.</i>	323 380	11,56%	832 972	15,37%	3 331 888	15,34%
GGV II Entrepreneurs Fund L.P.	6 254	0,22%	7 073	0,13%	28 292	0,13%
Granite Global Ventures						
<i>Granite Global Ventures II L.P.</i>	298 700	10,67%	337 849	6,23%	1 351 396	6,22%
<i>EuroUS Growth Fund I L.L.P.</i>	106 308	3,80%	191 124	3,53%	764 496	3,52%
Pinnacle Equity Investment	3 594	0,13%	7 591	0,14%	30 364	0,14%
Motorola						
<i>Motorola Inc.</i>	87 043	3,11%	0	0,00%	0	0,00%
<i>Motorola Mobility</i>	0	0,00%	87 043	1,61%	348 172	1,60%
Nokia Growth Partners II L.P.	104 452	3,73%	184 388	3,40%	737 552	3,40%
Qualcomm	99 478	3,55%	259 350	4,79%	1 037 400	4,78%
Siparex						
<i>Siparex Croissance</i>	5 699	0,20%	0	0,00%	0	0,00%
<i>Siparex Développement</i>	2 215	0,08%	0	0,00%	0	0,00%
<i>FCPI CA-AM Innovation 1</i>	60 173	2,15%	0	0,00%	0	0,00%
<i>FCPI Uni Innovation 1</i>	9 710	0,35%	0	0,00%	0	0,00%
<i>FCPR Siparex Ventures 1</i>	58 410	2,09%	0	0,00%	0	0,00%
SVIC						
<i>SVIC n°4 N.T.B.I. LLP</i>	58 754	2,10%	58 754	1,08%	235 016	1,08%
<i>SVIC n°11 N.T.B.I. LLP</i>	0	0,00%	79 936	1,47%	319 744	1,47%
Vertex Venture Capital						
<i>Vertex Israel II (A) Fund L.P.</i>	33 844	1,21%	33 844	0,62%	135 376	0,62%
<i>Vertex Israel II (B) Fund L.P.</i>	5 188	0,19%	5 188	0,10%	20 752	0,10%
<i>Vertex Israel II (C.I.) Executive L.P.</i>	2 337	0,08%	2 338	0,04%	9 352	0,04%
<i>Vertex Israel II (C.I.) Fund L.P.</i>	187 582	6,70%	187 582	3,46%	750 328	3,45%
<i>Vertex Israel II Discount L.P.</i>	23 946	0,86%	23 946	0,44%	95 784	0,44%
<i>Vertex III (C.I.) Fund L.P.</i>	0	0,00%	87 359	1,61%	349 436	1,61%
<i>Vertex III (Israel) Fund L.P.</i>	0	0,00%	15 341	0,28%	61 364	0,28%
<i>Vertex III (Israel B) Fund L.P.</i>	0	0,00%	3 138	0,06%	12 552	0,06%
<i>Vertex III (DCM) Fund L.P.</i>	0	0,00%	9 414	0,17%	37 656	0,17%
<i>Vertex III (C.I.)(G) Fund L.P.</i>	0	0,00%	2 581	0,05%	10 324	0,05%
<i>Quest for Growth, NV</i>	0	0,00%	2 071	0,04%	8 284	0,04%
Visa						
<i>Visa International Service Association</i>	102 600	3,67%	194 601	3,59%	778 404	3,58%
<i>Visa USA Inc.</i>	12 392	0,44%	12 392	0,23%	49 568	0,23%
Atmel Corp.	0	0,00%	158 526	2,93%	634 104	2,92%
CCHS Partners L.P.	0	0,00%	368 789	6,80%	1 475 156	6,79%
Employés	31 738	1,13%	42 751	0,79%	167 864	0,77%
Autres actionnaires	124 449	4,45%	167 355	3,09%	672 560	3,10%
Total	2 798 458	100,00%	5 419 405	100,00%	21 724 324	100,00%

(c) Répartition du capital et des droits de vote de la Société

	Situation au jour de l'Introduction Qualifiée – non diluée ⁽¹⁾		Situation au jour de l'Introduction Qualifiée – pleinement diluée	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Membres du directoire	142 294	0,61%	1 534 328	5,85%
Rémy de Tonnac (<i>président</i>)	90 494	0,39%	686 475	2,62%
Pascal Didier (<i>directeur général</i>)	24 975	0,11%	216 977	0,83%
Richard Vacher Detournière	24 559	0,11%	278 754	1,06%
Charles Stanley Walton	2 266	0,01%	280 122	1,07%
Christian Fleutelot	0	0,00%	72 000	0,27%
Membres du conseil de surveillance	7 413 872	31,99%	7 489 892	28,54%
Alex Brabers (<i>président</i>)	4	0,00%	4	0,00%
Jean Schmitt (<i>vice-président</i>)	4	0,00%	4	0,00%
FCPR Sofinnova Capital V	4 695 488	20,26%	4 695 488	17,89%
Fond Stratégique d'Investissement	1 821 581	7,86%	1 821 581	6,94%
Vertex Technology Fund (III) Ltd.	873 176	3,77%	873 176	3,33%
Glenn Collinson	23 611	0,10%	56 411	0,21%
Patrick Schwager Jones	4	0,00%	26 404	0,10%
Ronald Black	4	0,00%	16 824	0,06%
Autres investisseurs	14 753 167	63,65%	14 753 167	56,20%
Action Bright Ltd.	18 888	0,08%	18 888	0,07%
Alta Berkeley III C.V.	278 152	1,20%	278 152	1,06%
ASSA ABLOY AB	228 800	0,99%	228 800	0,87%
FCPI Ing (F) Actions Innovation 2	106 112	0,46%	106 112	0,40%
GIMV				
<i>Adviesheer GIMV Technology 2004</i>	<i>638 135</i>	<i>2,75%</i>	<i>638 135</i>	<i>2,43%</i>
<i>GIMV N.V.</i>	<i>3 616 036</i>	<i>15,60%</i>	<i>3 616 036</i>	<i>13,78%</i>
Granite Global Ventures				
<i>GGV II Entrepreneurs Fund L.P.</i>	<i>28 748</i>	<i>0,12%</i>	<i>28 748</i>	<i>0,11%</i>
<i>Granite Global Ventures II L.P.</i>	<i>1 373 225</i>	<i>5,93%</i>	<i>1 373 225</i>	<i>5,23%</i>
EuroUS Growth Fund I L.L.P.	811 789	3,50%	811 789	3,09%
Pinnacle Equity Investment	35 592	0,14%	35 592	0,12%
Motorola Mobility Inc.	348 172	1,50%	348 172	1,33%
Nokia Growth Partners II L.P.	782 124	3,38%	782 124	2,98%
Qualcomm	1 126 544	4,86%	1 126 544	4,29%
SVIC				
<i>SVIC n°4 N.T.B.I. LLP</i>	<i>235 016</i>	<i>1,01%</i>	<i>235 016</i>	<i>0,90%</i>
<i>SVIC n°11 N.T.B.I. LLP</i>	<i>364 316</i>	<i>1,57%</i>	<i>364 316</i>	<i>1,39%</i>
Vertex Venture Capital				
<i>Vertex Israel II (A) Fund L.P.</i>	<i>135 376</i>	<i>0,58%</i>	<i>135 376</i>	<i>0,52%</i>
<i>Vertex Israel II (B) Fund L.P.</i>	<i>20 752</i>	<i>0,09%</i>	<i>20 752</i>	<i>0,08%</i>
<i>Vertex Israel II (C.I.) Executive L.P.</i>	<i>9 352</i>	<i>0,04%</i>	<i>9 352</i>	<i>0,04%</i>
<i>Vertex Israel II (C.I.) Fund L.P.</i>	<i>750 328</i>	<i>3,24%</i>	<i>750 328</i>	<i>2,86%</i>
<i>Vertex Israel II Discount L.P.</i>	<i>95 784</i>	<i>0,41%</i>	<i>95 784</i>	<i>0,36%</i>
<i>Vertex III (C.I.) Fund L.P.</i>	<i>398 147</i>	<i>1,72%</i>	<i>398 147</i>	<i>1,52%</i>
<i>Vertex III (Israel) Fund L.P.</i>	<i>69 918</i>	<i>0,30%</i>	<i>69 918</i>	<i>0,27%</i>
<i>Vertex III (Israel B) Fund L.P.</i>	<i>14 301</i>	<i>0,06%</i>	<i>14 301</i>	<i>0,05%</i>
<i>Vertex III (DCM) Fund L.P.</i>	<i>42 905</i>	<i>0,19%</i>	<i>42 905</i>	<i>0,16%</i>
<i>Vertex III (C.I.) (G) Fund L.P.</i>	<i>11 763</i>	<i>0,05%</i>	<i>11 763</i>	<i>0,04%</i>
<i>Quest for Growth, NV</i>	<i>9 438</i>	<i>0,04%</i>	<i>9 438</i>	<i>0,04%</i>
Visa				
<i>Visa International Service Association</i>	<i>829 703</i>	<i>3,58%</i>	<i>829 703</i>	<i>3,16%</i>
<i>Visa USA Inc.</i>	<i>49 568</i>	<i>0,21%</i>	<i>49 568</i>	<i>0,19%</i>
Atmel Corp.	722 498	3,12%	722 498	2,75%
CCHS Partners L.P.	1 601 685	6,91%	1 601 685	6,10%
Employés	171 638	0,74%	1 542 650	5,88%
Autres actionnaires	695 497	3,00%	926 505	3,53%
Total	23 176 468	100,00%	26 246 542	100,00%

(1) La différence entre les chiffres de cette colonne et ceux de la colonne « situation au 31 décembre 2011 » du tableau précédent est due à la conversion des actions de préférence en actions ordinaires qui interviendra au moment de l'Introduction Qualifiée.